

Ministère de l'Agriculture



Programme National d'Appui
aux Acteurs des Filières Agricoles



Investir dans les populations rurales

République de Guinée

**Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières
Agricoles (PNAFA)**

Rapport de revue à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 11-29 janvier 2016

Date du document: 28/04/2016

No. du Projet: 11000001206 ; 2000000233

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme	1
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du programme	27
E. Aspects fiduciaires (service administratif et financier)	31
F. Durabilité	38
G. Autres aspects (environnement et changement climatique)	39
H. Conclusion	40

Annexe A Liste des cadres nationaux ayant participé à la mission

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées
Appendice 2:	Cadre logique harmonisé du PNAFA à l'échelle nationale: Etat d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 31 décembre 2015)
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 31.12.15
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation
Appendice 8:	Tableau synoptique sur les modifications proposées au niveau des infrastructures pour le temps d'exécution restant au projet
Appendice 9:	Réalisations physiques Moyenne Guinée

Sigles et acronymes

ACGPMP	Administration et Contrôle des Grands Projets et Marchés Publics
ADOP	Accompagnement des Dynamiques des Organisations Paysannes
AGC	Assemblée Générale Constitutive
ANASA	Agence Nationale des Statistiques Agricoles et Alimentaires
ANO	Avis de Non-Objection
ANPROCA	Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole
ASF	Association de Services Financiers
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BG	Basse Guinée
BGF	Basse Guinée et Faranah
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie en Guinée
BRPR	Bureau Régional des Pistes Rurales
BSD	Bureau de Stratégie et de Développement
BTGR	Bureau Technique Génie Rural
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation pour le Développement, l'Épargne/Crédit
CAI	Comité d'Approbation des Interventions
CAN	Climate Action Network
CAR	Conseil Agricole Régional
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CNAG	Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée
CNOP-G	Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée
COSOP	Document de Stratégie de Pays (Country Strategic Opportunities Paper)
COSTAB	Tableaux des coûts du projet
CP	Comité de Pilotage
CPM	Chargé de Portefeuille FIDA
CTN	Cellule Technique Nationale
CTR	Cellule Technique Régionale
CVEP	Comité Villageois d'Entretien des Pistes
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAT	Dépôt à terme
DIP	Diagnostic Institutionnel Participatif
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNIP	Direction Nationale des Investissements Publics
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNO	Demande de non-objection
DNPR	Direction Nationale des Pistes Rurales
DNPV-DS	Direction Nationale de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DS	Délégation Spéciale
DSRP2	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DTS	Droit de Tirage Spécial
EIES	Etude d'impact environnementale et sociale
ESOP	Entreprise de Service et Organisation de Producteurs
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations (Organisations des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
FEPRORI	Fédération des Producteurs de Riz de la Guinée Forestière
FEREPPAH	Fédération Régionale des Planteurs de Palmier à Huile et Hévéa de la Guinée Forestière
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FOP-BG	Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée

FPFD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
FRAO	Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest
FUCPIS-G	Fédération des Unions de Coopératives Productrices d'Igname et Sésame de Guinée
FUMA-HG	Fédération des Unions Maraîchères de la Haute Guinée
FUPRORI-HG	Fédération des Unions de Producteurs de Riz de Haute Guinée
GAR	Gestion axée sur les résultats
GF	Guinée Forestière
GNF/FG	Francs Guinéens
GPS	Global Positioning System/Géo-Positionnement par Satellite
IED Afrique	Innovation, Environnement, Développement
IF	institution Financière
IMF	Institution de Microfinance
IRAG	Institut de Recherche Agronomique de Guinée
MA	Ministère de l'Agriculture
MEEF	Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
MF	Ministère des Finances
MG/GF/HG	Moyenne Guinée, Guinée Forestière, Haute Guinée
OFID	OPEC Fund for International Development (Fonds de l'OPEP pour le Développement International)
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	Objectif de Développement du Millénaire
OMS	Organisation Mondiale pour la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation des Producteurs Agricoles
OPEC	Organization of the Petroleum Exporting Countries
PACV II	Programme d'Appui aux Communautés Villageoises
PDF	Plan de Développement des Filières
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNAFA	Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles
PNDA	Politique Nationale de Développement Agricole
PNIASA	Plan National d'Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire
POA	Plan d'Orientation et d'Actions
PPDR-HG	Programme Participatif de Développement Rural en Haute Guinée
PRADEL	Programme de Réhabilitation Agricole et d'Appui au Développement Local du Fouta Djallon
PRODAD-GF	Projet de Développement Agricole Durable en Guinée Forestière
PSR	Project Status Report
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAF	Responsable Administratif et Financier
RAP	Rapport d'Achèvement du Projet
RCI	République de Côte d'Ivoire
RDC	République Démocratique du Congo
RGCGSV	Responsable Genre, Gestion des Savoirs et Visibilité
RMP	Revue à Mi-Parcours
RNSE	Responsable National Suivi et Evaluation
RPE	Rapport de Pré-évaluation
RSE	Responsable Suivi et Evaluation
SAF	Service Administratif et Financier
S&E	Suivi et évaluation
SSE	Système de suivi et évaluation
SIG	Système d'Information Géographique
SIPAG	Système d'Information sur les Produits Agricoles de Guinée
SIPV	Suivi des Importations des Produits Vivriers
SMS	Short messaging system (texto)
SNPV-DS	Système National de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées

SRP2	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SSE	Système de Suivi-Evaluation
STE	Service Technique de l'Etat
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et des Impacts
TDR	Termes de Référence
UGAS	Union des Groupements Agricoles de Soumbalako
UGTM	Union de Timbi Madina
UNC	Unité Nationale de Coordination
UNEP	United Nations Environmental Programme /Programme des Nations Unies pour l'Environnement
URC	Unité Régionale de Coordination
USAID	United States Agency for International Development)/Agence des États Unis pour le Développement International
USD	Dollar des États-Unis
VSAT	Very small aperture terminal/ terminal à très petite ouverture (technique de communication par satellite)

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement et du FIDA a procédé à la Revue à Mi-Parcours (RMP) du Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA) du 11 au 29 janvier 2016 en Guinée. En substance, cette RMP permet: (i) d'apprécier la pertinence de la démarche sur la base des réalisations et l'ampleur des acquis, (ii) de déterminer les écarts ainsi que les faiblesses, (iii) d'évaluer la performance globale du programme et son impact sur le groupe cible depuis son démarrage en mai 2011 et, enfin, (iv) de faire des recommandations adaptées pour la poursuite du programme dans des conditions optimales en vue d'atteindre les objectifs. Dans le cas d'espèce, la RMP, initialement prévue en 2013 puis reportée en 2014 avant d'être réalisée en janvier 2016, était attendue comme une opportunité pour que le Gouvernement et le FIDA s'accordent sur les mesures idoines à prendre en vue d'améliorer la performance du PNAFA.
2. La mission de RMP a ainsi procédé à l'examen de l'exécution technique, physique et financière du programme et fait des recommandations au Gouvernement, au FIDA et aux autres services concernés (PNAFA, CNOP-G etc.) en vue de l'amélioration de la mise en œuvre, tout en tenant compte des besoins de pérennisation et de durabilité des acquis de ce programme dont le **concept innovant** (responsabilisation directe des OPA dans la gestion des fonds et la passation des marchés) impose un certain temps d'adaptation avant sa totale maîtrise par les différents acteurs concernés.
3. La mission a débuté par une séance de travail et de cadrage sous la direction de Mme Jacqueline Marthe Sultan, Ministre de l'Agriculture, en présence des cadres de son cabinet et des représentants des autres entités concernées (Ministères des Finances, du Plan, Administration et Contrôle des Grands Projets et Marchés Publics (ACGPMP), Chambre Nationale d'Agriculture (CNAG), Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée (CNOP-G); etc.).
4. Tout au long du séjour, la mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité Nationale de Coordination (UNC) du PNAFA, la CNOP-G et ses démembrements, les Unités Régionales de Coordination (URC), ainsi que les représentants des Organisations de Producteurs (OPA) bénéficiaires et les autres partenaires de terrain actuels et potentiels comme la CNAG.
5. La mission de terrain a été très longue afin de pouvoir parcourir les zones de Labé, Mamou, Kankan et Nzérékoré où elle a rencontré et recueilli les avis des autorités régionales et des structures décentralisées ainsi que les bénéficiaires. Pour couvrir tous les aspects du programme, des équipes ont été constituées notamment pour: (i) les infrastructures, (ii) l'environnement, (iii) les OPA et les Associations de Services Financiers (ASF), (iv) les activités post-récolte; (v) le suivi-évaluation et les aspects genre, jeunesse et gestion des savoirs; (vi) la gestion administrative et financière et, enfin, (vii) les autres aspects organisationnels. Des séances de débriefing ont été organisées à la fin de la visite de chacune des trois régions naturelles.
6. La mission exprime ses remerciements sincères aux autorités guinéennes, au niveau central comme au niveau des régions, qui ont facilité la réalisation de cette mission, ainsi qu'aux cadres du PNAFA, des OPA et de la CNOP-G et du Ministère de l'Agriculture pour leur collaboration et leur disponibilité en vue du bon déroulement des travaux.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du programme

7. Les taux globaux d'exécution physique et financière du PNAFA (2011 à 2015) sont respectivement de 59,17% et 51.28% tandis que les taux de réalisation physique et financière du

¹ La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab Barry, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Cheikh Tidiane Sarr, Chef de mission technique et Spécialiste en Production et Génie Rural, (iii) M. Ibrahima Tanou Diallo, Chargé d'Appui Programme du FIDA en Guinée, (iv) Mme Reine Anani, Spécialiste en Suivi Evaluation, (v) M. Ludovic Conditamde, Spécialiste en Production Agricole, Chargé d'Appui Programme du FIDA au Burkina Faso, (vi) M. Hyacinthe Modou Mbengue, Consultant et Spécialiste en post-récolte, (vii) M. Amza Tahirou, Consultant et Expert en OPA, (viii) M. Samba Diom Ba, Consultant et Expert en Gestion Administrative et Financière; (ix) M. Alpha Ibrahima Balde, Consultant national en Infrastructures, (x) M. Mamadou Sow, Consultant national en Environnement et Changement Climatique. Le Gouvernement guinéen était représenté par plusieurs fonctionnaires des Ministères de l'Agriculture, du Plan et des Finances. (cf. liste complète en annexe A).

Programme de Travail et Budget (PTBA) 2015 (hors PNAFA Basse Guinée et Faranah - BGF) sont respectivement de 12,03% et 19,65%. La différence entre les taux d'exécution physique et financière est due au paiement récent des avances aux OPA au titre des conventions 2015. En effet, même si l'argent disponible dans les comptes des OPA est considéré pour le Service Administratif et Financier (SAF) comme décaissé, le décaissement par l'OPA ne suit pas automatiquement. Les autres raisons habituelles du décalage entre les deux taux sont, entre autres: (i) la non prise en compte du préfinancement de certaines activités par les OPA et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) adjudicataires de quelques infrastructures; (ii) la non soumission dans les délais, des décomptes relatifs aux travaux d'infrastructures déjà réalisés (bas-fonds, pistes et magasins en cours de construction); (iii) l'existence de ressources non encore utilisées dans les comptes de certaines OPA; et (iv) le retard dans la justification des dépenses effectuées au niveau de quelques OPA.

8. Les raisons principales de la contreperformance traduite par la faiblesse des taux ci-dessus résident dans: (i) la faible capacité des OPA bénéficiaires à planifier et exécuter correctement leurs activités alors que l'approche novatrice adoptée ici consiste à les mettre au cœur du dispositif de mise en œuvre du programme; (ii) le retard considérable dans le processus de programmation et d'approbation des PTBA ainsi que la signature des différentes conventions de collaboration; (iii) la confusion née au niveau de l'UNC suite aux préoccupations du Ministère de l'Agriculture portant sur la porte d'entrée du programme, la participation plus active de la CNAG et la fongibilité des ressources entre les régions ayant bénéficié des dons successifs du programme; (iv) les changements fréquents de Chargés de Portefeuille (CPM) et responsables financiers au sein du FIDA entraînant un suivi irrégulier de la mise en œuvre du programme; (v) la crise profonde que le projet a traversée durant la période 2014-2015 et qui est due principalement à la recrudescence de l'épidémie à virus Ebola.

9. Durant la période allant de 2011 à fin 2015, le niveau de mise en œuvre globale des activités du PNAFA est jugé moyennement satisfaisant car l'appui du PNAFA a permis, entre autres, les réalisations ci-après: la structuration de 1 171 nouveaux groupements et unions, l'aménagement de 127 ha de bas-fonds, la réhabilitation de 52 km de pistes rurales, la construction de 56 ouvrages de franchissements et de 25 magasins de stockage, la construction de 9 aires de séchage et la construction/réhabilitation de 5 sièges d'OPA.

10. Globalement, un retard considérable a été observé au niveau des taux d'exécution des infrastructures par rapport aux prévisions du document de conception, notamment pour: (i) les travaux d'aménagement des bas-fonds et plaines qui se situent à 12,38%; (ii) les travaux de réhabilitation des pistes (17,93%); (iii) les travaux de construction des magasins de stockage (21,55%); (iv) l'achèvement des infrastructures héritées du projet PPDR HG (12 dalots et 48,04 ha de bas-fonds). (cf. para 14(g) ci-après).

11. Au cours des exercices antérieurs (2011 à 2014), le PNAFA a poursuivi sa stratégie d'appui aux OPA définie dans le cadre du développement des filières agricoles à travers la signature de nombreuses conventions de collaboration et l'appui/accompagnement à leur mise en œuvre, plus précisément une quarantaine de conventions avec les OPA, la CNOP-G et ses démembrements, et soixante-quatre conventions avec les Services Techniques de l'Etat (STE) au niveau régional et national. Les montants de ces conventions avec les OPA et la CNOP-G s'élèvent à 194,82 milliards de Francs Guinéens (FG), soit 27,83 millions de dollars des Etats-Unis au taux de 1 USD = 7 000 FG.

12. A l'occasion de la mission de RMP, les préoccupations soulevées lors de la mission de supervision effectuée à Abidjan du 28 mai au 4 juin 2015 ont fait l'objet de larges débats avec tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNAFA et des recommandations pertinentes ont été faites dans le cadre du présent exercice de revue en vue de pallier définitivement ces insuffisances. Ces préoccupations étaient, entre autres, les suivantes: (i) les faiblesses dans le processus de gestion fiduciaire et de passation de marchés au niveau des OPA, (ii) les insuffisances des appuis dans le domaine de la commercialisation et des activités post-récoltes de manière plus générale, (iii) les déficiences du processus de planification et de validation des PTBA ayant entraîné un cumul de retards successifs; (iv) le dysfonctionnement des Comités d'Approbation des Interventions (CAI), (v) le retard dans l'approbation et la signature des conventions et; (vi) la mise à disposition des

ressources financières; (vii) le retard dans l'obtention des avis de non-objection (ANO); (viii) la forte dépendance financière des OPA du programme.

13. En résumé, l'examen de la mise en œuvre du programme a permis à la mission de dégager les constats majeurs suivants: (i) les réalisations physiques sont inférieures aux prévisions mais la dynamique de développement enclenchée permet d'espérer une amélioration substantielle des résultats du programme d'ici la date d'achèvement prévue en 2019; (ii) les taux d'exécution physiques et financiers sont faibles; (iii) le Don 8064 est épuisé; (iv) on note des dépassements importants sur le Don 8091 et; (v) la contrepartie du gouvernement et la participation des bénéficiaires sont encore en deçà des prévisions.

14. La mission de RMP retient du PNAFA les points indiqués ci-après:

- (a) **Pour la cohérence et la pertinence**, la mission de RMP confirme d'une part la pertinence de la démarche innovante consistant à confier la gestion des finances et les acquisitions de biens et services à des OPA assistées par la structure de producteurs la plus forte sur le terrain en ce moment ainsi que par les STE dans le cadre de conventions spécifiques. D'autre part, la cohérence de ce projet avec les différents documents de politiques et de stratégies sectorielles est réelle même si la mission est convaincue de la nécessité d'y apporter des améliorations en consolidant les acquis dans les filières de départ et en intensifiant les effets par des activités complémentaires dans le domaine post-récolte et, pour les nouvelles filières à appuyer, en prenant en compte, de manière transversale, les filières riz, maïs et maraîchage à cause de leur haute contribution à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes. Il convient dès lors de recommander la prise en compte, sur la base de critères de viabilité, des organisations professionnelles positionnées sur ces filières.
- (b) **En matière d'efficacité**, on note comme résultats positifs: (i) une certaine amélioration du capital physique des OPA; (ii) la mise en place de dispositifs visant à augmenter la production au niveau des principales filières ciblées; et (iii) le développement du capital humain par des séries de formations et de renforcement des capacités des producteurs à la base et de leurs élus etc. Toutefois, le programme devra fournir beaucoup d'efforts en vue d'obtenir des résultats tangibles pouvant contribuer à la promotion d'un véritable développement durable des OPA bénéficiaires des appuis à titre individuel ou en groupe.
- (c) **En matière d'efficience**, le projet fait montre de manquements car, suite à l'exercice de réallocation affiné durant la mission de revue, il apparaît que le PNAFA ne disposera pas de ressources financières suffisantes pour atteindre, dans leur intégralité, les objectifs physiques initiaux, eu égard à l'évolution des coûts unitaires qui sont montés, dans bien des cas, du simple au double voire au-delà. La priorité sera donc accordée à l'accroissement des investissements productifs et aux activités post-récolte mais à des coûts raisonnables.
- (d) La présente revue a été une opportunité de: (i) clarifier les incompréhensions liées la fongibilité et à la porte d'entrée du projet ainsi que les conditions de viabilité, d'ancienneté et de transparence à remplir pour que le projet appuie des opérateurs ou groupements non-membres de la CNOP-G; (ii) de s'accorder, d'une part, sur la nécessité de procéder à une consolidation/intensification, voire une extension des appuis du projet envers certaines filières (riz, maïs, oignons et autres cultures maraîchères) et, d'autre part, sur les options suggérées par la mission quant au devenir du fonds intrants et du fonds de commercialisation à la fin du projet à savoir les rétrocéder aux OPA comme fonds de capitalisation, ainsi que la nécessité de donner la priorité à l'achèvement des infrastructures et aux opérations post-récolte pour le reste de la vie du projet. La rétrocession des fonds indiquée ci-dessus exige que les OPA soldent leurs arriérés sur les intrants et que les fédérations, unions et groupements de producteurs appliquent des sanctions sévères aux emprunteurs défaillants (inéligibilité à tout autre appui jusqu'à l'apurement complet de leurs dettes).

- (e) La revue a également permis de réitérer la nécessité d'un meilleur contrôle de la gestion financière à tous les niveaux de même qu'un suivi rapproché de l'exécution physique et financière du programme, sans oublier la nécessité de mettre en œuvre les mécanismes appropriés d'autonomisation des OPA et de mobilisation de ressources en leur sein, grâce notamment à la stratégie de sortie du projet recommandée avec un appui dégressif. Il faut rappeler que ce principe de dégressivité (y compris l'arrêt du financement du fonctionnement des structures de la CNOP-G) avait été fortement recommandé lors de la supervision en juin 2015 à Abidjan.
- (f) L'examen des ressources disponibles au niveau du Prêt 1429 P de l'OFID montre qu'il est possible de procéder à une poursuite des activités d'infrastructures au niveau des deux premières régions (Moyenne Guinée et Guinée Forestière - MG et GF) et, partant, d'améliorer l'efficacité et l'efficience du programme.
- (g) La nécessité de revoir à la baisse les objectifs assignés au volet «Infrastructures» paraît inévitable pour les raisons suivantes: (i) le délai imparti pour la réalisation des études et des travaux qui devraient s'achever au 31 mars 2017; (ii) l'augmentation drastique des coûts unitaires des infrastructures qui sont passés du simple (au niveau du Rapport de Pré-évaluation - RPE) au double, voire au triple par endroit (selon les résultats des analyses des offres des PME (pour les travaux); (iii) la lenteur dans le processus de passation de marchés; (iv) le retard déjà accusé dans le processus d'élaboration et de validation du PTBA entraînant de fait un retard dans l'élaboration et la validation des conventions ainsi que le paiement de celles-ci; (v) la saisonnalité des travaux qui ne sont exécutables qu'en saison sèche, généralement de janvier à juin de chaque année. Des propositions chiffrées de réduction sont faites en appendice de ce rapport de RMP (avec un tableau indiquant les objectifs initiaux, les réalisations à ce jour, les propositions de réduction et les écarts); les plus importantes réductions concerneront les magasins.
- (h) La position détaillée de la mission quant aux aspects sur lesquels on juge habituellement un projet au moment de la RMP (pertinence, efficacité/résultats, efficience, et effets/impacts) est détaillée dans la section «D» du présent document.

C. Produits et effets

15. Le faible taux d'exécution physique global, qui est de 59,17% pour un taux d'exécution financière de 51,28%, s'explique en grande partie par le retard enregistré dans le processus de planification, la faible capacité de mise en œuvre des OPA ainsi que la mise à disposition tardive des fonds aux OPA, cette dernière n'intervenant souvent qu'en juillet de chaque année. En raison de cette situation, le niveau de réalisation physique et financière des activités reste moyennement satisfaisant. De 2011 à 2015, les résultats enregistrés par le PNAFA dans chacune des trois composantes se résument comme indiqué dans les sections qui suivent.

Composante A: Appui aux Organisations Paysannes

16. Les objectifs visés par cette composante sont: (i) appuyer la CNOP-G pour la mise en œuvre des activités transversales de développement des filières (planification, suivi-évaluation participatif, dialogue sur les politiques sectorielles et recherche-action); (ii) assister les unions et les fédérations dans la planification et la mise en œuvre des activités économiques de développement des filières; et (iii) faciliter l'accès aux infrastructures, aménagement et équipements nécessaires. La mise en œuvre des activités de la Composante se fait avec deux Sous-Composantes à savoir la Sous-Composante A1: Appui institutionnel aux OP et la Sous-composante A2: Appui économique aux OP.

Sous composante A1: appui institutionnel aux OP

17. Les activités réalisées par la Cellule Technique Nationale (CTN) de la CNOP-G et ses démembrements au titre de cette Composante se résument ainsi qu'il suit:
18. **Réalisation d'une étude diagnostique des OPA.** La CTN de la CNOP-G a réalisé en 2011, une étude diagnostique en vue de disposer d'informations précises sur la situation de référence en matière institutionnelle et organisationnelle des OP membres (fédérations et unions non fédérées), en tenant compte de leurs degrés de maturité. Il convient de rappeler au passage que ce genre d'études doit impérativement être confié à une structure extérieure comme cela fut d'ailleurs le cas avec le Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP) réalisé au niveau de l'UGAS (Union des Groupements Agricoles de Soumbalako) en 2013 par la Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO)/Sénégal et le DIP réalisé en 2012 au niveau de l'Union UGTM de Timbi Madina et de la Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD) à Timbi par le bureau SCOPE Insight.
19. L'étude a révélé que la CNOP-G regroupait 14 fédérations, 5 unions et 1 coopérative qui se retrouvent au niveau des quatre régions naturelles. Une présentation synoptique de l'ensemble des structures intéressées par l'étude a été faite dans le rapport. Ce qui a fait ressortir trois blocs des dites OP à savoir; (i) les fédérations membres fondatrices, (ii) les fédérations membres adhérentes et (iii) les unions non fédérées (cf. ci-après).
20. En plus de leurs organes statutaires, la FPFD et la FOP-BG (Fédération des Organisations Paysannes de la Basse Guinée) se sont dotées d'une équipe technique étoffée. Le même dispositif est mis en place au niveau des autres fédérations grâce à l'appui du PNAFA, avec un noyau très léger pour assurer l'accompagnement. Ces techniciens sont soit mis à disposition par l'administration ou bien recrutés sur le marché de l'emploi. En plus de ce dispositif, les OPA bénéficient de l'accompagnement des Cellules Techniques Régionales (CTR) de la CNOP-G.
21. **Réalisation d'une enquête des groupements de base membres d'OPA bénéficiaires du PNAFA.** Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de la Cellule Technique Nationale (CTN) de la CNOP-G, il a été planifié la réalisation d'une enquête exhaustive au niveau de tous les groupements de base membres des unions et fédération affiliées à la CNOP-G bénéficiaires du PNAFA suite à la recommandation de la mission de supervision du 7 au 16 mai 2012 en collaboration avec le PNAFA. L'objectif de cette activité était d'établir une situation exhaustive de tous les groupements de base membres des unions et fédération affiliées à la CNOP-G bénéficiaire du PNAFA et celle de la FOP-BG en vue de mettre en place une base de données fiable.
22. Sur le développement organisationnel des groupements enquêtés, les constats révèlent qu'ils disposent en grande majorité de statuts, de règlement intérieur et d'agrément. Il s'agit essentiellement d'OP créées dans les années 90 et 2000. L'assistance externe a constitué la principale motivation de création, en lieu et place du désir d'entraide mutuelle des membres. L'autonomie des groupements reste assez réduite du fait de l'influence des structures faïtières (fédérations et unions) dans le processus de prise de décision et le fonctionnement des organisations membres.
23. **Appui à l'élaboration et/ou réactualisation des Plans de Développement des Filières (PDF) prioritaires.** Cette activité avait pour objectif d'appuyer les OPA dans la réactualisation des PDF qui existent déjà ou procéder à l'élaboration de nouveaux PDF (pomme de terre, maïs, oignon, palmier à huile, riz et hévéa), pour permettre une meilleure planification des activités à mettre en œuvre dans le cadre du développement de ces filières. C'est dans ce contexte qu'il était attendu que la CNOP-G accompagne les OPA dans l'élaboration de huit Plans d'Orientations et d'Action (POA) pour les fédérations et 101 POA pour les unions membres de ces fédérations. Entre 2011 et 2015, la CNOP-G a réussi à accompagner la réactualisation des plans de développement des six filières promues qui devrait faciliter l'élaboration des POA.
24. Dans le cadre de l'appui à l'élaboration des POA des unions, les Cellules Techniques des OP ont été renforcées en vue de poursuivre cette action et parvenir à doter chaque fédération/union de POA établis sur au moins trois ans. La CNOP-G a procédé à la formation des Conseillers de zones

sur l'approche Accompagnement des Dynamiques des Organisations Paysannes - ADOP (élaboration des POA et PO) au titre du PTBA 2013.

25. L'atelier de formation a été organisé en mars 2013 à l'intention des conseillers de zones et des points focaux genre nouvellement recrutés. Cet atelier avait pour objectif de permettre à ces nouveaux conseillers de zone des OPA d'acquérir les compétences nécessaires en accompagnement des dynamiques organisationnelles paysannes afin de leur permettre de répondre aux besoins d'appui conseil aux OPA.

26. Les POA permettront une mobilisation des membres autour d'objectifs communs et une bonne planification des activités. Cette nouvelle approche d'accompagnement devra renforcer les dimensions économiques et les logiques entrepreneuriales des OP.

27. **Mise en place d'une stratégie «genre» par la CNOP-G.** Un point focal genre a été recruté au niveau de chaque CTR de la CNOP-G. Dans le cadre de la relance des activités des Collèges Régionaux des Femmes, les CTR ont organisé, au niveau de leurs zones respectives durant la période de juin à août 2013, une série de réunions de concertation du Collège des Femmes afin d'identifier leurs principales contraintes et élaborer un plan d'action. Toutefois, les productrices membres des OPA se reconnaissent peu dans cette nouvelle institution, dont la mise en œuvre du plan d'action est confrontée à un manque de ressources financières. Aussi, le Collège des Femmes, en dehors des réunions de concertation qu'il a pu organiser sporadiquement, n'est pas considéré comme fonctionnel et les plans d'actions sont souvent déconnectés des cadres d'activités des OPA et des filières appuyées par le PNAFA.

28. **Formation des élus des nouveaux groupements et unions.** Les CTR CNOP-G ont procédé à la formation des élus des nouveaux groupements sur leurs rôles et responsabilités; ces formations avaient pour but de renforcer les capacités des élus sur le principe de fonctionnement et de gestion d'une OPA, en vue d'améliorer le mode de gouvernance de leurs organisations.

29. De 2011 à 2015, plusieurs sessions de formation ont été organisées au bénéfice de 1 648 nouveaux responsables à travers des ateliers qui ont permis aux participants de renforcer leurs connaissances sur: (i) la mission d'une OPA (union, groupement); (ii) les différents organes d'une OPA et leurs attributions; (iii) les différents niveaux de structuration; (iv) les critères de bonne gouvernance d'une OPA; (v) les documents administratifs nécessaires pour une bonne organisation; (vi) les caractéristiques et l'importance d'un partenariat efficace. Ces sessions de formation ont été animées par les conseillers de zone sous la supervision des CTR/CNOP. Conformément à la démarche, les conseillers ont été préparés sur l'animation des modules, avant d'être déployés sur le terrain. Pour consolider les connaissances des participants, le module de formation traduit en langue locale a été distribué à tous les participants.

30. **Structuration de nouveaux groupements au niveau des trois régions.** Cette activité avait pour but de procéder à la formalisation de 2 400 nouveaux groupements de base en vue de promouvoir le développement des filières promues en procédant à l'élargissement de la base de travail à travers la promotion de nouveaux groupements. Au total 851 groupements ont été formalisés (35,45%). Les Assemblées Générales Constitutives (AGC) ont été tenues et les statuts et règlements intérieurs sont disponibles. Les agréments sont en cours d'élaboration.

31. **Organisation de sessions du Conseil Agricole Régional (CAR).** Les sessions des CAR ont pour objet de favoriser une large concertation entre les acteurs des filières afin de procéder: (i) au bilan de réalisation des activités des OPA; et (ii) à l'élaboration/validation du POA. Les CTR ont procédé à l'organisation des sessions de CAR planifiées, à raison de six sessions par an; dont une d'auto-évaluation du PTBA précédent et une de planification des activités du PTBA en cours, soit deux sessions par région et par an. Outre les représentants des OPA, ces sessions ont vu la participation des représentants des CTR, des URC et des Services techniques partenaires. Les sessions de CAR ont permis d'évaluer le niveau d'exécution des PTBA écoulés, de partager avec tous les acteurs les difficultés et contraintes liées au développement des filières promues et de planifier les activités du PTBA des années en cours. La participation effective des acteurs du marché au CAR n'a pas pu être confirmée par la mission et même des activités de concertation entre les

producteurs et les commerçants validées lors des PTBA ont été supprimées en comité de pilotage. La raison essentielle de ces suppressions est l'inadéquation de l'appui apporté aux bénéficiaires pour hiérarchiser leurs besoins, structurer et analyser la pertinence de leurs projets ou activités.

32. Organisation de sessions du Comité d'Approbation des Interventions (CAI). Ces sessions ont pour objet de procéder à l'examen et à l'approbation des activités proposées par les OPA au titre du PTBA en cours de validation au niveau régional. Institutionnellement, les sessions des CAI sont organisées durant la période de septembre à octobre de chaque année avec la participation des représentants des fédérations, des CTR, de l'URC et des Services techniques partenaires. Des outils sont conçus de manière consensuelle pour servir de guide pour l'animation des sessions de CAI; il s'agit notamment du guide d'animation élaboré par la CTN de la CNOP-G et du cadrage budgétaire préparé à l'interne et validé par le Conseil d'Administration de la CNOP-G et le PNAFA. Les sessions de CAI permettent d'approuver les projets de PTBA soumis par les OPA et les CTR sur la base de critères: i) de cohérence; ii) de pertinence; iii) d'éligibilité; iv) réalistes et réalisables. Après les sessions des CAI, les projets de PTBA sont consolidés et transmis à l'UNC pour avis. La CNAG peut aussi être impliquée à ce niveau.

33. Conduite de missions de suivi et d'appui technique aux CTR et aux OPA. La CNOP-G a réalisé régulièrement des missions de suivi et d'appui technique aux CTR et aux OPA. Ces missions ont pour objectifs d'apporter un appui à la planification opérationnelle des PTBA des OPA et CTR, ainsi qu'un appui sur les aspects fiduciaires et comptables. Au cours des missions, les techniciens de la CTN travaillent en étroite collaboration avec ceux des cellules techniques de la CNOP-G et des OPA. A l'issue des missions, des recommandations sont faites en vue d'améliorer le niveau d'exécution des activités. La mission recommande que ces suivis soient intensifiés et que leur contribution à l'amélioration des performances globales du PNAFA soit de très haute valeur ajoutée.

34. Réalisation des travaux de construction et/ou de réhabilitation / équipement des sièges des CTR/CNOP-MG, GF et HG (Guinée Forestière et Haute Guinée). Dans le cadre du renforcement des capacités des CTR, le PNAFA a financé les travaux de réhabilitation et/ou de construction des sièges des CTR au niveau des régions couvertes. Le siège de la CTR de la MG a été construit en 2013 et celui de la HG, en 2014. Pour le cas du siège de la CTR GF, il s'agissait d'une réhabilitation qui a été effectuée aussi en 2013. Pour équiper les bureaux en conformité avec les procédures prévues dans le Manuel fiduciaire simplifié des OPA, les CTR ont procédé à une sélection restreinte de fournisseurs locaux pour l'achat et la livraison des équipements prévus en vue de créer des meilleures conditions de travail aux CTR.

35. Renforcement du dispositif d'appui conseil de proximité au niveau des OPA. Pour couvrir de façon effective toute la zone d'intervention au niveau des régions, la CNOP-G a sollicité et obtenu du PNAFA, le recrutement de trente-cinq conseillers de zones devant appuyer les OPA au niveau des régions de la GF, la MG et la HG et douze conseillers de zone pour la BG et Faranah. Le recrutement de ces conseillers a permis de renforcer les capacités opérationnelles d'intervention des CTR auprès des OPA. Le recrutement de ces conseillers a permis de combler le déficit en termes d'encadrement de proximité des OPA et d'animation et faciliter la structuration des nouveaux groupements et unions. Pour rendre ces Conseillers opérationnels, le PNAFA a facilité l'acquisition et la mise à disposition de 47 motos tout terrain. Ces équipements ont été achetés et livrés par la CNOP-G conformément aux procédures de passation des marchés admises. La mise à disposition de ces motos a permis de couvrir davantage de nouvelles zones et a permis d'accroître le nombre de groupements de base. Ainsi, les conseillers de zones ont contribué à la collecte d'informations sur le terrain pour la mise à jour de la base de données. On déplore cependant l'absence de rapports d'activités réguliers pouvant permettre de suivre et d'évaluer ces activités, d'autant plus que, par endroits, les motos mises à disposition des OPA par le PNAFA ont été récupérées par les CTR (c'est le cas exemple du CTR de la MG), ce qui rend encore plus compliqué le suivi de proximité des groupements par les OPA.

36. Résultats de l'étude portant sur le Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP). Conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision du FIDA sur le terrain, la CNOP-G a réalisé un **DIP** des fédérations et unions non fédérées. Cette étude visait à déterminer le

niveau de maturité des fédérations et unions non fédérées membres de la CNOP-G en vue d'apporter des services plus efficaces et pertinents à ces organisations. Cette activité, réalisée durant les mois d'avril et mai 2014, a couvert quinze fédérations membres de la CNOP-G au niveau des quatre régions naturelles. Les résultats de cette étude ont permis d'avoir la situation réelle des OPA touchées ainsi que leur typologie, l'état actuel de la gouvernance et la situation de l'environnement économique au niveau de ces OPA.

37. L'analyse des résultats du DIP a été axée sur les fonctions organisationnelles des OPA faîtières en vue d'apprécier leur niveau de maturité, notamment; (i) la gouvernance par rapport au cadre institutionnel (organisation / fonctionnement), (ii) la maîtrise de l'environnement économique liée à la capacité de mobilisation, de gestion des ressources et son dynamique d'insertion professionnelle dans la filière. Il se dégage de cette analyse que les OPA en général se sont constituées sur la même base juridique, mais leurs niveaux d'évolution ne sont pas uniformes comme le démontre la typologie avec les différentes classes. Cependant, on note une progression très appréciable de certaines fédérations par rapport à la situation de référence. Cette évolution est remarquée par des améliorations du mode d'appropriation des outils et de la démarche suite aux appuis dont ces OPA ont bénéficié à travers la mise en œuvre du PNAFA.

38. La mission de RMP a noté que l'étude DIP a été conduite par la CNOP-G elle-même. Pour garantir plus de transparence dans cette appréciation aussi importante, il convient à l'avenir d'associer à la CNOP-G des **compétences externes** lors de la réalisation du diagnostic et de la qualification des OPA. Cependant, la CNOP-G confirme que la qualité du DIP 2014 est cependant meilleure que celle du DIP 2011, compte tenu des compétences d'apprentissage acquises grâce au soutien du PNAFA. Par ailleurs, un DIP avait été réalisé au niveau d'UGAS en 2013 par la FRAO/Sénégal et un autre DIP réalisé au niveau de l'Union UGTM de Timbi Madina et de la FPDF à Timbi par le bureau SCOPE Insight en 2012.

39. En termes de renforcement des capacités, les résultats sont les suivants sur l'ensemble du PNAFA:

- (a) 43 Conseillers de zones et 4 Points focaux genre sont recrutés et opérationnels au niveau des CTR;
- (b) 50 276 personnes sont encadrées par l'appui/conseil dont 32 580 femmes;
- (c) 3 310 personnes sont formées sur les thèmes institutionnels et commerciaux dont 1 384 femmes) (soit 6,6% par rapport à l'objectif global);
- (d) 4 000 paysans producteurs dont 2 340 femmes, soit environ 58% des apprenants;
- (e) 57 POA des unions et fédérations sont élaborés et/ou actualisés;
- (f) 21 sessions du CAR et 12 sessions du CAI sont organisées (soit en moyenne 2 sessions du CAR et 1 session du CAI par région et par an);
- (g) 77 sessions de mini CAR ont été organisées par les OPA.

40. De même, selon les conclusions de l'étude d'évaluation du PNAFA réalisée par GUIDE, les évolutions suivantes ont été observées en terme organisationnel:

- (a) une fédération avec un niveau de maturité qui a évolué de 4 à 4A (FPDF);
- (b) trois fédérations ont un niveau de maturité qui a évolué de 3 à 3B (FUPRORIZ, FUMA et FUCPIS-G)
- (c) une union avec un niveau de maturité qui est passé de niveau 1 à 3 (UGAS);
- (d) le pourcentage actuel des femmes dans les instances clé de décision est de 23% au niveau des OPA en général;
- (e) le nombre de membres des groupements a augmenté de 5,25%.

41. La mission de revue a noté un certain nombre d'insuffisances par rapport au fonctionnement des OPA, ce qui nécessite des mesures de correction, notamment en ce qui concerne: (i) la réactualisation et l'harmonisation des POA prenant en compte la complémentarité des aides financières et techniques apportées par les différents Partenaires Techniques et Financiers - PTF;

(ii) la mobilisation des ressources internes par les OPA en vue de participer au financement de leurs propres activités et; (iii) l'amélioration de la gouvernance des OPA.

Recommandations sur le diagnostic des OPA

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la restitution des résultats du DIP réalisé par la CTN et élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations du DIP	CTN CNOP-G	Mars 2016
Procéder à la réactualisation et à l'harmonisation des POA des fédérations et unions au nombre de huit	CTN CNOP-G - ANPROCA	Avril 2016
Elaborer des POA pour les OPA qui n'en disposent pas	CTN CNOP-G	Avril 2016
Elaborer des plans d'affaires bancaires pour les OPA qui n'en disposent pas notamment pour les OPA qui intègrent nouvellement le PNAFA	CTN CNOP-G / ANPROCA	Avril 2016
Veiller à la complémentarité des aides financières et techniques apportées par le PNAFA et les autres partenaires techniques et financiers des OPA opérant en Guinée	CTN CNOP-G, URC, UNC, BSD/MA	Continu
Présenter un PTBA consolidé de tous les appuis pour chaque OPA partenaire du PNAFA en vue d'assurer une coordination, une complémentarité et une mise en synergie des actions	URC /CTN / OPA /CNOPG /	Immédiat et continu
Procéder à l'évaluation périodique du niveau de maturité des OPA en collaboration avec la CNOP-G	UNC/ BSD/ MA	Décembre 2016 Décembre 2018
Faire participer la CNAG aux activités des CAR, CAI, DIP	UNC / CNAG	Immédiat
Mettre en place une équipe de suivi rapproché du projet	BSD /PNAFA	Immédiat
Conduire une réflexion interne au sein de chaque OPA en vue d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources internes des OPA avec comme objectifs la pérennisation des acquis et leur autonomisation financière	CNOP-G, OPA	Juin 2016 et continu
Adapter l'organigramme des fédérations et unions au modèle économique des sociétés coopératives tel que défini dans les règles de l'OHADA	CNOP-G	Décembre 2016

42. **Structuration de nouveaux groupements et unions.** Cette structuration a permis de toucher davantage de nouveaux producteurs, augmentant ainsi le nombre de bénéficiaires des services du projet, avec un taux de réalisation d'environ 49% par rapport à l'objectif global du programme en matière de structuration de nouveaux groupements. Le PNAFA est ouvert aux acteurs des filières cibles dans la limite des ressources disponibles et sur des critères objectifs de viabilité. C'est ici l'occasion de réitérer que même si la CNOP-G est considérée comme principale porte d'entrée dans le PNAFA, les OPA qui ne veulent pas s'affilier à la CNOP-G peuvent très bien bénéficier des appuis du PNAFA. L'intégration de toute nouvelle OPA dans le PNAFA sera décidée sur la base de sa capacité à mettre en œuvre correctement les activités retenues.

Mesures convenues	Responsabilités
S'assurer que les nouveaux groupements répondent aux critères d'éligibilité définis par la CNOP-G, la CNAG, le PNAFA et ANPROCA (Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole) et procéder à l'évaluation de leur fonctionnement	CNOP-G, UNC, Directions Régionales ANPROCA/ CNAG
Prendre en compte les nouvelles OPA dans le dispositif d'appui mis en place par le PNAFA particulièrement dans les filières riz, maïs, oignons et autres cultures maraîchères sur la base d'une évaluation qui indique la situation de référence et propose les OPA à intégrer sur la base de critères de viabilité	UNC, MA, FIDA, CNAG
Utiliser, pour les nouveaux groupements non-membres de la CNOP-G, les mêmes critères d'éligibilité précédemment appliqués aux OPA de la CNOP-G (évaluation de leur fonctionnement, ancienneté, filières pratiquées etc.)	BSD/ PNAFA/ CNOP-G, CNAG/ ANPROCA
Consolider la structuration déjà entamée par la CNOP-G	UNC, URC, ANPROCA
Consolider l'appui institutionnel et le dispositif d'appui-conseil de la CNOP-G déjà mis en place avec l'appui du PNAFA en redéployant plus de personnel de la CNOP-G et des OPA pour l'encadrement de proximité des activités économiques des unions et groupements en vue de leur pérennisation	PNAFA, CNOP-G
Accompagner les groupements à mieux préparer leur participation aux mini-CAR avec une bonne analyse des besoins des producteurs	CNOP-G / ANPROCA
Mettre en place un dispositif de suivi rapproché des activités du PNAFA à tous les niveaux	BSD, UNC, CNOP-G
Conduire une étude sur l'identification des centres les mieux adaptés pour la formation agricole et rurale et sur la redynamisation des centres de formation agricole et rurale	DNA, CNAG, UNC, ANPROCA

Sous composante A2: appui économique aux OP

43. Le résultat attendu de cette Sous Composante est le développement des activités économiques des OP faîtières et de leurs membres. Le PNAFA a financé les activités des OP faîtières et de leurs groupements qui s'insèrent dans le développement des filières ciblées et qui sont retenues dans les POA, notamment: (i) la mise en place et le fonctionnement d'un dispositif de conseil technique et commercial; (ii) la mise en place d'un dispositif interne de multiplication et de diffusion de semences améliorées; (iii) la mise en place de systèmes pilotes d'approvisionnement en intrants (engrais, produits phytosanitaires, semences, etc.); (iv) l'appui à l'amélioration des systèmes de récolte et post-récolte, de transformation, de conditionnement, de commercialisation; (v) l'acquisition des équipements agricoles; (vi) la réhabilitation et/ou l'aménagement de bas-fonds, (vii) la formation des producteurs à la gestion des périmètres aménagés, ainsi que les mesures de protection environnementale et (viii) la construction d'infrastructures économiques. Durant la période considérée, les activités réalisées par les OPA se présentent ainsi que décrit ci-après.

44. **Organisation d'ateliers de mini-CAR.** Les OPA ont organisé au total soixante-quinze sessions de mini CAR d'auto-évaluation et de planification des activités à la base. Ces ateliers ont été organisés durant la période de juillet à septembre de chaque année. Elles ont connu la présence de 3 680 participants dont 862 femmes essentiellement composés des représentants des OPA, des services techniques partenaires, des projets et programmes et organisations non gouvernementales ONGs de la place. Ces sessions avaient pour objectif de procéder à: (i) l'évaluation de la mise en œuvre des activités des PTBA écoulés; (ii) élaborer et valider les POA des OPA; et (iii) [programmer, de manière participative, réaliste et réalisable, les activités à soumettre au PTBA de l'exercice en cours. La mission de RMP encourage plus de préparation au niveau des groupements de base avant la tenue de mini-CAR, ce qui aura l'avantage de prendre en compte toutes les préoccupations des producteurs.

45. Les sessions ont permis de faire l'évaluation du niveau d'exécution des activités de chaque PTBA, de partager avec l'ensemble des acteurs les difficultés/contraintes rencontrées au cours de la mise en œuvre et procéder à la planification de manière participative des activités pour les PTBA en cours. Toutefois, il convient de noter que les délais prévus pour la tenue de ces sessions ont connu souvent un certain décalage, eu égard au retard enregistré dans la signature des conventions et la

mise à disposition des fonds. Il faut reconnaître aussi que le niveau de préparation des OPA diffère d'une région à l'autre et d'une filière à l'autre.

46. **Approvisionnement des OPA en intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences divers, sacs d'emballage).** Dans le cadre de l'accompagnement des OPA en matière d'accès aux intrants agricoles, un mécanisme interne d'approvisionnement a été appuyé. Ainsi, une dotation initiale d'intrants a été mise à la disposition des fédérations qui devaient les céder aux membres sous forme de crédit. Les fonds reconstitués sont ensuite versés sur un compte ouvert auprès d'une banque de la place pour refinancer les opérations futures (ce mécanisme a déjà été testé par les projets en cours). La récupération des crédits devrait permettre aux OPA à court, moyen et long termes de mettre en place un fonds de roulement/revolving (ou fonds de capitalisation) en vue de résoudre le problème d'approvisionnement de proximité en intrants pour les campagnes futures. Malheureusement, à ce jour, le remboursement de ces fonds pose problème au niveau de certaines fédérations bénéficiaires. Aussi, dans la pratique, il y a eu des compréhensions divergentes quant au qualificatif à donner aux fonds (fonds de garantie ou ligne de crédit ?) qui est en fait destiné à la capitalisation des OPA.

47. Durant la période considérée, le PNAFA a appuyé l'acquisition de 3 607 tonnes d'engrais (NPK et Urée technique), 27 660 litres de produits phytosanitaires, 2 030 tonnes de pomme de terre, 3 628 kg de semences d'oignon, 50 tonnes de semences d'échalotes, 168 000 semenceaux d'ignames, 170 000 graines germées de palmier à huile, 250 000 graines d'hévéa, 20 000 plants d'hévéa.

48. Ainsi, 49 836 producteurs dont 29 851 femmes ont eu accès aux intrants sur la période considérée (sur une prévision du RPE de 70 000 producteurs).

49. Sur le plan du remboursement des crédits, les taux varient entre 2 et 95%; le taux le plus faible est relevé au niveau de la FEPRORI (Fédération des Producteurs de Riz de la Guinée Forestière), tandis que le taux le plus élevé est d'environ 95 % avec la FPDF. Le bon taux de recouvrement observé au niveau de la FPDF est principalement dû au système de commercialisation mis en place: les producteurs vendent leurs productions au niveau de la plateforme de la fédération et celle-ci récupère les dettes contractées par les producteurs. Au regard du faible taux de recouvrement des crédits intrants, l'UNC a invité les OPA à prendre toutes les dispositions requises en vue d'améliorer les taux de remboursement.

50. Les niveaux de rendements obtenus grâce à la fourniture des intrants sont comme suit: riz irrigué: 2,5 t/ha; maïs de bas-fonds: 2,62 t/ha; igname: 5,75 t/ha; pomme de terre: 25 t/ha; oignon: 18 t/ha. Selon le cadre logique harmonisé, les rendements de départ étaient les suivants: riz pluvial: 1 t/ha; riz irrigué: 2 t/ha; maïs: 0,9 t/ha; igname: 4 t/ha; pomme de terre: 18 t/ha; oignon: 15 t/ha.

Recommandations sur le système d'approvisionnement en intrants agricoles

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Organiser une réflexion sur la stratégie d'approvisionnement et de distribution des intrants sous la direction du Département de l'agriculture, afin d'éviter la duplication des démarches	BSD/MA	Mars/avril 2016
Définir et appliquer une stratégie nationale harmonisée d'approvisionnement et de distribution des intrants	DNA / SNP/ DS	Avril 2016
Procéder au recouvrement de la totalité du crédit intrants agricoles au niveau des OPA	CNOP-G, OPA	Février 2016
Définir un système de prélèvements sur les achats groupés d'intrants en vue de renforcer les capacités d'auto-financement des OPA	OPA CNOP-G	Continu

51. **Poursuite de l'alphabétisation fonctionnelle des producteurs, membres des fédérations.** Entre 2011 et 2015, le PNAFA à travers les OPA a appuyé l'alphabétisation de près de 4 000 paysans producteurs dont 2 340 femmes, soit environ 58% des apprenants. Au total, plus de 50 centres ont été ouverts au niveau des OPA bénéficiaires. La formation sur les thèmes techniques a été bénéfique pour 12 000 producteurs formés.

52. L'alphabétisation proposée est de nature fonctionnelle. Elle utilise des outils didactiques basés sur les activités agricoles des producteurs. Ils ont donc notamment permis aux participants de mieux lire, écrire (prendre des notes et faire de comptes rendus fidèles), ainsi que calculer (avec une bonne tenue du cahier de gestion comme cela a été démontré à la mission de RMP à Soumbalako) sans oublier une meilleure maîtrise du téléphone portable (composer des numéros, lire et envoyer des SMS). Cette alphabétisation permet de mieux comprendre et assimiler les formations et itinéraires techniques et les instructions pour le bon dosage des engrais/produits phytosanitaires, de mesurer leur production voire, pour certains, d'élaborer leur compte d'exploitation et donc d'apprécier plus précisément leurs bénéfices. Plus particulièrement pour les femmes, l'alphabétisation fonctionnelle leur a permis d'acquérir plus de confiance en elles pour s'exprimer en public, d'être capables d'utiliser seules leur téléphone portable sans devoir faire recours à leurs enfants ou voisins, tout comme assumer des postes de responsabilités dans les OPA.

53. **Formation des producteurs membres des OPA sur les thèmes techniques liés au développement des filières agricoles.** Au cours de la période considérée, les OPA en collaboration avec les URC, les services techniques, les CTR et quelques ONG de la place ont organisé plusieurs sessions de formations en faveur des producteurs. Sur une prévision de 52 000 personnes à former, les sessions ont touché plus de 14 000 producteurs dont 4 550 femmes (35%) dans la zone d'intervention et sur divers thèmes, notamment: (i) les techniques de production des semences, (ii) les techniques d'étuvage amélioré et de décorticage du riz, (iii) les techniques de multiplication des semences d'ignames, (iv) les techniques d'utilisation et de gestion des unités de transformation, (v) les techniques de rotation des cultures et les itinéraires techniques, (vi) les techniques de production et de conservation de la pomme de terre en saison hivernale, (vii) les techniques d'utilisation des fertilisants et produits phytosanitaires, (viii), les techniques de gestion et d'entretien pour les membres des comités de gestion et de maintenance des infrastructures construites avec l'appui du PNAFA.

54. **Organisation de visites d'échanges inter groupements et inter unions au profit des producteurs.** Cette activité est régulièrement organisée par les OPA avec pour objectif de mettre en place une plateforme de concertation et d'échanges d'expériences entre les élus / producteurs des groupements moins avancés (nouvelles zones) et leurs homologues plus expérimentés. Un total de 59 groupements moins expérimentés a été touché pour plus de 2 000 participants dont 319 femmes et 114 jeunes.

55. **Acquisitions d'équipements de production (équipements légers et moyens).** Par rapport aux équipements légers, 15 619 unités ont été distribuées à 33 419 producteurs dont 14 751 femmes. Pour ce qui est des équipements moyens, 62 groupements ont été subventionnés pour 27 équipements (1 motoculteur, 10 motopompes petit modèle, 3 presses à huile, 1 presse à huile de palmiste, 2 décortiqueuses à riz et 10 tricycles motorisés).

56. Des formations en gestion et entretien ont été organisées par les fédérations. C'est ainsi que 27 comités de gestion ont été mis en place et sont fonctionnels: sept Comités Villageois d'Entretien des Pistes (CVEP), 14 comités de gestion des magasins de stockage et six comités de gestion des périmètres aménagés.

57. Chaque demande d'acquisition d'un équipement moyen est accompagnée d'un plan d'affaires simple (deux pages au maximum) préparé par le dispositif d'appui-conseil technique et commercial des fédérations. Les fédérations et unions sont encouragées à explorer des partenariats avec les banques commerciales (à travers l'utilisation de leurs fonds de réserve).

58. Conformément aux expressions des besoins des producteurs, besoins remontés par les unions et les fédérations, le PNAFA a appuyé la mise à disposition d'équipements légers à des producteurs membres des OPA. C'est ainsi que des femmes membres de la FUMA (Fédération des Unions Maraîchères) de la HG ont et reçu 1 500 arrosoirs, 300 brouettes, 1 500 râpeaux, 200 pesons de 25 kg et 100 pesons de 50 kg. A l'UGAS, les producteurs ont bénéficié de 180 brouettes, 500 pelles, 500 pioches, 300 arrosoirs et 60 000 sacs d'emballage (40 000 pour la pomme de terre, 10 000 pour le maïs et 10 000 pour l'oignon).

59. **Mise à disposition des équipements moyens.** En ce qui concerne les équipements moyens, l'UGAS a procédé à l'achat et à la livraison de 10 motopompes en décembre 2013 au profit de 10 groupements maraîchers. La FEPRORI-GF a procédé à l'achat et à la livraison de deux décortiqueuses de riz en faveur de deux groupements de 39 membres dont 32 femmes. En ce qui concerne la FERREPAH (Fédération Régionale des Planteurs de Palmier à Huile et Hévée de la Guinée Forestière), ce sont quatre groupements membres des unions affiliées qui ont mobilisé leurs contributions pour l'acquisition de trois presses à huile et une machine d'extraction d'huile de palmiste. Dix tricycles motorisés ont également été acquis pour les producteurs d'igname de la FUCPIS (Fédération des Unions de Coopératives Productrices d'Igname et Sésame de Guinée).

60. La contribution mobilisée est de 62 100 000 FG. Au total, ce sont 58 personnes dont 32 femmes qui ont bénéficié de ces micro-projets. Il faut cependant noter que plusieurs de ces équipements, principalement en HG, n'étaient pas fonctionnels au moment du passage de la mission. Le dispositif de suivi/accompagnement mis en place pour veiller à une meilleure gestion de ces équipements n'a pas fonctionné correctement ou pas du tout.

61. Il faut enfin noter que 350 membres de 87 groupements ont été formés dans les domaines suivants: post-production (récolte, séchage, conservation), transformation et commercialisation. 49 000 personnes ont également eu régulièrement accès aux publications mensuelles sur les prix.

62. La mise en œuvre de ces différentes activités a permis une augmentation des rendements dans les filières promues et une augmentation subséquente de la production dans la zone d'intervention du PNAFA. Ainsi, les rendements moyens obtenus sont les suivants: 2.5 t/ha pour le riz irrigué, 2.62 t/ha pour le maïs de bas-fonds, 5.75 t/ha pour l'igname, 25 t/ha pour la pomme de terre et 18 t/ha pour l'oignon. Cependant, les rendements du riz irrigué et de l'igname sont très en dessous des attentes. Selon les enquêtes de GUIDE, 73,5 % des producteurs estiment que leur production a augmenté.

63. Dans le cadre de l'extension géographique du PNAFA en Basse Guinée et Faranah, un nouveau dispositif de subvention des équipements agricoles des OPA par le PNAFA avait été proposé et homologué sur l'ensemble de la zone d'intervention. Ce dispositif devrait privilégier la mise à disposition des subventions au bénéfice des groupements, sous réserve de la mise en place de comités de gestion, ainsi que la responsabilisation de ces OPA dans les commandes et acquisitions de ces équipements. Malgré ce nouveau dispositif, le niveau d'acquisition des équipements moyens est resté toujours faible sur l'ensemble de la zone d'intervention.

64. En effet, les différentes filières promues par le PNAFA sont très peu mécanisées et cela à tous les niveaux. La mission a pu observer que les parcelles sont généralement assez sales: ceci pourrait expliquer en partie les faibles rendements obtenus sur le riz irrigué. Si la motorisation des opérations culturales ne saurait s'envisager que dans les moyennes et grandes exploitations, il faut sérieusement penser à introduire et/ou intensifier et promouvoir davantage la culture attelée dans les petites voire moyennes exploitations agricoles dans la zone d'intervention du PNAFA; ceci se traduira par d'importants gains de productivité d'autant plus que les sols sont généralement lourds et donc difficiles à travailler manuellement. La culture attelée est bien connue en Guinée et la mécanisation agricole s'y développe aussi petit à petit.

Recommandations sur la mise à disposition des équipements moyens

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Etablir un catalogue d'équipements adaptés aux différents maillons des filières qui sont disponibles sur le marché	BSD, DNA, UNC	Mai 2016
Promouvoir la culture attelée bovine dans les petites et moyennes exploitations agricoles	BSD, DNA, UNC, CNOP-G	Avril/mai 2016
Sensibiliser davantage les OPA sur le principe d'appartenance de l'équipement à l'OPA et la nécessité d'appliquer le mode de gestion des équipements moyens contenu dans le document de conception du PNAFA Extension BGF	CNOP-G, CTR, URC, ANPROCA, DNA, UNC	Avril 2016

65. **Acquisitions d'équipements de transformation et activités de commercialisation.** Le PNAFA a mis à la disposition de certaines OPA, des fonds de commercialisation des produits agricoles, conformément aux recommandations de la mission de conception du PNAFA Basse Guinée qui avait noté une faible présence d'activités relatives à la commercialisation dans les PTBA. La mission a noté que dans le cadre des PTBA 2014 et 2015, plusieurs activités d'appui à la transformation et à la commercialisation ont été planifiées, notamment, la mise à disposition de fonds de commercialisation au profit des OPA et l'achat de kits d'étuvages améliorés au bénéfice des femmes étuveuses et d'équipements moyens de transformation (moulins, décortiqueuses) pour les OPA. Pour une question de stratégie adaptée, seules deux OPA ont pu bénéficier de ces fonds de garantie qui devraient servir à l'achat, la transformation et la commercialisation des excédents de production notamment au niveau de la pomme de terre et du riz. Il a été demandé aux autres OPA de s'enquérir de l'expérience de ces deux OPA (la FPDF et la FUPRORI-HG) pour mettre en place une stratégie adéquate.

66. La mission a noté que, d'une manière générale, les activités de transformation sont peu développées dans les filières appuyées par le PNAFA. Il existe certes des outils pour promouvoir la commercialisation et la transformation des produits dans les filières promues: aires de séchage, magasins de stockage, fonds de commercialisation, plateforme de commercialisation, centres de commercialisation agricole, équipements de transformation. Cependant, on ne voit pas une stratégie globale et cohérente de développement des filières avec les difficultés observées dans la mobilisation de la contribution des bénéficiaires et le manque de suivi des équipements mis en place, le manque de concertation entre les différents acteurs des filières, etc. Pour améliorer les aspects commercialisation, il faut plus qu'une simple mise à disposition d'équipement. Les aspects relatifs à la qualité du produit, aux besoins en emballage de qualité voire à la labellisation sont tout aussi importants.

Recommandations sur les activités de transformation et de commercialisation

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Signer des conventions avec des institutions de microfinance rurale performantes pour y loger les fonds de commercialisation en vue de faciliter l'achat et la transformation des produits agricoles	UNC, OPA	Juin 2016
Susciter la demande en matière de transformation et de commercialisation au moment de la planification à la base	UNC, URC	Mai – juin 2016
Susciter et faciliter l'émergence d'une interprofession dans chaque filière promue regroupant tous les acteurs: producteurs, transformateurs, transporteurs, fournisseurs d'intrants, consommateurs, décideurs etc	BSD, PNAFA, CNA-G, CNOP-G	A partir de mars 2016
Conduire une étude sur les opportunités de création de marchés agricoles aux environs de Conakry	UNC	Mai –juin 2016
Conduire la réflexion pour la mise en place des activités de warrantage en vue de leur utilisation à grande échelle	CNOP-G OPA	Continu
Définir un système de prélèvement sur la commercialisation en vue de renforcer les capacités d'autofinancement des OPA	OPA, CNOP-G	Continu
Organiser un voyage d'études pour s'informer sur la mise en place de mini-rizeries sous forme d'ESOP (Entreprises de services aux organisations paysannes)	CNOP-G /PNAFA	Novembre 2016
Promouvoir la culture attelée bovine dans les petites et moyennes exploitations agricoles	PNAFA, CNOP-G	Immédiat/continu
Faire une revue de l'utilisation du fonds de commercialisation en vue d'en optimiser les conditions d'utilisation et formaliser son maintien à la disposition des OPA performantes comme fonds de capitalisation sous certaines conditions	PNAFA / BSD / CNOPG	Avril 2016
Revoir la classification en termes de niveau et de modalités de mobilisation de la contribution des bénéficiaires aux coûts des matériels et équipements de mécanisation et de transformation	PNAFA / CNOPG /BSD	Mars 2016
Assurer le suivi/accompagnement rapproché des équipements, bien former les utilisateurs et appliquer les modes appropriés de gestion des équipements tels que définis dans les documents de conception BGF	CTR, URC	Immédiat et continu

67. **Appuyer l'insertion des jeunes agriculteurs.** Cette activité est réalisée par les OPA à travers un emprunt bancaire. Dans ce cadre, des contrats de performance ont été élaborés et signés entre une trentaine de jeunes agriculteurs et les OPA. Selon les clauses des contrats, les jeunes s'engagent à poursuivre la production et à rembourser intégralement le prêt octroyé en fin de chaque échéance. Cette activité a pour objectif d'encourager les jeunes agriculteurs à travers la fourniture d'équipements, intrants, formation et appui-conseil, afin de les reconverter dans l'entrepreneuriat agricole. En outre, une note technique sur la stratégie d'appui à ces jeunes agriculteurs est en cours d'élaboration au niveau de la FPDF. Elle sera transmise au PNAFA pour partage et capitalisation. La même expérience est en cours au niveau de l'UGAS et de la FEREPHA. La capitalisation de l'expérience de ces trois fédérations permettra au PNAFA de définir une stratégie adaptée d'insertion des jeunes agriculteurs.

Sous-composante A2: appui économique aux OPA

68. **Financement des conventions.** Au regard: (i) de l'achèvement du Don 8064; (ii) du dépassement au niveau de la catégorie «conventions» sur le Don 8091 et de la non utilisation des ressources du Don 8118 du PNAFA extension BGF pour le financement des activités au niveau de la MG et de la GF, plusieurs activités initialement prévues par les OPA au titre du PTBA 2015 ont été ajournées. Le fonctionnement a été revu fortement à la baisse et pour une durée déterminée, car les ressources actuellement disponibles, même après la réallocation proposée, ne seront pas suffisantes pour financer le fonctionnement des OPA pour le reste de la durée du programme.

Recommandations sur le financement des conventions

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la réactualisation du cadrage budgétaire en tenant compte des ressources disponibles et du niveau d'atteinte des objectifs physiques par région	UNC	Février 2016
Orienter l'accompagnement des OPA vers l'appui au développement et au renforcement des activités économiques avec des plans d'affaires bancables	CNOP-G, Fédérations	Continu
Tenir compte de la capacité d'absorption des OPA lors de la planification des activités afin d'aboutir à des PTBA réalistes et réalisables	CNOP-G / PNAFA	Février 2016
Adopter une approche dégressive dans le financement des activités des OPA	PNAFA	Février 2016
Renforcer les capacités des membres des OPA dans l'élaboration de leur compte d'exploitation prévisionnel et la production de données statistiques sur les quantités et types de production attendus en vue de faciliter la mise en marché	CNOP-G /ANPROCA	Immédiat et continu

Appui à la mise en place d'infrastructures diverses (magasins de stockage, pistes et ouvrages, bas-fonds)

69. **Travaux de réhabilitation des pistes.** Durant la période considérée, le PNAFA a appuyé la réalisation de 52 km de pistes rurales au niveau des OPA, soit un taux de réalisation de 59% par rapport à l'objectif fixé dans le RPE qui est de 90 km de pistes à réhabiliter. Environ 200 kms étaient réservés pour les régions de Faranah et Basse Guinée dans le cadre de l'extension. Conformément à la stratégie définie dans le COSOP, il était attendu que le PACV II, qui a bénéficié d'un financement du FIDA, prenne en compte tous les besoins de désenclavement des zones de production au niveau des communes rurales couvertes par le PNAFA et que le PNAFA se focalise sur les travaux d'aménagement de bas-fonds. Fort malheureusement, cette stratégie n'a pas été suivie d'effet et les besoins de désenclavement soulevés lors des ateliers de planification constituent aujourd'hui un handicap au niveau de toutes les régions couvertes par le PNAFA.

70. **Travaux de construction d'ouvrages de franchissement.** Dans le cadre des activités du PNAFA, il est prévu la construction de 550 mètres linéaires d'ouvrages de franchissement. Le nombre d'ouvrages correspondant devrait être déterminé au moment de la réalisation des études de faisabilité. Au cours de la période considérée, les travaux de construction des ouvrages de

franchissement ont concerné la construction de 8 ponts et 49 dalots, soit un total de 57 ouvrages de franchissement correspondant à 138 ml sur 550 prévus (25,09%).

71. **Travaux de construction des magasins de stockage en faveur des OPA.** Le PNAFA avait prévu la construction de 116 magasins de stockage au profit des organisations faitières dont 95 magasins de 125 m² et 21 magasins de 300 m². Entre 2011 et 2015, on note la réalisation de 25 magasins de stockage, dont cinq magasins de 125 m², trois de 250 m² et 17 de 300 m² totalisant 6475 m² soit un taux de réalisation de 35,62%. Dans le document de conception du PNAFA, il était prévu la construction de magasins de 250 m². Cependant, suite aux constats faits lors de la mission de supervision du FIDA de novembre 2011, il a été recommandé de procéder à la conception d'un «Plan Type PNAFA» pour une uniformisation et une harmonisation de ces bâtiments dans toute la zone du programme.

72. La construction de ces magasins a permis de faciliter le stockage des produits agricoles en faveur des OPA et réduit les pertes post récolte. Il faut noter aujourd'hui la nécessité de procéder à des réaménagements en terme de respect des normes quant aux ouvertures d'aération devant tenir compte des exigences des denrées à stocker en vue de répondre aux besoins réels des OPA. Ces réaménagements au vu des besoins doivent aller dans le sens du nombre de magasins à construire par type, tenant compte des dimensions prévues. Certaines OPA solliciteraient plus de magasins à grande capacité que les petits magasins de 125 m².

73. La mission a pu constater que les bénéficiaires ont apprécié très positivement la construction de ces magasins qui leur permettent de sécuriser leurs récoltes contre les incendies, la divagation des animaux et les vols. Par contre, les techniques d'emmagasiner ne semblent pas être bien maîtrisées par les membres des comités de gestion. La mission a également noté que certains magasins servent aussi bien pour le stockage des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) que pour le stockage des produits agricoles: ceci présente des risques pour les consommateurs potentiels. Il y a donc nécessité de parfaire la formation des comités de gestion des magasins en insistant sur les aspects aération, facilité de déplacement dans le magasin et propreté. Il faut également bien séparer l'espace «intrants» de celui «produits agricoles» dans les magasins.

74. **Travaux d'aménagement/réhabilitation de bas-fonds.** Le PNAFA a pour objectifs l'aménagement et ou la réhabilitation de 1 026 ha de périmètres hydro-agricoles dont 626 ha au niveau de la MG et GF et 400 ha pour la HG, avec plusieurs options, dont entre autres, la construction des réservoirs d'eau (petits barrages, seuils etc.); la dérivation au fil de l'eau au moyen d'ouvrages de dérivation; l'élévation mécanique de l'eau au moyen de motopompes avec les différentes conduites et ouvrages d'amortissement et de répartition d'eau et la construction de puits équipés de pompes manuelles pour le développement du maraîchage. Des activités de formations des usagers sur la gestion et la maintenance des aménagements sont également organisées. Les travaux ont été réalisés après avoir effectué des enquêtes de référence et les études de faisabilité, assorties de DAO (dossiers d'appels d'offres) qui ont fait l'objet de validation avec l'appui des STE. Les enquêtes avaient pour objectif de régler le problème foncier et d'établir une situation de référence pour les principaux indicateurs socio-économiques de base conformément au cadre logique du PNAFA; les résultats devraient servir à l'évaluation des effets et de l'impact après les aménagements.

75. Au terme des études réalisées sur les premiers sites ciblés entre 2011 et 2015, le PNAFA a appuyé la réalisation des travaux de réhabilitation et/ou d'aménagement de 120 ha de bas-fonds au niveau de la MG, de la HG et de la GF, sur 1 026 ha prévus, soit un taux de réalisation de 12%. Ce taux est jugé très faible au regard de l'objectif global. Les raisons se situent à différents niveaux, notamment: (i) le retard accusé dans la mise en vigueur du Prêt OFID; (ii) la lenteur dans le processus de passation des marchés, surtout si l'on tient compte de l'impossibilité de réaliser les travaux pendant la saison des pluies; et (iii) la qualité des dossiers techniques qui posent souvent problème.

76. Ces travaux de réhabilitation ont porté essentiellement sur: (i) l'amélioration du réseau d'irrigation en vue d'assurer la maîtrise de l'eau dans les périmètres ainsi réhabilités,

(ii) l'aménagement intérieur des parcelles, et (iii) la sécurisation des domaines aménagés à travers les clôtures en grillage, toutes choses qui ont permis d'aboutir à une augmentation sensible des rendements, de la production et de la productivité gage certain d'une augmentation des revenus monétaires des exploitants touchés.

77. Des insuffisances ont été constatées sur les études, en l'occurrence l'omission de certains ouvrages d'assainissement et de franchissement nécessaires à la durabilité et viabilisation des tronçons réhabilités. Avec l'avis du FIDA, la réalisation de ces ouvrages est prise en compte dans le PTBA 2015 non encore exécuté.

Recommandations sur les infrastructures

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Achever dans les meilleurs délais les travaux d'aménagements hydro agricoles et des pistes et ouvrages de franchissement en chantier	OPA, UNC, URC	Avant fin 2016
Démarrer urgemment les travaux dont les marchés ont déjà fait l'objet d'avances de démarrage perçues par les adjudicataires (aires de séchage, pistes et magasins et centre de Bangouetta) après la levée de toute contrainte éventuelle (garantie foncière par exemple)	URC, OPA	Février /continu
Accélérer la réalisation des infrastructures héritées du PPDR HG	UNC, URC	Avant fin 2016
Prioriser et réaliser les infrastructures complémentaires (par exemple certains ouvrages d'assainissement et de franchissement) permettant ainsi d'optimiser les investissements consentis par le PNAFA dans les zones concernées, notamment en termes de viabilisation des tronçons réhabilités et de durabilité	OPA / PNAFA	Avant fin 2016
Prendre en compte le nouveau Code des marchés publics et le DAO type retenu pour réduire les délais de contractualisation	PNAFA / OPA	Immédiat et continu
Veiller à la permanence du contrôle et à la conformité des décomptes pour les travaux réalisés	UNC / URC /CNOPG	Continu
Faire exécuter les études socio-foncières par des spécialistes et impliquer les autorités coutumières et élus locaux dans la validation des ententes foncières	UNC, URC, CNOP-G	Continu
Rendre opérationnels les Comités régionaux de suivi des conventions et contrats en vue d'un contrôle rapproché des travaux d'infrastructures rurales	DRA / URC	Immédiat /continu
Prendre toutes les dispositions destinées à la sécurisation foncière des sites devant abriter les infrastructures d'usage communautaire (établir les actes de donation, les plans de masse, autorisation de construire etc.)	OPA/ CNOP-G	Immédiat et continu
Faire restituer toutes les études techniques en plénière en faisant participer tous ceux qui peuvent être impliqués à la mise en œuvre	OPA/ PNAFA- Prestataires	Immédiat et continu
Accélérer la signature des contrats pour la réalisation du barrage de Nombé et l'aménagement des 100 ha de Tokossère	FPGD/ UNC/ MA et MF	Février 2016
Se conformer aux dispositions de la Lettre au Bénéficiaire relatives aux seuils de passation des marchés	UNC	Immédiat
Réaliser une étude d'harmonisation des coûts des infrastructures à actualiser chaque année	UNC	Janvier 2016
Se conformer au nouveau Code des marchés publics guinéen qui tient compte des écueils du passé et fixe le temps et les responsabilités des différents acteurs	UNC, URC, Instances de passation des marchés	Continu
Accélérer le processus de passation des marchés et de traitement des ANO	URC, UNC, FIDA	Continu
Entreprendre une étude sur les coûts unitaires des infrastructures	BDS, UNC	Mai 2016

Composante B: appui aux services publics et à la finance rurale

Sous Composante B 1: appui institutionnel aux services publics

78. **Elaborer et signer des conventions de partenariat et contrats de prestation avec les Services Techniques de l'Etat (STE).** Les principaux services techniques au niveau régional, impliqués dans la mise en œuvre, reçoivent un appui institutionnel. Les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) sont impliquées dans le suivi des activités à travers les Comités régionaux de suivi des conventions; elles assurent également la coordination des services publics pour la mise en œuvre, la liaison avec les autorités régionales et la cohérence avec les plans de développement régionaux. Le Bureau de Stratégie et de Développement (BSD) du Ministère de l'Agriculture (MA) reçoit un appui institutionnel pour le suivi de la mise en œuvre. Le BSD est également chargé de la préparation des rapports d'analyse des filières ciblées et, au niveau national, à travers le Système d'Information sur les Prix Agricoles en Guinée (SIPAG), il poursuit la collecte des informations sur les prix et les marchés des produits agricoles et des intrants, ainsi que leur diffusion via les radios rurales et communautaires. Au niveau national, des partenariats sont développés au cas par cas entre le PNAFA et les Services Techniques Centraux à travers soit des conventions cadres ou bien des prestations ponctuelles.

79. Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des activités des OPA par les services publics, entre 2011 et 2015, l'UNC a procédé à l'élaboration et à la signature de 64 conventions dont 11 au niveau national et 53 au niveau des régions couvertes sur une prévision de 246 conventions pour toute la durée du programme, à savoir: (i) l'IRAG (Institut de Recherche Agronomique de Guinée), (ii) le BSD, (iii) le SIPAG, (iv) la DNA (Direction Nationale de l'Agriculture), (v) l'ANPROCA (Agence Nationale de la Promotion Rurale et du Conseil Agricole), (vi) la DNGR (Direction Nationale du Génie Rural), (vii) la DNPR (Direction Nationale des Pistes Rurales), (viii) la DNPV-DS (Direction Nationale de la Protection des Végétaux et des Denrées Stockées) et leurs démembrements au niveau des régions administratives de Labé, Mamou, Kankan et Nzérékoré. Ces conventions ont pour objectifs d'appuyer l'UNC du PNAFA et les URC dans l'accompagnement des OPA membres de la CNOP-G.

80. **Mettre un équipement minimum à la disposition des STP.** Au titre des conventions de collaboration, le PNAFA a mis à la disposition des STE des ordinateurs et imprimantes (au niveau des régions), 21 motocyclettes depuis le début du programme. Aussi, conformément à la requête du MA, 10 anciens véhicules du PNAFA hérités du PRODAD et du PRAADEL ont été réparés et rétrocédés au MA au profit des DRA des régions couvertes par le PNAFA. Sept autres véhicules provenant du PPDR HG et une antenne VSAT suivi de son fonctionnement (pour faciliter la communication) ont été également fournis au MA. En plus, une voiture Station a été mise à la disposition de la DNIP/MEEF (Direction Nationale des Investissements Publics/ Ministère Environnement, Eaux et Forêts).

81. Sur le plan de la formation, tous les points focaux des Ministères (Agriculture, Plan et Economie et Finances) ont participé à des ateliers de formation au niveau national et dans la sous-région, notamment en matière de suivi-évaluation, de management des projets, gestion des projets et procédures de passation des marchés. Cette activité avait pour objectif de renforcer les capacités de ces services techniques afin qu'ils soient en mesure d'accompagner efficacement la mise en œuvre des activités du PNAFA sur le terrain. Il s'agit notamment: de la DNGR, la DNPR, l'ANPROCA, la DNA, la DNPV, le BSD et le SIPAG au niveau national et de leurs démembrements au niveau des régions couvertes.

Recommandations sur les contrats d'appui et de prestation des STE

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Poursuivre la collaboration avec les STE selon les besoins d'appui envers les OPA	URC, UNC	continu
Réaliser des enquêtes périodiques en vue de l'évaluation des effets et impacts des activités du PNAFA dans la zone d'intervention	UNC, RSE- BSD/ MA	continu
Procéder à une évaluation rigoureuse des prestations des STE sur la base de critères de performance préalablement établis	UNC, URC, CNOP-G	continu

Sous-composante B2: appui à la finance rurale

82. **Elaborer et signer une convention de partenariat avec le CAFODEC (Centre d'Appui et de Formation pour le Développement, l'Épargne et le Crédit).** Sur la base des termes de référence, et de l'offre technique et financière élaborés et approuvés, au total trois conventions de collaboration ont été signées avec l'opérateur CAFODEC, à raison d'une convention par an, à l'exception de la convention de 2013 qui a porté sur les quatre premiers mois de l'année en raison de l'insuffisance des résultats enregistrés en 2012, suite à l'évaluation de la convention. Ces conventions avaient pour objet d'apporter un appui de proximité aux ASF pour garantir la fourniture de services financiers durables aux actionnaires et producteurs; pérenniser les ASF et faciliter le développement de produits financiers adaptés à l'agriculture et à l'élevage. Ainsi, au cours de la mission de supervision du FIDA de mars 2013, il a été décidé de mieux explorer les voies et moyens pouvant permettre une professionnalisation des ASF en Guinée.

83. Pour atteindre cet objectif, l'UNC a contractualisé avec le Bureau « Planet Rating » (France) pour faire une évaluation de CAFODEC SA (Finances). Sur la base des résultats du rating, il était prévu la signature d'une nouvelle convention avec CAFODEC SA, en vue de la professionnalisation des 31 ASF jugées les plus performantes. En attendant l'UNC, en accord avec le FIDA, a procédé au recrutement de 32 gérants d'ASF qui ont été affectés au niveau des différentes régions courant mars 2014 en vue d'assurer un suivi rapproché des ASF à la place de l'opérateur CAFODEC.

84. L'UNC a organisé régulièrement l'audit des ASF avec l'appui d'un Cabinet indépendant. Les résultats du dernier audit réalisé au courant du dernier trimestre de l'année 2013 a mis en évidence le faible niveau de performance des ASF et l'urgence qui s'attache à la mise en place d'un dispositif d'appui de proximité et de trouver un moyen de rendre ces ASF plus viables. Le faible taux de recouvrement des crédits risque de démotiver les actionnaires, ce qui n'est pas de nature à favoriser la redynamisation du système.

85. Pour les ASF, l'amélioration des performances passera par:

- le recrutement et renforcement des capacités des gérants;
- le renforcement des capacités des contrôleurs internes;
- l'élaboration de plan d'affaires et la mise en relation avec le système financier;
- la mise en réseau des ASF;
- l'accompagnement par une expertise externe;
- le partage de l'expérience de la BG.

86. **Mettre en place une ligne de garantie crédit en faveur de la FPDF (Fédération des Paysans du Fouta Djallon).** Le PNAFA a mis à la disposition de la FPDF, une ligne de garantie crédit pour un montant de 590 000 USD; ce montant devrait servir à l'obtention de crédit auprès de la banque en vue de l'achat des intrants pour la mise en place d'un dispositif d'approvisionnement de proximité. Ce montant qui a été placé au niveau de la BICIGUI (Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie) de Labé a permis à la FPDF d'accroître ses possibilités de faire face aux besoins en intrants des producteurs membres de la fédération avec un accroissement de 56,92% par rapport aux années écoulées. Ce montant a été fourni en deux étapes.

87. Le montant total initialement prévu s'élevait à 580 000 USD, payable en deux tranches; la première tranche de 290 000 a été payée en 2011 et la seconde devrait être payée après la troisième année; cependant, en raison des besoins ressentis dans le domaine de la commercialisation, en 2013, la FPDF a sollicité auprès du PNAFA, la reconversion de ce montant en fonds de garantie pour la commercialisation. Suite à l'avis de non objection (ANO) du FIDA, le montant de 290 000 USD a été versé à la FPDF pour servir de fonds de commercialisation de la pomme de terre. La FPDF a bénéficié d'un autre fonds de même ordre de grandeur de la part de l'AFD.

88. Selon les chiffres présentés à la mission de RMP, il apparaît un dépôt à termes (DAT) de 9 milliards FG logé à la BICIGUI contre un découvert de 11 milliards FG en 2015. L'analyse de ces informations montre que c'est la Banque qui sort gagnante dans la relation d'affaire. Il convient alors pour le PNAFA de faire analyser cette situation par les spécialistes afin de mieux conseiller la FPDF pour une valorisation et une rentabilisation de son fonds de garantie.

89. L'UNC devrait procéder au recrutement d'un consultant de renommée internationale en vue de mettre en place un dispositif d'appui/accompagnement des ASF. En raison de la restriction des voyages, ce consultant n'a pas été recruté. En lieu et place, l'UNC a procédé au recrutement de 32 gérants d'ASF, conformément aux recommandations de la dernière mission du FIDA en mars 2013. Ces gérants ont été recrutés, équipés et installés sur le terrain. Malheureusement, en l'absence d'un opérateur spécialisé, les prestations de ces gérants n'ont pas permis de rehausser le niveau de fonctionnalité des ASF à ce jour. En raison de l'épuisement des ressources, l'UNC a mis fin au contrat de ces gérants en décembre 2015.

90. **Recherche d'une cohérence et complémentarité entre les différents appuis techniques et financiers envers les ASF.** Dans le cadre de la mise en place d'une stratégie harmonisée et concertée au niveau national en vue d'améliorer l'accès aux services financiers adaptés aux besoins des petits exploitants et entrepreneurs ruraux, la mission a été informée de l'organisation d'un atelier de micro finances au courant du mois d'août 2014. A l'issue de l'atelier, un plan d'action a été élaboré et validé. Ce plan d'action tient compte des recommandations allant dans le sens d'une cohérence et d'une complémentarité entre les différents appuis techniques et financiers dont bénéficient actuellement les ASF sur le plan national.

Recommandations sur les ASF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder au recrutement d'un consultant spécialisé pour l'appui/accompagnement des ASF (formation, audits, suivi) avec des outils appropriés	UNC	Mars 2016
Mettre en œuvre le plan d'action issu de l'atelier microfinance	BCRG, UNC	Immédiat et continu
Procéder à l'évaluation de la faïtière des ASF de la BG afin d'envisager la possibilité de création de faïtières au niveau des autres régions en collaboration avec le Service Microfinance de la Banque Centrale de Guinée	UNC, BCRG, MA, URC BG	Mars 2016
Tirer profit de la récente revue des ASF dans les régions autres que la BG et conduire un diagnostic plus exhaustif sous la conduite de la Banque centrale en vue de définir les conditions appropriées de leur assainissement et de relance de leurs activités	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	Avril 2016
Faire évaluer la rentabilité des fonds intrants et de commercialisation des OPA placés dans les banques et IMF (institutions de microfinance)	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	Immédiat
Appuyer le fonctionnement des ASF qui présentent une bonne santé financière et une perspective de croissance et de durabilité mais de façon dégressive	UNC	Immédiat
Réfléchir sur la pérennisation des fonds intrants et de commercialisation à la fin du PNAFA	UNC	Continue

Composante C: coordination du programme, suivi-évaluation et gestion des savoirs

91. **Sous-composante coordination.** Conformément à son mandat, l'UNC a procédé à la poursuite de l'appui à la mise en œuvre des activités d'accompagnement, de management, de

contrôle et de coordination pour un meilleur fonctionnement du programme, notamment à travers: (i) le traitement des dossiers techniques; (ii) l'attribution des ANO conformément au seuil admis; (iii) la préparation des DNO (demandes de non objection) et leur transmission au FIDA pour avis; (iv) le management des ressources humaines; (v) le développement du partenariat dans la mise en œuvre des activités; (vi) le renforcement des capacités des cadres et partenaires, (vii) le développement d'un cadre de concertation avec l'implication de tous les acteurs du PNAFA, (viii) la coordination générale des activités et; (ix) l'organisation des missions de supervision et des sessions du Comité de pilotage pour l'approbation dans les délais des PTBA.

92. A l'image des années écoulées, le processus de planification, d'agrégation du PTBA, d'élaboration des conventions et de mise à disposition des fonds continue d'accuser des retards. En effet, en raison de l'épuisement des ressources sur l'Accord de don 8064 GN, de la nécessité de procéder à une réallocation des fonds sur le don 8091 GN, et de la non application de la fongibilité des différents dons, les activités 2015 ont été orientées exclusivement sur le prêt OFID et ne concernent que les activités d'infrastructures. Le cadre de concertation entre l'UNC et les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme n'a pas bien fonctionné. Le programme de renforcement des capacités des cadres a été perturbé en raison du dépassement enregistré dans la catégorie formation, information et sensibilisation.

93. **Renforcer les capacités du personnel du PNAFA et ses partenaires.** Entre 2011 et 2015, l'UNC a planifié des ateliers de formation des cadres et partenaires du programme au niveau national et dans la sous-région. Au total, 819 h/j de formation (sur 1890 prévues, soit 43%) ont été réalisées. Ces ateliers comportaient à la fois des formations méthodologiques et techniques en faveur des responsables paysans; et des formations en matière de gestion des projets, maîtrise de procédures de passation des marchés et en suivi-évaluation en faveur des autres cadres et partenaires du PNAFA.

Recommandations sur la coordination du programme

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Accélérer le traitement des dossiers soumis et l'obtention des ANO aux différents niveaux de responsabilité	Coordinateurs URC, UNC	Immédiat et continu
Organiser des missions de suivi et de supervision des activités sur le terrain par les membres statutaires du Comité de pilotage	UNC, BSD/MA	Immédiat et continu
Faire respecter les dispositions contenues dans l'arrêté portant création du Comité de pilotage	UNC, MA	Immédiat et continu
Renforcer le cadre de concertation entre les différents acteurs à tous les niveaux	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Renforcer la collaboration entre les OPA, les URC, les CTR, la CTN CNOP-G et l'UNC pour une mise en œuvre efficiente des activités	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Améliorer le système de planification à la base, notamment susciter la participation plus large de tous les acteurs concernés, respecter les délais convenus, appliquer le cadrage budgétaire, structurer les besoins du groupe cible en relation avec les objectifs du PNAFA	URC, UNC, CNOP-G, BSD/ MA	immédiat
Poursuivre le programme de renforcement des cadres et partenaires du programme	Coordinateur UNC	Immédiat
Organiser la RMP du PNAFA	FIDA, MA	Janvier 2016
Procéder à l'élaboration du PTBA 2016 et à l'organisation du Comité de pilotage	UNC, CNOP, OPA, MA	Février 2016
Revoir la stratégie de mise en œuvre du PNAFA	MA, FIDA	Janvier 2016

94. **Poursuite de la mise en œuvre des activités du PNAFA Extension Basse Guinée et Faranah (BGF).** La nouvelle équipe de l'URC du PNAFA BGF a été installée; elle a travaillé sur le premier projet du PTBA de 18 mois qui a été approuvé et toutes les conditionnalités liées à la mise en vigueur du Don sont remplies à ce jour. L'atelier de démarrage a été organisé en juin 2015 consécutivement avec le premier Comité de pilotage et la mise en œuvre des activités est en cours.

Recommandation sur la mise en œuvre du PNAFA BGF

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Organiser des ateliers de formation du personnel et des partenaires de la BGF en procédures de passation des marchés	UNC, URC	Février 2016
Procéder à la présentation et à l'internalisation des différents manuels (fiduciaires, passation des marchés, manuel d'exécution et de suivi évaluation) à l'équipe du PNAFA BGF et les autres partenaires.	UNC	Février 2016
Procéder à l'achat des équipements roulants au profit de l'URC et des STE conformément aux prévisions du PTBA 2015 approuvé par le CP et le FIDA	URC, UNC	Janvier – février 2016

95. **Sous-composante suivi-évaluation.** La mission relève que: (i) les principaux acteurs (responsable/assistant au niveau UNC, CNOP-G et URC, et points focaux S&E au niveau fédérations, unions et groupements) (30 personnes dont 3 femmes) ont été formés sur le contenu du Système de suivi et évaluation SSE et ont plus ou moins bien internalisé le système. Pour les OPA notamment, il semble toutefois que son utilité ne soit pas toujours perçue à sa juste valeur (outil de gestion pour l'OPA) au détriment d'une obligation servant à l'UNC; (ii) sept mini ateliers d'internalisation du manuel de suivi, du plan d'action et des outils de suivi évaluation ont été réalisés; (iii) un dispositif clair de collecte, vérification, saisie, analyse et consolidation centralisée des informations a été arrêté de la base au niveau national, même s'il est sujet à certains retards dans son opérationnalisation (cf. fluidité de la remontée des informations et de la restitution des analyses au niveau des groupements); (iv) 20 outils (fiches) de suivi et de collecte ont été conçus, testés et validés et sont remplis régulièrement; (v) 23 personnes formées en 2013 à l'utilisation du GPS dont deux femmes; (vi) l'acquisition du logiciel de cartographie MAP-Info 8.5, soit une base de données géo-référencées disponible ayant permis la production de 22 cartes thématiques, (vii) 22 missions d'appui et de suivi ont été réalisées; et (viii) sept ateliers de formation des cadres du programme et ses partenaires en S&E ont été réalisés (101 personnes formées dont sept femmes) au cours de la période sous revue.

96. **Suivi des indicateurs.** Le SSE a permis de suivre et rendre compte du niveau d'exécution des activités du PNAFA menées par les OPA, les STE et autres prestataires de services sur le terrain; et notamment de mesurer les indicateurs de résultats du cadre logique (produits, effets, impact). De manière générale, il apparaît que les produits (résultats de 1er niveau) sont inférieurs aux prévisions, alors que nous sommes pratiquement à l'achèvement et non pas à mi-parcours du programme dans les régions de MG, GF et HG. L'**efficacité** du PNAFA est donc faible, avec un taux global de réalisation physique d'environ 58%, soit 54% pour la composante A, 65% pour la composante B et 56% pour la composante C. Au total, 29 869 producteurs dont 54% de femmes ont eu accès aux services du programme (25 817 en MF/GF et 4 052 en HG), soit environ 40% de l'objectif initial global de 75 000 personnes. De 2011 à 2015, 16 390 membres d'OPA ont été formés (61% de femmes) contre 52 000 prévus (28% de réalisation), 3 872 producteurs ont été alphabétisés (68% de femmes) contre 4 000 prévus (97%), 50 276 producteurs ont eu accès aux services de conseil agricole dont 32 580 femmes (65%) contre 30 000 prévus (167%). Toutefois 2 751 personnes sur 3 200 prévues (86%) ont pu participer à des visites d'échange; 49 836 personnes ont reçu des intrants agricoles (60% de femmes). En moyenne, seuls 67% des semences prévues ont pu être distribuées pour les cultures vivrières avec 93% des engrais/produits phytosanitaires, et 100% des cultures de rente (palmier et hévéa). En terme d'équipement léger, 65% des outils prévus ont été distribués (brouettes, arrosoirs, pelles, etc.) alors que très peu d'équipements moyens ont été financés: aucun des 300 motoculteurs prévus, 10 motopompes sur 25, deux décortiqueuses sur 10, et aucun des sept moulins, limitant ainsi beaucoup le niveau de mécanisation et la capacité de transformation des OPA. Il faut donc maintenant concentrer les efforts sur une stratégie de consolidation des acquis et de désengagement du programme dans ces régions pour lesquels les fonds sont pratiquement épuisés.

97. L'UNC a régulièrement envoyé au FIDA, dans les délais, son rapport annuel SYGRI (Système de Gestion des Résultats et de l'Impact). En 2012, deux **enquêtes** ont été réalisées pour arrêter la **situation de référence** du PNAFA en MG/GF; soit une enquête utilisant la méthodologie SYGRI et une enquête socio-économique plus spécifique aux activités/indicateurs du programme. Une enquête

complémentaire a été réalisée en 2013 pour les régions d'extension de HG et BGF. Ces enquêtes seront répétées à l'achèvement (2017, et 2019 pour BGF) afin de mesurer les changements, l'impact (résultats de 3ème niveau) du PNAFA en MG/GF et HG. La CNOP-G a réalisé en 2011 et 2014 une étude diagnostic des fédérations et des unions membres conduisant à leur classification par niveau de maturité; ainsi qu'un recensement de groupements membres des fédérations affiliées.

98. **Rapportage.** Un système de rapportage est en place pour soutenir la rédaction des rapports d'activités semestriels (cinq) et annuels (cinq), ainsi que l'élaboration des PTBA (cinq). Les informations collectées de manière participative font l'objet de vérification lors de visites sur le terrain des différents niveaux de responsabilité, avant d'être saisies dans la base de données, puis analysées. A date, les rapports semestriels et annuels du PNAFA ont été élaborés, approuvés et diffusés; ce qui a permis de relever les points forts et faibles de la mise en œuvre des activités et de proposer des mesures de correction qui n'ont pas toujours pu être mises en œuvre compte tenu notamment de l'évolution du contexte (Ebola) ou faute de ressources financières. Les données du SSE du PNAFA devront parvenir régulièrement au BDS/MA qui disposera d'un droit de regard, pour le suivi des activités et une gestion axée sur les résultats, ainsi que pour la capitalisation des résultats du programme ou la recherche de solution éventuelle. Un système de rapportage et un canevas de rapport ont été élaborés et validés par tous les différents partenaires de terrain; toutefois, les informations fournies ne sont pas toujours exhaustives quant aux prestations payées (ex: STE) et la qualité des informations fournies peut parfois être limitée (ex: incomplètes ou contradictoires au niveau des OPA). Seuls deux ateliers sur la GAR (Gestion axée sur les Résultats) sur sept prévus (28%) ont pu être réalisés au bénéfice de 61 personnes, dont 16 femmes. Des séances d'information et suivi sont encore nécessaires pour garantir la fiabilité des données.

99. La mission a apprécié la qualité du dispositif de S&E mis en place et sa fonctionnalité au niveau de tous les principaux acteurs de la mise en œuvre du PNAFA. Elle insiste toutefois sur la nécessité de sensibiliser les groupements/unions/fédérations quant à l'importance de mettre en place un système simple de S&E en leur sein, avec une collecte régulière des données (cf. comptes d'exploitation, carrés de rendement, suivi des membres et cotisations, personnes formées et alphabétisées, etc.) comme outil de gestion, planification et prise de décision. Cela permettra aux équipes techniques d'analyser les résultats des activités menées par leurs membres, de pouvoir apprécier le niveau de mise en œuvre de leur POA, de les actualiser en fonction des nouveaux besoins, et ainsi pouvoir rendre compte objectivement à leur Conseil d'administration. Cela devrait également faciliter la ponctualité de la remontée des informations. Un feed-back des analyses, des rapports de synthèse réalisés au niveau national devra être partagé avec les groupements à la base qui ont collecté les données.

100. De la même manière, il importe que toutes les informations collectées, analysées et centralisées au niveau de l'UNC puissent être partagées avec le Ministère de tutelle, notamment le BSD, afin que les activités soient efficacement suivies et que les objectifs soient atteints. Le BSD pourra appuyer/faciliter la mise en application des mesures correctives nécessaires. La réalisation des études thématiques permettra d'évaluer plus précisément les effets et impacts du programme et seront réalisées en collaboration avec le BSD et tout autre STE compétent. D'autre part, la mission recommande que dans le cadre de l'actualisation du Plan National d'Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire 2011-15 (PNIASA), les équipes de S&E du PNAFA puissent travailler en synergie avec le BSD afin d'identifier les indicateurs clés du PNAFA pouvant renseigner les indicateurs de performance de la PNIASA et de la SRP2 (Stratégie de Réduction de la Pauvreté). Ainsi, il sera plus aisé de quantifier et communiquer régulièrement la contribution du programme dans la mise en œuvre de la politique nationale. De plus, le FIDA, en partenariat avec d'autres bailleurs, pourra contribuer à la conception du système de S&E du MA.

101. Une nouvelle révision du **cadre logique** harmonisé est recommandée afin de différencier les résultats attendus pour chaque indicateur, selon la région et les dates d'échéances spécifiques. Les indicateurs d'effets devront tous être mesurés et les enquêtes d'impact seront menées avec des études thématiques en préparation de la mission d'achèvement du programme prévue en 2017.

Recommandations sur le SSE

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Externaliser le prochain diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OPA et l'évaluation de l'évolution de leur degré de maturité vers l'autosuffisance (à confier par exemple à un consultant indépendant dans le cadre du Rapport d'achèvement du programme (RAP))	UNC	Avril 2017
Surseoir à la réalisation de nouveaux mini CAR et CAR dans les trois régions en 2016 dans le cadre du PNAFA. Privilégier l'organisation d'une session régionale d'élaboration de POA budgétisé de trois ans par fédération/union et d'un cadre de concertation régional multi-acteurs facilité par la DRA	URC, CNOP-G, DRA,	Fin février 2016
Prendre en compte les frais déjà engagés même si non encore décaissés pour le calcul du taux de réalisation financière des activités/ composantes	RAF, RNSE, URC	Continu
Communiquer régulièrement au BSD les résultats du système de S&E afin de faciliter le suivi rapproché des résultats du programme	UNC, RNSE, BSD	Continu
Demander aux différents départements ministériels partenaires d'assurer un partage en interne des informations et documents relatifs au PNAFA	BSD / Coordonnateur	Continu
Informier et sensibiliser les différents acteurs du dispositif de S&E du programme sur l'importance de collecter et faire remonter à temps des informations de qualité	RSE/ UNC, URC, CTR, OPA, CNOP-G	Continu
Apporter un suivi et un coaching rapproché des OPA en matière de passation des marchés, comptabilité, gestion financière de base et de S&E	UNC, URC, CNOP-G	Continu
Réviser les TDR des différentes parties prenantes afin de clarifier les rôles et responsabilités de chacune	BSD / UNC / CNOP-G	Mars 2016
Evaluer périodiquement la mise en œuvre des TDR	BSD / UNC / CNOP-G	Semestriellement
Elaborer une stratégie de consolidation des acquis, de désengagement du programme et d'autonomisation des OPA dans les régions de MG/GF et HG en donnant la priorité aux actions de mise en valeur (production, transformation et commercialisation)	BSD / PNAFA CNOP-G	Juin 2016
Poursuivre le géo-référencement de toutes les réalisations du programme	RNSE, UNC	Février 2016
Elaborer et faire approuver un PTBA pour 2016 et 2017 en fonction de l'état précis des reliquats par source de financement (dons FIDA, OFID, remboursement BG, contribution Gouvernement et bénéficiaires)	UNC, URC/ CNOP-G, MA/ FIDA /	Février 2016
Sensibiliser les OPA sur l'intérêt d'un SSE au niveau même des organisations (faitières ou non) et recycler les agents chargés de la collecte des données sur le terrain	PNAFA, CNOP-G	Mars 2016
Travailler en synergie avec le BSD pour arrêter des indicateurs communs et des outils de collecte standardisés pour mesurer le degré de contribution du PNAFA dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement agricole	RNSE, BSD	Continu
Contribuer à la mise en place d'un système intégré de S&E national au sein du MA	PNAFA/ BSD/ FIDA	Juin 2016
Partager les informations et analyses tirées du SSE avec tous les acteurs sur le terrain jusqu'au niveau groupement	RNSE, UNC, URC, CNOP-G- CTR	Immédiat et continu
Réviser le cadre logique et désagréger les valeurs cibles et résultats par région et date d'achèvement	RSE, URC,	Immédiat et continu
Poursuivre le processus d'évaluation des effets et impacts du PNAFA en partenariat avec les STE (BSD, ANPROCA, ANASA) en vue de préparer le RAP	RNSE, UNC, BSD	Immédiat et continu
Répéter les enquêtes d'impact (SYGRI et Enquête socio-économique) à l'achèvement dans les régions de MG, GF et HG	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017
Réaliser des enquêtes thématiques dans le cadre de la Revue d'achèvement du programme (RAP)	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017

102. **Sous composante communication, genre, gestion des savoirs et visibilité.** En 2012, le PNAFA a créé son site web avec comme objectifs la publication régulière des informations sur le programme et ses partenaires. Suite à la démission du Responsable début 2014, l'exploitation du site a connu une interruption d'un an avant le recrutement d'une nouvelle Responsable chargée du Genre, de la Gestion des Savoirs et la Visibilité qui peut maintenant actualiser le site. Quatre conseillères CNOP-G chargées des questions genre sont prises en charge au niveau régional. Treize bulletins d'information "Guinée Paysanne" de la CNOP-G ont été produits contre seize prévus (81%) mais juste un exemplaire a été publié en 2015 au titre du PNAFA (contre six prévus). Des publications spécifiques ont été réservées dans l'annuaire professionnel GoAfrica (publié en 5 000 exemplaires et le site web), puis un autre annuaire élaboré par le ZOOM sur les entreprises en Guinée, dans le but de disposer d'un répertoire exhaustif des principaux acteurs et partenaires du programme, ce qui facilitera la mise en relation. En outre, le programme est inscrit dans l'annuaire officiel de la République de Guinée grâce à l'achat d'un espace promotionnel en vue d'accroître sa visibilité (50 exemplaires distribués aux partenaires). Des kits promotionnels (5 000 plaquettes, 1 000 casquettes et 1 000 stylos) ont été confectionnés et distribués, ainsi que des agendas et calendriers. Des plaques signalétiques sont placées au niveau des zones d'intervention.

103. Douze conventions ont été signées (contre 30 prévues, 40% de réalisation) avec les radios rurales émettant dans les régions d'intervention du PNAFA afin de diffuser les informations sur les prix des produits agricoles sur les marchés, partager les informations sur les activités du programme. Les principaux événements du programme ont été régulièrement couverts par la télévision nationale et les médias (journaux, tv privées). De même, des points de presse réguliers ont été réalisés par la CNOP-G dans les journaux et sites web pour faire le plaidoyer en faveur des producteurs (déforestation et la préservation des écosystèmes, la mise à disposition des intrants, impacts d'Ebola sur le secteur agricole, etc.). D'autre part, un système d'archivage informatisé des documents du PNAFA a été mis en place. L'information et la communication devra maintenant principalement se focaliser sur les résultats obtenus par le programme.

104. En matière de **genre**, seules deux réunions des Collèges des femmes (cadre de concertation régional des femmes des diverses OPA) ont pu être organisées en 2013 et 2014 contre six prévues (33%) et ont permis l'élaboration de trois (deux régionaux et un national) des huit plans d'action prévus. Une étude sur la prise en compte de l'aspect genre dans les actions du PNAFA a été réalisée en décembre 2015. Elle a souligné la faible fonctionnalité des Collèges des femmes. Même si les objectifs sont louables, l'outil pris isolément ne semble pas opérationnel ni durable (difficultés de se réunir régulièrement, faible représentativité et structuration, faible niveau de réalisation des activités par manque de ressources pour exécuter les plans d'action). De plus, il semble que ces plans d'action soient déconnectés des activités spécifiques des OPA et des filières promues. Il sera donc préférable désormais d'organiser plutôt un sous-groupe spécifique (consultation entre femmes) dans le cadre des mini CAR et CAR (et non plus isolément) afin de s'assurer que leurs préoccupations relatives à la production agricole (transformation, conservation et commercialisation inclus) soient prises en compte dans le développement des filières, lors de l'élaboration des POA et des PTBA.

105. D'autres recommandations ont été formulées dans ce rapport, telles que: sensibiliser/former les équipes de terrain à une analyse plus fine des activités et résultats selon le genre; capitaliser les actions ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes (ex: insertion des jeunes dans l'agriculture); améliorer la représentation des femmes/jeunes dans les organes de décision de certaines OPA; identifier des formes de financement adaptées aux capacités des femmes/jeunes). La mission tient à souligner le dynamisme du point focal genre de la CTR de N'Zérékoré qui, suite à la réalisation d'un diagnostic et l'élaboration d'un plan d'action, a réussi à mobiliser des fonds auprès de l'USAID pour financer un micro-projet maraîchage au bénéfice de 150 femmes membres de six groupements.

106. La majeure partie des données du programme sont désagrégées par genre, même si la comptabilisation des jeunes (jeunes hommes/femmes) reste rare du fait du non enregistrement de l'âge des bénéficiaires lors du suivi des activités. Seules deux séances de sensibilisation des OPA sur

la représentativité des femmes au sein des instances de décision ont été réalisées contre vingt prévues (10%). Des quotas ont été introduits et sont plus ou moins bien respectés au niveau des OPA afin d'atteindre l'objectif de représentativité d'au moins 30% de femmes dans les organes de gestion/décision (moyenne de 29%, allant de 14% à la FUCPIS-G à 57% à la FUMA-HG). Les campagnes d'alphabétisation fonctionnelle ont permis aux femmes de s'émanciper (prise de parole en public et action).

107. La sensibilisation se poursuivra avec la responsable chargée du Genre, Gestion des savoirs et Visibilité au niveau de l'UNC qui partagera son rapport diagnostic sur la prise en compte du genre dans les actions du PNAFA avec l'ensemble des parties prenantes, et notamment les points focaux Genre/CTR pour assurer l'accompagnement dans la mise en œuvre du plan d'action. Le SSE du PNAFA poursuivra la désagrégation des indicateurs selon le genre et devra adapter le modèle de fiche de présence afin d'insérer une colonne rendant compte de l'âge des participants à chaque événement/activité, ce qui permettra de comptabiliser également les jeunes (d'âge inférieur à 35 ans) en pensant toujours à les désagréger par sexe. Une analyse différenciée des effets du programme sera réalisée selon le genre et les filières.

108. La mission a constaté que les critères de ciblage et conditions d'appui à l'installation des jeunes étaient très variables et parfois disproportionnés; il s'agissait parfois de subvention totale, alors que d'autres fois il s'agissait de crédit. Il est recommandé de faire le point de la situation, de recenser les différentes approches et conditions appliquées, d'apprécier l'efficacité et les perspectives de durabilité de celles-ci, si nécessaire/possible les harmoniser et en informer systématiquement les jeunes avant même leur sélection. Une stratégie claire d'appui des jeunes doit être définie, à l'instar de celle élaborée par la FPDF, tout comme les modalités de pérennisation de ces fonds alloués par le programme au niveau des OPA.

109. **Gestion des savoirs.** En 2013-14 une équipe conjointe PNAFA/IED en Afrique a effectué une mission à travers les différentes zones d'intervention du programme. Cette mission a rencontré l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PNAFA et recueilli leurs points de vue, analyses et perceptions sur deux expériences ciblées, à savoir la démarche méthodologique de mise en œuvre du PNAFA et le mécanisme de distribution des intrants par la FPDF. Ce travail a abouti à l'élaboration d'un film documentaire et un document de capitalisation. De plus, deux salles de documentation ont été mises en place à l'UNC de Conakry et l'URC de Labé (MG), sur cinq prévues.

Recommandations

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Partager les conclusions de l'Etude sur le Genre avec les points focaux Genre des OPA et lors des Collèges de femmes ainsi qu'avec tous les autres partenaires pour la mise en application des recommandations	UNC, CNOP-G	Immédiat et continu
Intégrer la réflexion menée par les Collèges des femmes au sein des mini-CAR et CAR et renforcer leur capacité de négociation et de mobilisation des ressources permettant ainsi de financer les micro-projets issus de leurs Plans d'action.	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP-G/CTR/OPA	Juin 2016
Introduire des fiches de présence indiquant l'âge du participant, et permettant de recenser également les jeunes (hommes/femmes)	RNSE, URC, CTR, OPA	Immédiat et continu
Réaliser une étude diagnostic sur les différentes modalités d'appui à l'installation des jeunes, évaluer leur efficacité et viabilité, élaborer et partager avec les différents acteurs une stratégie harmonisée d'appui à l'insertion durable des jeunes	UNC, CNOP-G, BSD, DNA, CNA-G	Juin 2016
Faciliter une réflexion critique avec les cellules de S&E, les STE et la CNOP-G pour tirer les leçons positives comme négatives de l'exécution	Responsable Genre/ GdS/Visibilité	Immédiat et continu
Concentrer désormais les actions d'information et de communication du PNAFA sur les résultats du programme	RGCGSV/ RNSE, UNC, BSD/ CNOP-G/ URC	Continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Intégrer la réflexion menée par les Collèges des femmes au sein des mini-CAR et CAR et renforcer leur capacité de négociation et de mobilisation des ressources permettant ainsi de financer les micro-projets issus de leurs Plans d'action	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP- G/CTR/OPA	Juin 2016
Poursuivre la sensibilisation quant à la prise en compte du genre à tous les niveaux et dans toutes les activités et plus particulièrement pour remplir le quota d'au moins 30% de femmes dans les instances de décisions	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP- G/CTR/OPA	Continu
Faciliter une réflexion critique avec les cellules de S&E, les STE et la CNOP-G pour tirer les leçons positives comme négatives de l'exécution	Responsable Genre/ GdS/Visibilité	Immédiat et continu

D. État d'avancement de l'exécution du programme

110. Les taux globaux d'exécution physique et financière du PNAFA durant toute la période 2011 à 2015 sont respectivement de 59,17% et 51,28% tandis que les taux de réalisation physique et financière du PTBA 2015 du PNAFA (hors PNAFA BGF) sont respectivement de 12,03% et 19,65%.

111. Cette **faible** performance du programme résulte des points suivants:

- une coordination de programme desservie par de nombreux problèmes de gestion et de conflits de personnes;
- la faible capacité des OPA à planifier et à exécuter les activités malgré l'approche novatrice qui les met au centre du dispositif de la mise en œuvre du programme;
- les retards dans la signature des conventions;
- les retards dans l'approbation des PTBA et les perpétuelles reconductions des activités d'une année à une autre;
- la confusion née au niveau de l'UNC suite aux préoccupations du MA portant sur la porte d'entrée du programme, la participation plus active de la CNAG et la fongibilité des ressources entre les régions ayant bénéficié des dons successifs du programme;
- un manque de suivi de l'exécution du programme par l'administration publique et par le Comité de pilotage, plus précisément entre 2011 et 2014;
- les changements fréquents du personnel (CPM et Chargé des finances) du FIDA, entraînant un suivi irrégulier de la mise en œuvre du programme;
- la crise profonde que le projet a traversée durant la période 2014-2015 et qui est due principalement à la recrudescence de l'épidémie à virus Ebola.

112. On note quelques difficultés liées à la coordination des activités de façon globale tant au niveau des OPA et des URC qu'au niveau de l'UNC et de l'Administration Centrale. Le Comité de pilotage se réunit une fois par an pour examiner les projets réalisés et approuver le PTBA. Il n'y a pas eu de missions de terrain sous l'initiative des membres statutaires en vue de contribuer à la solution des problèmes. On note par ailleurs une certaine instabilité du personnel (deux départs ont été enregistrés en 2014 et deux en 2015). Un cadre de motivation du personnel performant doit être instauré afin d'encourager les meilleurs cadres à rester au projet.

113. Les différentes recommandations de la présente mission iront dans le sens de:

- (a) modifier la composition de la coordination du programme en réduisant la taille de l'UNC au profit des URC qui sont plus proches des populations cibles; Ainsi, l'UNC pourrait ne comporter qu'un Coordonnateur national, l'équipe du S&E(car en cette dernière année il faut faire l'analyse approfondie des résultats), le Responsable Administratif et Financier RAF (car il est signataire sur les comptes bancaires), les Assistants comptables et une Assistante de direction. Le poste de Chargée de communication et genre pourrait être transféré au projet BGF tandis que les fonctions de protocole et de sécurité feraient l'objet d'un contrat de prestation de service en fonction des besoins ponctuels dans ce

domaine. Le Comptable de l'URC de la GF qui a démissionné peut ne pas être remplacé et on demanderait alors au Comptable de Labé de couvrir aussi bien la zone de Labé que la zone de la GF,

- (b) éviter les retards dans la signature des conventions et de l'approbation des PTBA,
- (c) consolider les acquis au niveau de la production et densifier les activités post-récolte,
- (d) réduire au besoin le nombre de filières à appuyer ou tout au plus n'ajouter, de manière transversale, que les filières maïs et maraîchage.

114. **Appréciation de la pertinence du projet ainsi que l'approche et la stratégie de mise en œuvre.** Le PNAFA a été conçu comme un **programme innovant et ambitieux du FIDA**, qui voulait servir au mieux les producteurs agricoles, en confiant directement l'exécution et la gestion des activités aux principaux intéressés, à travers leurs organisations faitières organisées. La CNOP-G disposait alors d'une expertise avérée, de démembrements régionaux, et d'une représentativité à la base suffisamment large dans les filières porteuses priorisées pour servir de porte d'entrée pour l'identification des groupes cibles. Contrairement aux idées reçues, il ne s'agit aucunement d'une condition d'exclusivité; ces OPA ne devaient/doivent pas obligatoirement être membres de la CNOP-G pour bénéficier des appuis du programme. Il s'agissait plutôt de changer les mentalités et les habitudes quant à la gestion classique d'un projet de développement, et s'inscrire dans une dynamique d'ouverture, de mise en confiance, de synergie, d'apprentissage des différentes parties prenantes et de responsabilisation.

115. Reconnaissant les **limites** (niveau d'analphabétisme, habitude des subventions, faiblesse en gouvernance, etc.) et les niveaux de maturité hétérogènes des OPA (niveau 2 à 4), une approche différenciée avec des niveaux de responsabilités et des plans de renforcement des capacités spécifiques auraient dû être considérés. Cela aurait permis d'opérer une délégation progressive de la maîtrise d'œuvre aux fédérations et unions, les mettant ainsi en condition d'assumer pleinement, efficacement et durablement leurs nouvelles fonctions et responsabilités. Mais pour cela elles devaient bénéficier d'un suivi, d'un coaching de proximité et continu, puis dégressif, notamment dans les domaines de la passation des marchés, la comptabilité et la gestion financière de base.

116. Des **insuffisances** ont également été constatées au niveau des URC/UNC et des CTR/CNOP-G en matière de suivi rapproché et concertation sur le terrain. L'absence de réunions instituées à des fréquences régulières n'a pas facilité la communication ni permis de faire le bilan par étapes de l'exécution du PTBA, trouver des solutions aux blocages/contraintes rencontrés, s'assurer à temps que les résultats sont en ligne avec les objectifs du programme et faciliter une gestion axée sur les résultats (seules 20% des réunions trimestrielles entre UNC et URC, et 15% de celles prévues entre UNC et CNOP-G ont été tenues).

117. En matière de **ciblage**, la mission relève que la stratégie préconisée a permis de toucher directement 29 869 producteurs, dont 15 981 femmes sur une prévision de 75 000 bénéficiaires, soit un taux de réalisation de près de 40%. Ce taux est faible mais s'explique principalement par les deux années de fort ralentissement des activités causé par la crise Ebola et les difficultés financières du PNAFA. Etant déjà organisés, il était plus aisé d'identifier les groupes cibles, de recenser leurs besoins et de les accompagner en appui-conseil, ou leur donner accès à des intrants agricoles, équipements de transformation et/ou commercialisation à crédit. La CNOP-G à travers ses CTR a structuré et formé 1 761 nouvelles OPA, soit 1 729 groupements et 32 unions.

118. **Cohérence avec les documents de politique et stratégie sectorielle:** Il apparaît donc, que malgré les difficultés rencontrées, les **activités** réalisées restent cohérentes avec les besoins prioritaires des groupes cibles, de même qu'en ligne avec le PNIASA, la PNDA, le DSRP2 du Gouvernement, le COSOP et la stratégie de partenariat avec les OP de la Division Afrique de l'Ouest et Centrale du FIDA, tout comme avec les Objectifs du Millénaire - OMD. **L'approche du PNAFA reste donc pertinente et le dispositif en soi ne nécessite pas de changement conceptuel mais plutôt des améliorations dans sa mise en œuvre. Il s'agit notamment d'une plus grande synergie et un partage des informations entre les acteurs, le renforcement des capacités des**

OPA à travers un suivi de proximité et une claire définition des rôles et responsabilités de chacun, ainsi qu'une stratégie clairement énoncée d'autonomisation progressive des OPA.

119. **Efficacité/résultats.** La mission de RMP a pu relever un certain nombre de résultats en termes d'offres de nouveaux services aux membres par les OPA, tels que: (i) l'approvisionnement en intrants qui a facilité l'accès et leur utilisation rationnelle, de même que l'accroissement des rendements (ex: riz pluvial de 1 à 2,5t/ha, maïs de 0,9 à 2,62t/ha); (ii) le désenclavement de nombreux villages avec l'attrait de commerçants et la réduction des coûts de transaction grâce à la réhabilitation de 52 km de pistes et la construction de 56 ouvrages de franchissements; (iii) les facilités de stockage qui ont sécurisé les récoltes contre les incendies et attaques de prédateurs; (iv) le partenariat formalisé entre les OPA et les STE qui a contribué à un certain accompagnement technique des producteurs au moins au démarrage/lors de l'octroi des intrants; (v) l'alphabétisation fonctionnelle qui permet de mieux assimiler les formations techniques et a émancipé les femmes; (vi) l'acquisition d'équipement de transformation qui a allégé le travail des femmes et amélioré la qualité du produit transformé; (vii) l'aménagement de 75 ha de bas-fonds qui a permis une meilleure gestion de l'eau pour réaliser trois cultures en rotation (riz, maïs, pomme de terre); (viii) l'appui à l'installation de jeunes pour lutter contre le chômage et favoriser le rajeunissement du monde paysan plus enclin à la modernisation; ainsi que (ix) l'appui à la commercialisation des produits agricoles qui a permis de garantir un meilleur prix aux producteurs sans avoir recours à l'usure pour satisfaire leurs besoins financiers.

120. Des **changements** sont également constatés en terme de: (i) nouvelles capacités d'auto-évaluation et planification des OPA grâce au dispositif de mini CAR et CAR. On note toutefois que les programmations qui en ressortent sont souvent très/trop ambitieuses car les Comités d'approbation des interventions (CAI) ne jouent pas toujours leur rôle d'arbitrage et de régulation, d'où des PTBA trop ambitieux et irréalisables. De plus, les POA jusqu'à présent formulés ciblent principalement les appuis du PNAFA, avec une faible participation des autres acteurs des filières (secteur privé, IF, autres projets/PTF); (ii) augmentation du nombre de membres des OPA (de 154 à 153 en 2011 à 198 à 219 en 2014); ainsi que (iii) un certain renforcement institutionnel et organisationnel des filières (les deux OPA de niveau 2 sont passées au niveau 3 alors que pour les autres une légère progression est constatée même si la catégorie reste la même); le niveau d'acquittement des cotisations reste encore insuffisant (70% en moyenne en 2014 contre environ 45% en 2011, mais très faible en 2015) et très dépendant des services offerts par les filières grâce à l'appui du PNAFA.

121. La mission a noté un **retard important dans la réalisation des travaux d'infrastructures rurales**, en raison des problèmes rencontrés dans les procédures de passation des marchés. Aujourd'hui, il y a plus une nécessité de procéder à l'harmonisation des différents manuels existants en raison des incohérences constatées dans les différents documents de référence, à savoir: (i) le Manuel fiduciaire simplifié des OPA de Guinée; (ii) la Lettre à l'emprunteur; (iii) le Manuel FIDA de passation des marchés; (iv) le Manuel des procédures administratives, comptables et financières du PNAFA; et (v) le Code des marchés publics guinéen. Il est donc urgent d'harmoniser ces textes afin d'assurer une cohérence et une application objective de la réglementation en termes de passation des marchés pour tous les appels d'offres du PNAFA.

122. L'efficacité du programme s'avère déjà faible aux vues des dépassements budgétaires et le quasi-épuisement des fonds dus notamment aux sous-estimations des coûts unitaires dans le COSTAB et/ou la surfacturation des coûts lors de l'exécution, et le financement d'activités/investissements non prévus initialement dans les documents du PNAFA.

123. En matière de suivi périodique des niveaux de réalisation, avec d'une part le taux d'exécution physique (calculé sur la base d'une pondération des diverses tâches réalisées) et le taux d'exécution financière (décaissements effectifs), la mission relève l'absence d'une même codification analytique entre le service S&E et le SAF (la désagrégation des coûts ne descendant pas de plus jusqu'au même niveau de détails que les activités). D'autre part, il serait utile de prendre en compte les fonds déjà engagés, même s'ils ne sont pas encore décaissés, pour permettre de mieux apprécier le rapport coûts-réalisations.

124. Sur le même registre, la mission a fait des recommandations pour corriger le fait que jusqu'ici la partie des coûts afférents aux infrastructures incluses dans les conventions n'était pas comptabilisée dans la correcte catégorie de dépenses, entraînant ainsi un pourcentage artificiellement trop élevé pour les dépenses administratives et sous-estimé pour les infrastructures.

125. **Effets et impacts.** En termes d'**impacts**, après cinq années de mise en œuvre, la mission déplore toutefois qu'aucune étude de cas/thématique approfondie n'ait pu être réalisée avant son arrivée, pour cause de tension de trésorerie. Cela aurait permis à la mission de RMP de disposer de données quantitatives précises sur les principaux effets (outcomes, résultats de 2ème niveau) sur lesquels baser ses analyses et soutenir les résultats mentionnés par les producteurs rencontrés et quelque peu visibles sur le terrain, en terme notamment d'augmentation des rendements, des volumes de production, des revenus des producteurs et leur utilisation, de renforcement des capacités institutionnelles et d'autofinancement des OPA. Toutefois, une **évaluation des résultats préliminaires** obtenus grâce aux activités réalisées avec l'appui du PNAFA et sur la qualité de la méthodologie d'auto-ciblage au niveau des OPA a été validée en février 2015.

126. Un effort de **capitalisation** important devra être fait dans cette dernière phase de mise en œuvre du PNAFA pour tirer les leçons de l'exécution, identifier les facteurs de réussite et/ou d'échec et élaborer des notes de capitalisation à diffuser largement parmi les parties prenantes du programme et autres partenaires au développement, pour faciliter la bonne exécution du PNAFA dans la région BGF, tout comme la formulation de projets futurs. Il s'agira notamment de **capitaliser les innovations** suivantes: l'approche et le point d'entrée mettant les OPA au cœur du dispositif de mise en œuvre, le dispositif d'auto-évaluation et planification participatif, l'efficacité et la durabilité du dispositif d'approvisionnement en intrants, et des fonds de commercialisation.

127. Tout en reconnaissant les bénéfices inhérents au **crédit intrant**, le PNAFA continue à faire face à des problèmes de recouvrement des crédits intrants au niveau des OPA, ce qui pénalise la pérennisation de ce mécanisme d'appui à la mise en place d'un système fiable d'approvisionnement de proximité et autogéré. Au regard du dispositif d'approvisionnement en intrants actuellement mis en place par le Gouvernement, cette approche mérite d'être réévaluée afin d'éviter une duplication des démarches qui aura pour conséquences une concurrence sur le prix des intrants qui va différer d'une zone à l'autre d'autant plus que les engrais du Gouvernement sont subventionnés.

128. Le programme poursuit sa **collaboration avec les STE** à travers la signature de contrats de prestations notamment dans le cadre: (i) de la validation des dossiers techniques; (ii) de l'appui/accompagnement à la mise en œuvre des activités; (iii) de la mise en place d'un dispositif d'appui conseil et; (iv) de la réalisation des sessions de formations thématiques. La mission a été informée des difficultés rencontrées dans la signature des contrats de prestation en 2014 en raison non seulement du retard accusé dans la mise à disposition des fonds, mais aussi à la situation sanitaire qui prévalait dans le pays. La mission recommande que cette collaboration soit poursuivie au cas par cas, surtout dans l'optique de la durabilité des acquis du programme et de l'extension des activités au niveau de la BGF.

129. Pour les considérations du «**genre**», la mission de RMP a noté que la présence des femmes et des jeunes dans toutes les filières est significative surtout au niveau de la filière maraîchère où les femmes représentent plus de 80% des membres et prennent en main tout le processus de prise de décisions et de gestion des groupements. La dynamique des femmes a été observée au niveau des sites visités notamment à Timbi Madina (groupement membre de la FPF, MG), à Soumbalako (groupement membre de UGAS, MG), à Kankan (groupement membre de FUMA en HG), en GF (Fédération des Unions de Producteurs de Maïs, où la Présidente met elle-même en valeur jusqu'à 8 ha).

130. Une **stratégie de désengagement** du PNAFA devra être clairement élaborée et partagée afin de consolider les acquis et rompre cette forte dépendance des OPA à l'égard du PNAFA. Ainsi, il est recommandé de sursoir à la réalisation de nouveaux mini CAR et CAR mais plutôt d'organiser une session régionale d'élaboration d'un POA budgétisé de trois ans par fédération/union non fédérée, soit une vision globale de développement à moyen terme, à présenter lors d'un cadre de concertation

régional multi-acteurs facilité par la DRA et invitant l'ensemble des PTF/autres projets intervenant dans la région, pour une mise en relation initiale avec les OPA. Seule une partie de leurs activités identifiées pourra être financée par le PNAFA.

131. **Introduction de nouvelles filières.** Pour ce qui de l'introduction de nouvelles filières agricoles, au vu de leur état de maturation actuelle, la mission est d'avis que:

- **pour la filière pomme de terre**, il est opportun de l'appuyer surtout dans les aspects conservation, transformation et commercialisation d'autant plus que les producteurs engagés dans cette filière au niveau de la FPFD et de l'UGAS en ont maîtrisé les techniques de production. Par ailleurs, compte tenu de son importance en tête de rotation pour les cultures de maïs, de riz et haricot, il serait important de la soutenir dans les aspects aménagements des bas-fonds. La décision du Gouvernement d'implanter une usine de fabrication de chips est une autre disposition pouvant impacter positivement cette filière,
- **parlant des filières maïs et cultures maraîchères**, les producteurs des différentes OPA rencontrées les réclament fortement car ce sont des cultures à cycle court s'insérant aisément dans le calendrier agricole et qui se vendent bien. Elles assurent par conséquent à la fois la sécurité alimentaire et nutritionnelle et une rapide augmentation des revenus, surtout pour les femmes,
- il serait donc utile d'appuyer ces filières de façon transversale au niveau des quatre régions naturelles du pays d'autant plus qu'il existe déjà des fédérations de producteurs de maïs en MG, HG et en GF ainsi que des fédérations des producteurs maraîchers (notamment en HG),
- **la filière riz**, quant à elle, mérite d'être supportée à travers la finition des aménagements planifiés et les aspects de transformation avec un objectif de qualité de riz labellisé. En effet le riz étuvé du pays, pourtant hautement nutritif, est fortement concurrencé par le riz importé.

Recommandations sur l'introduction de filières complémentaires

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Introduire la petite mécanisation surtout pour la transformation des produits agricoles (presses à huile avec un dispositif de traction (environ 25 à 30 millions par unité, mini-rizerie, labellisation du riz et son emballage de qualité)	URCs / CTR-CNOP-G	2016
Appuyer les fédérations et unions de production de maïs et de cultures maraîchères	URCs / CTR-CNOP-G	2016

E. Aspects fiduciaires (service administratif et financier)

132. **Gestion administrative du projet.** Le PNAFA dispose d'un Manuel de procédures réactualisé en 2015 et d'un Manuel fiduciaire simplifié des OPA en deux tomes (Tome I: procédures administratives, financières et comptables et Tome II : passation des marchés), ainsi que du logiciel comptable SUCCESS.

133. Suite aux départs du Responsable Chargé d'Appui Fiduciaire aux OPA et Passation des Marchés de l'UNC et du Comptable de l'URC de N'Zérékoré, les postes sont restés vacants.

134. La mission recommande: de procéder au recrutement toutes affaires cessantes d'un Comptable pour l'URC de la GF ou de demander au Comptable de Labé de s'occuper des deux régions.

135. **Le contrôle interne n'est pas assuré au niveau des OPA** au vu de la qualité des justificatifs examinés: absence de contrôle sur le processus d'acquisition de biens et services, absence de mise en compétition (trois fournisseurs au moins) souvent biaisées (manque de cohérence dans le processus de sélection), absence de contrôles matérialisés sur les caisses tenues au niveau des

OPA, faible qualité des pièces justificatives, utilisation des dépenses systématiquement par caisse contrairement aux dispositions du Manuel des procédures.

136. La mission recommande: (i) l'application effective du Manuel des procédures par l'ensemble des responsables du PNAFA; ainsi que (ii) l'application du Manuel fiduciaire simplifié par les OPA et les CTR.

137. **Les URC et l'UNC** n'exercent pas de contrôle satisfaisant sur les justificatifs présentés par les OPA au vu de leur qualité. La mission a noté par ailleurs une absence de suivi des marchés co-signés par les URC GF et HG dont les exécutions connaissent des retards anormalement importants (parfois plus d'une année).

138. **Application du Manuel des procédures.** La procédure d'élaboration et de contrôle des demandes de retrait de fonds - DRF appliquée n'est pas conforme avec celle prévue et décrite dans le Manuel des procédures. En effet les pièces justificatives auraient dû être remontées au niveau de l'UNC (module 3, page 7). Par ailleurs dans le Manuel fiduciaire simplifié des OPA il est indiqué au paragraphe « **3. Modalités de transmission des justificatifs au niveau central et fréquence** » que le comptable de l'URC *procède (après contrôle) à la saisie au niveau de la comptabilité des pièces validées en concertation avec le RAF du PNAFA. Une copie des pièces est transmise à l'UNC où une seconde vérification est effectuée au niveau du Service Administratif et Financier.* »

139. La mission recommande l'application stricte des dispositions des Manuels de procédures notamment en matière de vérification des DRF par l'UNC et l'URC.

140. **Comptabilité des OPA.** La plupart des OPA et des CTR ne tiennent pas une comptabilité exhaustive. La mission a noté que les ressources propres des OPA (cotisations), les ressources «Fonds de commercialisation ou crédit intrants» ainsi que les appuis financiers d'autres bailleurs ne sont pas intégrés et suivis en comptabilité. Cette gestion extra comptable ne donne aucune lisibilité sur l'utilisation des fonds.

141. La mission recommande la tenue d'une comptabilité exhaustive par les OPA et des CTR retraçant toutes les transactions sur ressources propres et externes.

142. **Fonds de garanties ou fonds de commercialisation.** L'octroi du fonds de garantie n'a pas fait l'objet d'un accord sur les conditions et mécanisme de son utilisation. La situation du fonds de garantie placé en principe au niveau des institutions financières, n'a pas été présentée par les OPA rencontrées. La plupart des OPA ont utilisé ce fonds pour faire crédit directement à leurs membres. La mission a relevé le cas de la FEPRORI-GF qui a octroyé à deux groupements les crédits suivants: (i) KONSABA de Gbèssoba 81 750 000 FG et (ii) KPOMAAYI de Gouécké 34 000 000 FG à la date du 11/08/2014, ces crédits qui devaient être remboursés à la fin de la campagne (nov/dec 2014) sont impayés à ce jour.

143. La mission recommande: (i) la mise en place des conditions et mécanismes appropriés, (ii) la production par les OPA de la situation des fonds de garantie reçus ainsi que le recouvrement auprès des unions des crédits accordés directement d'une part, et (iii) la situation des crédits octroyés aux membres des OP par les institutions financières qui ont reçu un fonds de garantie.

144. **Crédit intrants.** Aucune OPA n'a présenté à la mission une situation vérifiable des crédits intrants reçus du PNAFA. La mission a noté par ailleurs que la FOP-BG a octroyé des prêts sur le fonds intrant à la CTR BG en 2014 à hauteur de 123,65 millions FG.

145. La mission recommande: (i) la production de la situation du crédit intrant par chaque OPA bénéficiaire, (ii) l'interdiction de tout détournement d'objectif du crédit intrant.

146. Le **PTBA 2015** (financements Don N°8064-GN, Don N°8091-GN et Prêt OFID N°1429 P) a été adopté le 25 juin 2015 par le Comité de pilotage et approuvé le 6 juillet 2015 par le FIDA. Le taux d'exécution financière du PTBA 2015 par composante au 31/12/2015 est le suivant:

Composante	Budget (GNF)	Dépense	Taux
A - Appui aux OPA et leurs investissements	31 425 889 590	5 049 602 812	16,07%
B - Appui institutionnel et financier	1 384 236 000	845 250 400	61,06%
C - Gestion savoirs et coordination programme	17 610 580 579	4 012 928 379	22,79%
Total en GNF	50 420 706 169	9 907 781 591	19,65%

147. Ce faible taux d'exécution de ce PTBA s'explique par le retard considérable accusé dans le processus d'élaboration et d'approbation du PTBA 2015, ainsi que la mise à disposition tardive des fonds des OPA (décembre 2015).

148. Par bailleurs, le taux d'exécution financière du PTBA 2015 est le suivant:

Bailleurs	Budget (USD)	Dépense (USD)	Taux
FIDA Don N°8091-GN	2 067 631	824 068,04	39,86%
OFID N°1429-P	4 266 068	525 972,19	12,33%
Gouvernement	612 393	65 357,14	10,67%
Bénéficiaires	256 866	0,00	0,00%
TOTAL EN USD	7 202 958	1 415 397	19,65%

149. La mission recommande le respect de la programmation dans le processus d'approbation du PTBA afin de permettre la mise en œuvre des activités en début d'année.

150. **Gestion du personnel.** L'effectif du PNAFA (y compris PNAFA BGF) est de 39 personnes (dont deux ont quitté sans être remplacées). La mission a noté que les contrats arrivés à échéance le 31/12/2015 n'ont pas été renouvelés en 2016.

151. Les évaluations de performance 2015 du personnel n'ont pas été finalisées alors que la reconduction des contrats est conditionnée par lesdites évaluations.

152. **Au niveau OPA et CTR** les contrats ne sont pas établis pour certains et n'ont pas été renouvelés en 2015 pour d'autres. Le personnel des OPA et CTR n'est pas affilié à la Sécurité sociale. Bien que prévue dans le Manuel fiduciaire simplifié des OPA, l'évaluation annuelle du personnel n'est pas réalisée.

153. La mission recommande au PNAFA de procéder à l'évaluation de tout le personnel avant tout renouvellement de contrat 2016.

154. **Compte spécial du Don FIDA 8091.** Le compte spécial a été consolidé au 31/12/2015.

Dépôt Initial en USD	500 000,00	
Retenue sur appel de fonds de la FPDF	17 110,84	
Solde sur le compte spécial		349,18
Solde sur le compte d'opération		4 288,76
Dépenses admissibles DRF en préparation		238 948,66
DRF 029 et 031 demandées en paiement		273 524,24
Total		517 110,84

155. Suite aux observations faites par les auditeurs concernant la gestion de la FPDF, un montant de 124 200 000 FG soit 17 110.84 USD a été bloqué par l'UNC lors du paiement de leur première avance pour non-production de pièces justificatives probantes.

156. Le Don 8091 a préfinancé des activités du Don 8118 Basse Guinée à hauteur de 1 714 623 017 FG. La mission recommande le remboursement par le don Basse Guinée du préfinancement arrêté à 1 714 623 017 FG.

157. **Compte spécial du Don FIDA 8064.** Le compte spécial a été consolidé au 31/12/2015.

Dépôt Initial en USD	500 000,00	
Montant recouvré sur le compte spécial		469 822,58
Solde sur le compte spécial		117,42
Reliquat sur DRF MA 052		30 000
Total		500 000,00

158. **Compte spécial OFID.** Le compte spécial a été consolidé au 31/12/2015.

Dépôt Initial en USD	700 000	
Solde sur le compte spécial USD		300 047,45
Solde sur le compte d'opération USD		58 914,50
Avances aux OPA à justifier		341 038,05
Total		700 000,00

159. **Décaissement du Don FIDA 8091.** Au 31/12/2015, les décaissements cumulés réalisés sur le don FIDA sont estimés à 3 789 050,27 DTS, soit un taux de décaissement estimé à 65,90%. Le solde restant à décaisser est de 1 920 949,73 DTS. En prenant en considération les demandes de décaissement en cours de préparation, le taux de décaissement atteindrait environ 69,34%. A date, les catégories en dépassement comprennent les catégories IV (Assistance technique et contrats de service) et V (conventions avec les OPA) qui enregistrent respectivement un taux de décaissement de 110,56% et 156,69%. Le dépassement sur la catégorie V ne pose pas de problème dans la mesure où les conventions intègrent les travaux de génie civil qui auraient dû être imputés à la catégorie I pour 925 512 DTS, ce qui aurait ramené le taux de la catégorie I à 75% et celui de la catégorie V à 80%.

160. La mission recommande la régularisation entre les catégories I et V par l'imputation des dépenses de génie civil par le transfert de 925 512 DTS de la catégorie V à la catégorie I et au prêt de l'OFID dont le décaissement est relativement bas.

161. **Décaissements du Don FIDA 8064.** Au 31/12/2015, les décaissements cumulés réalisés sur le don FIDA sont estimés à 5 796 637 DTS, soit un taux de décaissement estimé à 99,94%. Le solde restant à décaisser est estimé à 3 362,77 DTS.

162. **Décaissements du Prêt OFID.** Sur 10 000 000 USD prévus au titre de la contribution de l'OFID, un montant de 4 078 372,54 USD a été déjà décaissé, soit un taux de décaissement d'environ 40,78%. La date de clôture du prêt OFID étant fixée au 30 juin 2016, le MEF a adressé une demande de prorogation du prêt.

163. Une demande de prorogation d'une année supplémentaire a été faite par le MEF le 24 juillet 2015. Cette demande n'a pas eu de suite à ce jour. Compte tenu des activités engagées, la mission recommande qu'une suite soit donnée à la requête dans les meilleurs délais.

164. **Réallocation du Don FIDA 8091.** Suite à la demande de réallocation du Ministère de l'Economie et des Finances, le FIDA a accepté (le 20/10/2015) en attendant la revue RMP, de faire une réallocation sur la catégorie «Non alloué » entre les catégories de dépense IV "**assistance technique et contrat de service**" et VII "**frais de fonctionnement**", ainsi ces catégories ont été dotées respectivement de 50 000 DTS et 100 000 DTS.

165. La mission, après prise en compte des activités prioritaires à réaliser avant la date d'achèvement du 31 mars 2017, a élaboré le tableau de la réallocation ci-après:

Catég.	Description de la catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée oct. 2015	Décaissements DRF 1 à 31	Régularisation imputations	% décaissé	Réallocation proposée	Nouvelle allocation	% par catég.
99Z	Versement initial			333 816,98					
I	Génie civil	1 260 000	1 260 000	25 138,18	925 512	75%	25 138	1 285 138	22%
II	Véhicules, équipement et matériel	840 000	840 000	158 621,64		19%	-672 000	168 000	3%
III	Formation, information, animation	810 000	810 000	150 258,66		19%	-380 000	430 000	7%
IV	Assistance technique et contrats de service	600 000	650 000	731 640,11		113%	878 000	1 528 000	27%
V	Conventions avec les OPA	1 210 000	1 210 000	1 895 909,03	-925 512	80%	-203 138	1 006 862	18%
VI	Salaires et indemnités	320 000	320 000	380 130,38		119%	551 000	871 000	15%
VII	Coût de fonctionnement	140 000	240 000	289 985,08		121%	221 000	461 000	8%
VIII	Non alloué	570 000	420 000				-420 000	0	
TOT		5 750 000	5 750 000	3 965 500,06	0,00	69%	0	5 750 000	100%

166. **Dépenses non éligibles.** La mission a passé en revue quelques dépenses au niveau des OPA, du CTN et des CTR, les dépenses jugées non éligibles sont résumées ci-après:

Dépenses au niveau de:	Montant (en FG)	Détails
CTR GF	10 000 000	Prêt reçu de FEREPPAH GF pour une activité non prévue dans le PTBA 2014
CTR BG	139 180 000	Dépenses effectuées avant la mise en vigueur de la convention 2014 (27/05/2014)
FPGD	1 000 000 000	Marché de gré-à-gré d'aménagements agricoles
UGAS	19 150 000	Frais de publication d'appels d'offres
CTN	143 280 000	Indemnités logement et pharmacie versées personnel CNT en 2014 non autorisées par le FIDA
CTN	66 000 000	Dépense pour la réalisation d'un film documentaire sans justificatif probant

167. La mission recommande: (i) la mise en place d'un dispositif de vérification effectif et efficace des DRF par l'URC et l'UNC et (ii) le remboursement des dépenses non éligibles par les OPA et les CTR/CTN.

168. **Fonds de contrepartie.** La contribution totale de contrepartie de l'Etat se chiffre à 3 897 010 977 GNF soit 556 716 USD environ sur une allocation de 9 244 000 USD, soit un taux d'exécution de 6,02%. La contribution en numéraire est de 1 536 500 000 GNF/219 500 USD et les taxes à 2 360 512 000 GNF/337 216 USD.

169. La mission a relevé que la contribution en taxe, sur les marchés passés au niveau des OPA notamment, n'est pas appréhendée en comptabilité. Cette situation est due au non-respect des dispositions réglementaires aboutissant à la remise d'un chèque du montant des taxes par le Trésor Public marquant ainsi la prise en charge de la taxe par l'Etat de Guinée.

170. La mission recommande l'application de la procédure d'exonération des taxes afin de permettre la prise en compte de la contrepartie nationale.

171. Mise à disposition des ressources auprès des partenaires sur la base des conventions:

	Totaux 2011 à 2015 (en FG)		
	Montant convention	Montant payés	% mobilisé
FPPD	37 312 086 030	14 173 792 444	38%
CNOP-G *	12 477 728 000	7 138 239 044	57%
Bénéficiaires	6 599 800 000	2 821 360 892	43%
FUMA	6 294 675 000	2 882 453 067	46%
FUCPIS-HG	5 603 997 000	2 235 898 718	40%
FEREPPAH-GF*	8 963 400 000	5 748 309 000	64%
FEPRORI-GF°	10 710 920 500	4 049 608 550	38%
UGAS	7 375 332 308	4 412 414 250	60%
CNOP-MG	3 749 137 286	2 297 329 961	61%
CNOP-HG *	5 232 451 375	2 750 321 220	53%
CNOP-GF	3 909 649 997	2 796 647 997	72%
CNOP-BG	2 304 490 000	1 911 901 500	83%
FOP-BG	4 590 500 000	2 729 855 000	59%
TOTAL	115 124 167 496	55 948 131 643	49%

172. La faible performance de mobilisation de 2011 à 2014 est due à une faible capacité d'absorption des financements par les partenaires et à une mise à disposition tardive des financements notamment en 2015 (36% de mobilisés).

173. La mission a noté que les fonds mobilisés par la CNOP représentent 16 894 439 722 FG soit 30% des fonds décaissés au 31/12/2015.

174. **Passation des marchés.** Les procédures de passation des marchés ne sont pas respectées, la mission a relevé les cas suivants: (i) incohérences dans le processus de passation des marchés au niveau de la Commission régionale des marchés de la GF (erreurs dans les évaluations des offres et non-respect des procédures), (ii) non-respect des seuils de passation des marchés déterminant la commission compétente pour l'examen de certains dossiers, (iii) attribution d'un marché de gré-à-gré sans l'accord formel du PNAFA/FIDA, (iv) non application des conditions contractuelles: garantie bancaire des avances de démarrage, signature d'avenants pour la prorogation du marché lors de dépassement des délais contractuels justifiés, application de pénalités de retard.

175. La mission constate que la fonction passation des marchés n'est pas assurée correctement et que les mécanismes de contrôle interne ne fonctionnent pas malgré l'existence d'un Manuel des procédures.

176. La mission recommande: (i) le recrutement d'au moins deux spécialistes en passation de marchés chargés de couvrir les régions de GF, HG et MG, (ii) le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés pour la BG, (iii) de mettre en conformité le Manuel fiduciaire de passation des marchés avec les dispositions relatives aux seuils de passation des marchés.

Recommandation sur les aspects fiduciaires

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
<u>Gestion administrative</u> Procéder au recrutement immédiat d'un Comptable pour l'URC de la GF et voir entre-temps si on peut leur affecter temporairement en interne un Comptable de l'UNC ou de l'une des URC	Coordonnateur / RAF / URC	au plus tard le 15/03/2016
<u>Contrôle interne</u> Application effective du Manuel de procédures administratives comptables et financières par l'ensemble des responsables du PNAFA et, pour les OPA et les CTR, du Manuel fiduciaire simplifié. Application stricte des dispositions des Manuels de procédures notamment en matière de vérification des DRF par l'UNC et l'URC	Coordonnateur/RAF /URC OPA et CTN/CTR	Continu
<u>Comptabilité</u> Tenir une comptabilité exhaustive par la CNOP-G et ses démembrements, les OPA retraçant toutes les transactions sur ressources propres et externes	Coordonnateur/RAF/ Comptables URC OPA/ CNOPG /	Continu
<u>Fonds de garanties ou fonds de commercialisation</u> Mise en place d'un cadre conventionnel fixant les conditions et mécanismes appropriés d'utilisation (dépôt en garantie ou utilisation comme ligne de crédit) Production par les OPA de la situation des fonds de garantie ou fonds de commercialisation reçus ainsi que le recouvrement auprès des unions des crédits accordés directement d'une part, ainsi que la situation des crédits octroyés aux membres des OP par les institutions financières qui ont reçu un fonds de garantie	Coordo/ CNOP-G /OPA	Avril 2016
	OPA/ CTR /CNOP-G / RAF	29/02/2016
<u>Crédit intrant</u> Production de la situation du crédit intrant par chaque OPA bénéficiaire Eviter tout détournement d'objectif du crédit intrant notamment grâce à une sensibilisation, et un renforcement du contrôle interne ainsi qu'un système de sanction approprié	OPA/CTR / RAF	29/02/2016
	OPA/CTR / URC	Continu
<u>PTBA</u> Respect de la programmation établie dans le processus d'élaboration et d'approbation du PTBA afin de permettre la mise en œuvre des activités en début d'année	OPA/ Coordonnateur / RSE/RAF	Continu
<u>Gestion du personnel</u> Procéder à l'évaluation de tout le personnel avant tout renouvellement de contrat 2016	BSD/ Coordonnateur/ RAF/ URC	29/02/2016
<u>Compte désigné Don 8091</u> Procéder au remboursement sur le compte désigné du Don 8091 du préfinancement fait au Don 8118 arrêté à 1 714 623 017 FG	Coordonnateur/RAF	Immédiat
<u>Décaissement Don 8091</u> La mission recommande la régularisation entre les catégories I et V par l'imputation des dépenses de génie civil par le transfert de 925 512 DTS de la catégorie V à la catégorie I.	UNC / FIDA	Immédiat
<u>Prêt OFID</u> Compte tenu des activités engagées, obtenir de l'OFID une suite à la requête relative à la prorogation de la date d'achèvement jusqu'en fin 2017 et son extension géographique (don 8091).	MEF/ FIDA	29/02/2016
<u>Dépenses non éligibles</u> Mise en place d'un dispositif de vérification effective et efficace des DRF des OPA Remboursement des dépenses non-éligibles par les OPA et les CTR/CTN	RAF/Comptables URC	Continu
	Coordonnateur/ RAF CNOPG	Immédiat
<u>Fonds de contrepartie</u> Appliquer la procédure d'exonération des taxes afin de permettre la prise en compte de la contrepartie nationale	UNC	Immédiat
<u>Passation de marchés</u> Recruter chaque fois que de besoin un consultant spécialisé en passation de marchés pour les régions MG, HG, GF Recruter un spécialiste en passation des marchés pour la BGF, Mettre en conformité le Manuel fiduciaire simplifié de passation des marchés des OPA avec les dispositions relatives aux seuils de passation des marchés du FIDA	Coordonnateur	28/02/2016
	Coordonnateur / URC	28/02/2016
	Coordonnateur /RAF / OPA	Immédiat

F. Durabilité

177. Pour garantir la durabilité des actions du PNAFA, des organes de gestion et des instances de concertation ont été mis en place avec une participation d'environ 30% de femmes et une forte présence de jeunes producteurs. Il faut noter entre autres dispositions déjà prises par le PNAFA en collaboration avec les principaux partenaires en matière de durabilité: (i) l'implication du groupe cible dans le processus de planification des activités à la base; (ii) la responsabilisation des fédérations faîtières, des trois CTR et la CNOP-G dans la gestion des conventions; (iii) la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités; (iv) le renforcement des capacités à travers la formation de 1 648 nouveaux élus sur leurs rôles et responsabilités; (v) l'alphabétisation de 3 872 producteurs qui facilite l'apprentissage et l'adoption des techniques culturales et des technologies de transformation et enfin améliore la gestion de leurs comptes d'exploitations; (vi) l'implication des STE dans la mise en œuvre du programme; (vii) la mise en place d'un dispositif d'approvisionnement en intrants de proximité autogéré à travers des dotations d'intrants qui sont livrées aux producteurs sous forme de crédit de campagne, malgré les problèmes de remboursement constatés dans certaines fédérations, (viii) la mise en place de Comités de surveillance et de gestion; (ix) la complémentarité avec des actions financées par d'autres bailleurs comme les centres de commercialisation agricoles et leur société de gestion «MANDE AGRI SERVICES».

178. Cependant, la durabilité des services offerts par les OPA n'est pas encore garantie dans la mesure où: (i) le taux de remboursement des intrants reste faible (51% en moyenne, variant de 2 à 99%) et ne permettra pas à terme de satisfaire un nombre croissant de producteurs si aucune stratégie de recouvrement, en numéraire ou en nature, voire de fructification de la ligne de crédit intrants, n'est réfléchie et validée. De plus, une stratégie de mobilisation de ressources internes est indispensable pour pouvoir assumer la relève du paiement des cadres/agents de la cellule technique des OPA. On ne saurait parler de durabilité si des comités/dispositifs de gestion et entretien des infrastructures/équipements ne sont pas efficacement mis en place et formés; si le dispositif d'alphabétisation n'est pas internalisé et financé par l'OPA; et surtout si les jeunes comme les adultes ne sont pas appuyés et conseillés, au moins le temps d'une campagne agricole, pour adéquatement mettre en valeur leur exploitation agricole et valoriser les investissements, intrants et formations reçus.

179. Une sensibilisation intense devra également s'effectuer autour de la mobilisation des contributions et le réinvestissement d'une partie des bénéfices dans les amortissements, fonds de roulement et autofinancement productif afin de s'autonomiser progressivement. La mise en chômage technique d'une partie du personnel des CTR en 2015, du fait de l'absence de fonds du PNAFA (non-paiement de six mois de salaires par l'UNC), montre l'absence de sources de financement interne et donc de pérennisation d'un dispositif trop lourd mis en place dans le cadre du programme, mais pas gérable par la CNOP-G sur fonds propres. Arrêter une liste du personnel prioritaire de la CNOP-G, des CTR et OPA à prendre désormais en charge par le programme reste indispensable pour la phase de clôture du PNAFA en MG/GF et HG.

Recommandations sur la durabilité

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Réaliser une étude diagnostic des différents modes de mobilisation de ressources internes au niveau des groupements et capitaliser les approches pouvant être mises à l'échelle des faïtières	RNSE, CNOP-G	Fin mars 2016
Faciliter une réflexion sur le problème de faible recouvrement des fonds intrants, étudier les différents dispositifs de gestion de ces fonds mis en place (conditions d'octroi et de remboursement) et proposer des solutions viables	RNSE, BDS, CNOP-G, CNAG	Fin mars 2016
Sensibiliser de manière intensive les membres des OPA sur l'importance du réinvestissement d'une partie des bénéfices dans leurs activités économiques	CNOP-G, CTR, ANPROCA	Continu
Elaborer et institutionnaliser la production de comptes d'exploitation annuels au niveau de tous les producteurs comme outil central de leur système de gestion et de S&E des OPA	CNOP-G, CTR, ANPROCA	Continu
Renforcer les groupes cibles dans leurs capacités techniques de production, stockage, post-récolte (appui-conseil de proximité au cours de la mise en valeur des investissements)	OPA, STE, URC, CTR	Continu
Préparer et diffuser largement la stratégie de désengagement du programme dans l'accompagnement des OPA et de la CNOP-G	UNC/MA	Février 2016
Assurer une prise en charge dégressive des techniciens des zones, points focaux genres, conseillers agricoles rendant des services aux OPA sur le terrain	CNOP-G	Immédiat et continu
Assurer la prise en charge des autres cadres de la CNOP-G, des CTR et des OPA (Coordinateurs, Comptables, SE, chargés de Formation, de Commercialisation) par leur propres institutions et à travers des frais de gestion selon un niveau à convenir en fonction des activités à exécuter	CNOP-G, OPA	Immédiat et continu
Poursuivre l'alphabétisation fonctionnelle compte tenu de son impact sur l'amélioration des capacités des producteurs et élaborer un plan de suivi de sa mise en œuvre	OPA / CTR	Immédiat et continu
Exiger des OPA le recouvrement intégral des crédits intrants échus et, le cas échéant, l'OPA fautive ne bénéficie plus d'appuis de la CNOP-G	CNOP-G / PNAFA/ OPA	Mars 2016
Veiller à une mobilisation effective de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités sur le terrain en évitant de programmer plusieurs activités au même endroit ce qui pénalise les bénéficiaires	OPA / CTR/ CNOP-G / URC	Immédiat et continu
Capitaliser et mettre à l'échelle les expériences réussies de pérennisation identifiées au niveau des groupements et unions	BSD / PNAFA /CNOP-G	Immédiat et continu
Mettre en place un plan opérationnel de suivi post- formations au niveau des OPA	CTR / URC	Immédiat

G. Autres aspects (environnement et changement climatique)

180. **Environnement et changement climatique.** La prise en compte du climat et de l'environnement est effective dans la mise en œuvre du PNAFA à travers: (i) la promotion du compostage; (ii) l'utilisation judicieuse des ressources naturelles par les techniques de valorisation des résidus agricoles et des déjections d'animaux; (iii) le calage des cycles culturels des différentes spéculations des cultures annuelles; (iv) la redéfinition graduelle d'un calendrier culturel aménagé; (v) l'introduction et la promotion des variétés de cycle court, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérents aux perturbations climatiques précoces. Cependant, des efforts importants méritent d'être poursuivis dans ce domaine, (vi) les efforts d'adaptation au changement climatique nécessitent la collecte de données climatiques (pluviométrie) à grande échelle, au besoin en impliquant les populations locales; (vii) l'agroforesterie, en contribuant à séquestrer le carbone, est une activité susceptible de générer des revenus supplémentaires aux paysans par le biais du marché libre du

carbone; (viii) la gestion des déchets polluants est un problème global de santé publique qui impacte négativement sur la qualité des récoltes, surtout dans les périmètres maraîchers périurbains. Les mesures d'atténuation sont proposées. C'est pour cette raison que la mission a formulé des recommandations dans ce domaine, tenant compte des résultats enregistrés, jugés moyennement satisfaisants.

Recommandation sur l'environnement et les changements climatiques

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Poursuivre la formation et la vulgarisation des pratiques de compostage au niveau des filières pomme de terre, maïs et maraîchage	OPA/ URC/ CTR	Continu
Prévoir dans les DAO des travaux d'infrastructures (aménagement de bas-fonds et réhabilitation des pistes), le reboisement des zones d'emprunts par les entreprises adjudicataires	OPA/ PNAFA	Immédiat
Promouvoir la pratique de l'agroforesterie par les OPA bénéficiaires du projet (plants à croissance rapide comme l'acacia)	OPA/ PNAFA /CNOP-G	Immédiat
Prendre contact avec la Cellule d'Etudes Environnementales du MEEF pour une meilleure connaissance des actions environnementales à développer au niveau du programme, entre autres l'accès au marché libre du carbone en faveur des plantations de palmier et d'hévéa en GF ainsi que les forêts destinées à réhabiliter les sites aménagés (bas-fonds, pistes)	PNAFA/ BSD/ CNOPG/	Février 2016
Prendre contact avec la Direction Nationale de la Météorologie pour la vulgarisation de pluviomètres paysans en HG	UNC	Mars-avril 2016
Conduire des études d'impact environnementales et sociales (EIES) au niveau du programme	UNC / OPA	Immédiat et continu
Sensibiliser les OPA sur la nécessité de faire construire des ouvrages de contrôle et de maîtrise de l'eau	DNGR /BSD /PNAFA	Mai 2016
Contacter les autorités locales en vue d'organiser le déplacement des décharges d'ordures au voisinage des périmètres maraîchers afin de les mettre dans des zones inaccessibles par les crûes	URCs / OPA	Continu
Organiser le nettoyage des périmètres pollués et prévenir toute pollution ultérieure	OPA / CTR	Immédiat et continu
Sensibiliser les exploitants quant à la nécessité de ne pas procéder à l'incinération des sachets plastiques mais de les stocker plutôt dans un endroit sécurisé en vue d'un recyclage ultérieur	OPA/ URC /CTR	Immédiat et continu
Veiller à ce que seuls les produits homologués FAO/OMS soient utilisés par les OPA bénéficiaires	SNPVDS / UNC, CAN URC, CTR	Continu
Vulgariser les techniques de culture antiérosive dans les périmètres à forte pente	OPA/ URCs/ CTR	Continu

H. Conclusion

181. L'examen de la mise en œuvre du programme a permis de dégager parmi les constats majeurs que les réalisations physiques sont inférieures aux prévisions avec des taux d'exécution physique et financière relativement bas. De même, la contrepartie du Gouvernement et la participation des bénéficiaires sont encore en deçà des prévisions, tandis que les taux de recouvrement des avances sur le fonds d'intrants sont trop bas dans certaines régions.

182. La présente revue a été une opportunité d'une part, de lever toutes les incompréhensions portant sur: (i) la fongibilité, (ii) la porte d'entrée du projet et, d'autre part, de s'accorder sur les conditions à remplir pour que le projet appuie des opérateurs ou groupements non-membres de la CNOP-G et les possibilités d'intensification et d'extension des appuis du projet envers certaines filières (riz, maïs, oignons et autres cultures maraîchères) de même que les conditions de rétrocession du fonds intrants et du fonds de commercialisation à la fin du projet.

183. La revue a également permis de réitérer la nécessité d'un meilleur contrôle de la gestion financière à tous les niveaux de même qu'un suivi rapproché de l'exécution physique du programme

sans oublier la nécessité de mettre en œuvre les mécanismes appropriés d'autonomisation des OPA et de mobilisation de ressources en leur sein, grâce notamment à la stratégie de sortie recommandée.

184. L'examen des ressources disponibles au niveau du Prêt 1429 P de l'OFID montre qu'il est possible de procéder à une poursuite des activités d'infrastructures au niveau des deux premières régions (MG et GF) et par tant d'améliorer l'efficacité et l'efficience du programme.

185. Compte tenu de tout ce qui précède, les dispositions suivantes doivent être immédiatement prises:

- procéder à la réallocation des catégories sur le Don 8091 GN pour permettre la poursuite de la mise en œuvre des activités;
- procéder à réactualisation du cadrage budgétaire élaboré en 2013 afin de faciliter la planification à la base jusqu'à la fin du programme, tenant compte des ressources disponibles et du niveau d'atteinte des objectifs physiques par région.
- veiller au respect des délais prévus pour l'élaboration et l'approbation des PTBA (au plus tard en décembre de chaque année);
- élaborer des conventions bisannuelles et assurer une mobilisation effective des ressources au plus tard en mi-février de chaque année;
- veiller au respect strict des procédures de passation des marchés, du contenu des plans de passation des marchés et des manuels en vigueur afin d'éviter de faire face à des dépenses inéligibles;
- prendre les dispositions nécessaires pour obtenir de l'OFID une réponse positive à la requête qui lui avait été adressée et portant sur la prorogation du Prêt OFID et son alignement sur le Don FIDA 8091 GN.
- procéder à une réduction du personnel, tenant compte des ressources disponibles et de l'évaluation du personnel à faire impérativement au plus tard avant la fin du premier trimestre 2016. Cette réduction doit porter aussi bien sur le personnel du PNAFA (UNC et URC) que sur celui de la CNOP-G (CTN et CTR).

ANNEXE A

Ministère de l'Agriculture Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)

Liste des Nationaux Mission Revue Mi-Parcours PNAFA

(du 11 au 29 janvier 2016)

N°	Prénoms et Noms	Fonctions	Service d'origine
1	Ibrahima Tanou DIALLO	CPO	FIDA
2	Ibrahima BATHYLI	DNIP	MEF
3	Mohamed Lamine COUMBASSA		Ministère PLAN
4	Atigou BALDE	Suivi Evaluation	BSD/MA
5	Ibrahima YANSANE	Chef Division Vulgarisation	ANPROCA/MA
6	Emanuel BANGOURA	Conseiller	ACGP
7	Check Sékou CAMARA	CIC	CNAG
8	Jean Pierre CAMARA	Chef de Division	DNA
9	Mohamed CISSOKO	Chargé d'études	BSD/MA
10	Mamdou Bailo SIDIBE	Coordinateur National	PNAFA
11	Boubacar BARRY	Responsable National SE	PNAFA
12	Aboubacar NABE	Responsable Admin et Fin	PNAFA
13	Bambo Salim DRAME	Assistant SE	PNAFA
14	Djibril Tamsir BANGOURA	Coordinateur Régional	PNAFA BG&F
15	Ibrahima BAH	Coordinateur	CNOP-G
16	Gilbert Andéga CAMARA	Chargé des Programmes	CNOP-G
17	Lucien GNEKOYA	Point Focal	CNOP-G
18	Colonel Bia SANGARE	Chargé Sécurité	PNAFA
19	Soriba CAMARA	Chef Division	DNGR

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Programme et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Guinée	No. du projet	1206 [1100001206]	No. du prêt/don DSF	1000002496
Projet	Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	1000003823, 1000004129
Date de mise à jour	14/03/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	14	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	6		
Dernière Supervision	05/06/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	20/03/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	05/09/2002			Coût total	47.23	
Accord	27/01/2003	Délai d'entrée en vigueur	23.3	FIDA Total	30.29	
Entrée en vigueur	05/08/2004	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	12.49	100
Premier décaissement	16/09/2004			Don DSF	17.80	85
Examen à mi-parcours	29/01/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2012	Dernier audit	30/06/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2017			Financement national total	6.94	
Clôture	30/09/2017			Beneficiaries	1.54	4
Nbre de prolongations	1			National Govern	3.51	3
				Benefic add 2	0.40	0
				National Govern	1.48	0
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	41

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	2	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	2	2	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	3	2	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	2	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Appui aux OPA et à leurs investissements	4	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	4
2. Appui institutionnel et financier	4	3	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	4

B.5 Justification des notes

Problèmes connus par projet: conception par vagues, succession de 4 CPM et de nouveau gouvernement, Ebola, non-mobilisation de fonds. Resultats: pas d'exécution fluide, manque de communication, faible renforcement de capacités. Faiblesses en gestion administrative/financière/comptable. Qualité du contrôle interne insatisfaisante, manque de personnel, problèmes dans manuel de gestion, approbation tardive PTBA (tendance des PTBA à être irréalistes). Contribution Etat très faible. Clauses accords de financement respectées sauf deux. Procédures passation des marchés pas respectées. Faiblesses dans qualité de gestion, par contre dispositif de S&E est bien structuré/performant. Exécution financière PTBA 2015 au 31/12/15 environ 37%, (insatisfaisante). Compte tenu tensions de trésorerie, très peu d'investissements financés à travers conventions avec OPA en 2015. Autres conventions n'ont pas avancé. Renforcement institutions: dynamique enclenchée en 2014 mais interrompue par arrêt brusque financements/avènement Ebola. Etude a confirmé qu'appuis du projet ont aidé petits producteurs à développer/renforcer leurs capacités, mais acquis à consolider. Participation physique bénéficiaires dans processus planification participatif interrompu en 2015 pour interdiction regrouper populations (Ebola). Implication OPA dans toutes concertation/décision est mesure de pérennisation. Toutefois, aucune réelle stratégie désengagement clairement établie/définie. Alors que certains résultats intéressants, une plus longue période experimentation/une analyse plus précise-approfondie de résultats sont nécessaires pour juger possible mise à l'échelle. RMP a fait prendre conscience des problèmes à toutes les parties prenantes qui ont pris des engagements fermes pour l'exécution des recommandations

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Au terme de cinq (5) ans de mise en œuvre du Programme, le taux de réalisation physique global est d'environ 58% (54% pour la composante A Appui aux OPA, 65% pour la composante B Appui aux Services publics et à la Finances Rurale et 56% pour la composante C Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs), contre un taux de réalisation financière global de 50,52%. Des problèmes subsistent encore quant à la non approbation des PTBA dans les délais, la mise à disposition tardive et/ou insuffisante des fonds, entraînant de faibles taux de réalisation. Au total, 29 869 producteurs dont 54% de femmes ont eu accès aux services du programme (25 817 en MF/GF et 4 052 en HG), soit environ 40% de l'objectif initial global de 75 000 personnes. - Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique. Aucune action spécifique n'était prévue dans le document de conception du PNAFA, qui ne bénéficie d'ailleurs pas de financement FEM ni ASAP; le programme était classé B. Toutefois, la diffusion de semences améliorées à cycle court, l'application d'une rotation des cultures (pomme de terre-mais-riz), et les nouvelles plantations de cultures pérennes (palmier à huile et hévéa) contribuent à préserver les ressources naturelles. La mission souligne cependant le fait qu'aucune étude d'impact environnemental et social n'a été réalisée avant la construction des diverses infrastructures marchandes, routières ou hydro-agricoles. Des recommandations pour l'avenir ont été faites dans ce sens, ainsi qu'en terme d'utilisation rationnelle et contrôlée d'engrais et désherbants homologués par la FAO et l'OMS, de gestion durable de l'eau dans les périmètres irrigués, de protection des bassins versants, de reboisement des zones d'emprunt par les entreprises, et de gestion des déchets en bordure des jardins maraichers

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Visites sur le terrain RMP, après 2 ans de suspension supervision FIDA, ont permis de mettre à jour certaines faiblesses/dysfonctionnements. Objectif de développement d'améliorer productivité/production/revenus agricoles petits producteurs dans filières agricoles ciblées pas encore atteint à moins de 15 mois de la date d'achèvement. Rendements augmentés pour certaines spéculations (ex: riz pluvial de 1 à 2,5t/ha, maïs de 0,9 à 2,62t/ha et pomme de terre de 18 à 25t/ha) même si toujours inférieurs aux prévisions. Augmentation production très significative pour pomme de terre (de 10 000 à 40 000 tonnes), mais aucune information sur évolution revenus. Impact appui filières palmiers à huile/hévéa pourra être mesuré

seulement lorsque les plants seront devenus productifs (PNAFA sera déjà achevé). Ainsi promotion culture maïs, cultures maraîchères et niébé en intercalaire procurerait beaucoup d'avantages pour sécurité alimentaire/génération de revenus au bénéfice notamment des femmes. D'autre part, faibles performances financières ASF ne permet Presque jamais de financer besoins OPA partenaires. Conventions signées entre services techniques régionaux et OPA. toutefois execution tardive a limité portée/intensité/continuité appuis-conseils techniques apportés membres OPA. Besoins sont prioritaires en matière de financement/mise en valeur aménagements hydro-agricoles et équipements transformation, vulgarisation itinéraires techniques agricoles et techniques conservation/transformation produits agricoles. Cela limite rentabilité activités économiques et autonomisation faitières. Effort de capitalisation /dissemination des expériences devra être fait pour appuyer PNAFA Basse Guinée Faranah à démarrer au mieux mise en œuvre déjà très en retard. Cela permettra également au FIDA/Gouvernement de tirer leçons pour formulation prochains projets sous nouveau COSOP.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	A la date du 31 décembre 2015, le programme est exécuté uniquement sur le Don 8091 GN de la Haute Guinée dont le taux de décaissement s'élève à 65,90%. Le prêt 580 GN est déjà clôturé (décaissé à 61,81%) et le Don 8064 est décaissé à hauteur de 99,94%. Le Don 8118 GN pour la Basse Guinée/Faranah est maintenant opérationnel (décaissé à 6,10%), mais l'UNC n'est pas autorisée à financer les activités du PNAFA Moyenne Guinée et Guinée Forestière sur ces ressources du fait de la non fongibilité des fonds entre ces régions (la fongibilité est valable uniquement entre MG/GF et HG). Toutefois, il est retenu que les dépenses de la BGF préfinancées par la MG/GF et HG seront remboursées. Aux vues des nombreux dépassements, une réaffectation puis une réallocation des fonds par catégorie de dépenses du Don 8091 GN sont indispensables pour poursuivre l'exécution du Programme. Le Prêt OFID est décaissé à hauteur de 40,78% et devrait s'achever en juin 2016. Il est urgent d'officialiser l'accord de principe obtenu pour une extension des dates d'achèvement et clôture, en alignement avec celles du don FIDA 8091 GN. Cela permettra de financer les infrastructures rurales programmées et toujours prioritaires. Le recrutement rapide d'un responsable en passation des marchés et un meilleur contrôle interne à tous les niveaux seront déterminants.
Avancement de l'exécution du projet	Le niveau d'avancement global de la mise en œuvre du Programme (à date) est modérément satisfaisant avec un taux d'exécution physique et financière respectivement de 62,77% et 50,52%. Des retards sont notés principalement dans la réalisation des infrastructures rurales de production et les équipements moyens de mécanisation agricole et transformation, ainsi que l'appui technique aux ASF. Une meilleure maîtrise et application des procédures de passation des marchés et une amélioration de la qualité des DAO transmis pour validation sont indispensables et devraient être assurées avec l'appui ponctuel ou continu d'un spécialiste. Le PTBA 2016 doit encore être élaboré et approuvé dans les plus brefs délais sur la base d'une stratégie claire de consolidation des acquis et de désengagement du programme en MG/GF et HG; et les ressources budgétaires mises à disposition rapidement. La réallocation des fonds est donc urgente. L'achèvement des activités en MG/GF et HG en 2017 alors qu'elles se poursuivront en BGF jusqu'en 2019 nécessite-t-il le maintien de l'unité nationale et des unités régionales (notamment celle de HG à laquelle est rattachée la région naturelle de Faranah)? La stratégie de désengagement devra clarifier ces points.
Produits et réalisations	Le dispositif d'accompagnement des OPA par les URC et les cellules techniques de la CNOP-G doit être renforcé afin de s'assurer d'une mise en œuvre efficace et efficiente des activités et l'application des procédures (cf. fourniture des justificatifs). Un suivi plus rapproché avec des réunions périodiques institutionnalisées (UNC-URC, UNC-CNOP/G, UNC-CNOP/G-BSD, URC-CTR, CNOP/G-CTR, URC-CTR-OPA-STE, etc.) faciliteront la communication et le suivi de l'exécution pour la résolution rapide des goulots d'étranglement et l'atteinte des résultats fixés.
Durabilité	L'approche du PNAFA se basant sur le renforcement des capacités institutionnelles et économiques des OPA, ainsi que le partenariat entre OPA et STE, reste la meilleure illustration des probabilités de durabilité du programme. Toutefois, la responsabilisation des OPA doit être progressive et proportionnelle à leur réel niveau de maturité, avant de pouvoir envisager un désengagement progressif du programme. L'autonomisation des OPA est un problème global qui représente un défi à long terme dans tous les pays. Aussi, elle ne pourra devenir réalité que si le renforcement des capacités des OPA est effectif, que les fonds mis à leur disposition pour l'approvisionnement en intrants et la commercialisation sont recouverts entièrement voire même fait fructifiés durablement, et si les OPA mettent en place une stratégie efficace de mobilisation de fonds propres et externes, dans un cadre de bonne gouvernance.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Mise à disposition des fonds pour l'exécution des activités	Faire l'état des lieux précis de la situation financière du PNAFA et notamment des reliquats disponibles sur le don 8091, le prêt OFID et les remboursements escomptés sur le don 8118. Si possible, réaffecter les dépenses selon les bonnes catégories avant d'établir et demander officiellement une nouvelle réallocation des fonds du don 8091-GN et la faire approuver par le FIDA. Pour leur part, le FIDA et l'OFID doivent garantir une mise à disposition, à temps, des fonds à l'UNC pour les OPA.	Immédiat	
Retard dans la mise en œuvre des activités et	Elaborer et obtenir au plus vite la non-objection du dernier PTBA 2016-17 pour la MG/GF et HG basé sur les activités prioritaires des	Immédiat	

dans l'atteinte des résultats	OPA, dans l'optique d'une consolidation des acquis et du désengagement du programme (stratégie à élaborer). L'UNC devra accélérer le processus de traitement des demandes de non-objection et mettre tout en œuvre pour mettre à la disposition des partenaires (OPA, CNOP-G et STE) les fonds pour la bonne exécution du PTBA. Définir une stratégie claire d'appui aux ASF pour la viabilité du réseau, et assurer les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.		
Mise en œuvre des PTBA de la part des OPA	Le succès ou l'échec du projet repose principalement sur la capacité des OPA appuyées à mettre en œuvre leur PTBA, assurer une bonne gestion financière et comptable, la maîtrise des procédures de passation de marchés et la pérennisation des fonds d'approvisionnement en intrants et commercialisation. Ainsi, l'appui et le renforcement des capacités de ces OPA fournis par l'UNC/URC, les CNOP-G/CTR et les STE sont cruciaux pour l'atteinte des objectifs du programme. Dans ce sens, le recrutement du responsable fiduciaire des OPA devrait aider.	Immédiat	
Infrastructures rurales	Il est crucial que l'OFID mette rapidement à la disposition de l'UNC les fonds pour finaliser les études et les travaux prévus depuis 2015. La saison sèche (janvier à mai) est la période la plus propice à la réalisation ininterrompue des infrastructures. L'UNC, les URC et les services techniques de l'administration (DNGR, DNPR, BTGR et BRPR) doivent veiller à la qualité des études, des DAO et le suivi des travaux des entreprises. Ils ne devront pas intervenir à plusieurs étapes pouvant représenter des conflits d'intérêt (ex: montage du dossier et membre de la commission d'évaluation des offres). Certains services régionaux devront agir avec plus de professionnalisme. L'appui technique d'un spécialiste en passation des marchés devrait faciliter le travail. Des études socio-foncières et d'impact environnemental et social seront systématiquement menées pour chaque infrastructure.	Immédiat	En cours

Observations supplémentaires

Les informations concernant les dates d'approbation, d'achèvement, de clôture et le délais de démarrage - contenues dans la présente fiche PSR - font référence au Prêt 589-GN (premier financement du PNAFA clôturé le 31 mars 2013), et donc à l'ancien projet PRODAF-GF. Le PNAFA est quant à lui entré en vigueur en décembre 2009 en MG/GF, en 2011 en HG, et fin 2013 pour la BGF (même si l'avance autorisée n'a été versée qu'en juin 2015). L'achèvement des activités en MG/GF sera retenu au 31/12/2015 alors qu'en HG il sera maintenu à la date du 31/03/2017. Ou les activités dans les trois régions de MG/GF et HG seront alignés au 31/03/2017???

Appendice 2: Cadre logique harmonisé du PNAFA à l'échelle nationale: Etat d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits (au 31 décembre 2015)

Indicateurs clé de performances	Source d'information	Risques/hypothèses	Réalisation au 31 décembre 2015																Observations
			MG-GF	HG				BGF				Cumul Total							
			Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	
La malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de 35% à 30% (%) *	.DSRP. Enquête Intégrée de Base pour l'évaluation de la Pauvreté (indice de pauvreté)		35	30			35	30			35	30			35	30			Enquêtes à mesurer en fin de programme
L'indice d'accumulation des biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des petits producteurs ciblés (%) *	.UNDP. Human Development Report.			5				5				5				5			
L'indice de pauvreté au niveau des régions baisse de 55% à 45% (%)	.PAM & UNICEF (malnutrition) .Enquêtes d'impact SYGRI et Socio-économique		55	45			55	45			55	45			55	45			
Développement			MG-GF	HG				BGF				Cumul Total				Observations			
			Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.		Cible	Réalis.	% Exéc.
130 000 bénéficiaires directs sont atteints (par genre et classe d'âge) (Nbre) *	. Enquête SYGRI	.Mauvaise gouvernance (R)		50 000	25 817	52%		25 000	4 052	16%		55 000	953	2%	n.d	130 000	30 822	24%	dont 16 632 femmes (13 780 en MG-GF, 2 201 en HG et 651 en BGF) soit 53,96%
40% des membres (52 000) ont adopté au moins une technologie conseillée (par genre et classe d'âge) (%) *	. Rapports fédérations et ANPROCA	.Contexte réglementaire, politique et socio-économique défavorable (R)		20 000		0%		10 000		0%		22 000	0	0%	0	52 000			50 276 (soit 96,68% de 52000) ont bénéficié de l'appui conseil. Une étude thématique

Améliorer la production, la productivité et les revenus agricoles des petits producteurs dans les filières agricoles ciblées																				e sera réalisée en 2016 pour évaluer le taux d'adoption
	.Les rendements du riz pluvial passent de 1 à 2 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)	. Rapports d'ANASA et ANPROCA		1	2	2	100%	1	2	2	100%	1	2	-	1	2				Rendement moyen riz de bas-fond: 2,5 t/ha et riz de coteau: 1,5 t/ha en GF
	.Les rendements du riz irrigué passent de 2 à 4t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)	Etudes de cas/thématiques		2	4			2	4	0	0%	2	4	-	2	4		-		Source: ANPROCA et ANASA (2014) Enquête thématique prévue en 2016 pour déterminer % producteurs ayant obtenus ce rendement
	.La production du riz passe de 150000 à 225000 en HFM et de 200000 à 400000 en BGF. (T)	Statistiques agricoles régionales/prélectorales		150 000	225 000	338 997	151%	150 000	225 000	440 000	196%	200 000	400 000	-	312 000	312 000	389 499	125%	25%	Une enquête rendement est prévue en 2016 en collaboration avec ANASA
	.Le rendement du maïs passe de 0,9 à 2 t/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)			0.9	2	2.20	110%				-			-	0.9	2	2.20	110%	144%	Source: Rapport FPDF, UGAS et ANPROCA Une enquête thématique

																				e est prévue en 2016 pour déterminer le % des producteurs ayant obtenus ce rendement
.La production du maïs passe de 90 000 à 180 000 tonnes (T)			90 000	180 000	256 072	142%				-				-	90 000	180 000	256 072	142%	185%	Source: Rapport enquête ANASA 2014
.Le rendement de l'hévéa passe de 4,2 à 5 tonnes/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)			4.5	5	0	0%				-				-	4.5	5				Enquête rendement prévue en 2016
.La production de l'hévéa passe de 35 000 à 45 000 tonnes (T)			35 000	45 000	0	0%				-				-	35 000	45 000				
.Le rendement de l'igname passe de 4 à 10 t/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)						-	4	10	8.3	83%				-	4	10	8.3	83%	108%	Source: Rapport enquête ANASA 2014 Une enquête thématique est prévue en 2016 pour déterminer le % des producteurs ayant obtenus ce rendement
.La production de l'igname passe de 75 000 à 170 000 tonnes (T)						-	75 000	170 000	91 735	54%				-	75 000	170 000	91 735	54%	22%	Source: Rapport enquête ANASA 2014
.Le rendement de la pomme de terre passe de 18 à 25 t/ha			18	25	25	100%				-				-	18	25	25	100%	39%	Source: Rapport 2014 FPDF,

pour au moins 30% des producteurs (T/ha)	-----																		UGAS et ANPROCA. Enquête thématique prévue en 2016 pour déterminer % producteurs ayant obtenus ce rendement
.La production de la pomme de terre passe de 10 000 à 30 000 tonnes (T)		10 000	30 000	40 000	133%				-				-	10 000	30 000	40 000	133%	300%	Source: Rapport 2014 FPDF, UGAS et ANPROCA.
.Le rendement de l'huile de palme passe de 20 à 25 t/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)		20	25						-				-	20	25				Enquête rendement prévue en 2016
.La production de l'huile de palme passe de 20 000 à 30 000 tonnes (T)		20 000	30 000						-				-	20 000	30 000				
.Le rendement de l'oignon passe de 15 à 20 t/ha pour au moins 30% des producteurs (T/ha)		15	20	18	90%				-				-	15	20	18	90%	20%	Source: Rapport 2014 FPDF, UGAS et ANPROCA. Enquête thématique prévue en 2016 pour déterminer % producteurs ayant obtenus ce rendement
.La production de l'oignon passe de 5 000 à 10 000 tonnes		5 000	10 000		-				-				-	5 000	10 000				

(T)																			
.Le rendement du piment passe de 5 à 10 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)				-	5	10		-	5	10		-	5	10					Enquête rendement prévue en 2016
.Le rendement de la tomate passe de 10 à 20 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)				-				-	10	20		-	10	20					Enquête rendement prévue en 2016
.Le rendement de l'aubergine violette passe de 10 à 20 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)				-	10	20		-	10	20		-	10	20					Enquête rendement prévue en 2016
.Le rendement de l'échalote passe 4 à 10 t/ha pour au moins 30% des bénéficiaires (T/ha)				-	4	10		-				-	4	10		-			Enquête rendement prévue en 2016
.Le volume de production de piment passe de 1 000 à 2 000 tonnes (T)				-	1 000	2 000		-	1 000	2 000		-	2 000	4 000					Enquête volume commercialisé prévue en 2016
.Le volume production de la tomate passe de 500 à 1 000 tonnes (T)				-				-	500	1 000		-	500	1 000					
.Le volume de production de l'aubergine violette passe de 1 000 à 2 000 tonnes (T)				-	1 000	2 000		-	1 000	2 000		-	2 000	4 000					
.Le volume de production de l'échalote passe de 500 à 1 000 tonnes (T)				-	500	1 000		-				-	500	1 000					
.Le volume du riz								-	120 000	180 000		-	160 000	320 000					

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

commercialisé passe de 120 000 à 180 000 en HFM et de 160 000 à 320 000 en BGF (T)																				
.Le volume du maïs commercialisé passe de 90 000 à 110 000 tonnes (T)	90 000	110 000		-				-				-	90 000	110 000						
.Le volume de l'hévéa commercialisé passe de 3 000 à 40 000 tonnes (T)	35 000	40 000		-				-				-	35 000	40 000						
.Le volume de l'igname commercialisé passe de 50 000 à 70 000 tonnes (T)				-	50 000	70 000		-				-	50 000	70 000						
.Le volume de la pomme de terre commercialisé passe de 10 000 à 15 000 tonnes (T)	10 000	15 000	24 000	160%				-				-	10 000	15 000	24 000	160%	140%		Source: Rapport FPFD	
.Le volume de l'huile de palme commercialisé passe de 24 000 à 40 000 tonnes (T)	24 000	40 000		-				-				-	24 000	40 000						
.Le volume de l'oignon commercialisé passe de 5 000 à 9 000 tonnes (T)	5 000	9 000		-				-				-	5 000	9 000						
.Le volume du piment commercialisé passe de 500 à 1 000 tonnes (T)				-	500	1 000		-	1 000	2 000		-	1 000	2 000						
.Le volume de la tomate commercialisé				-				-	300	600		-	300	600						

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

pas de 300 à 600 tonnes (T)																				
.Le volume de l'aubergine violette commercialisé passe de 600 à 1 200 tonnes (T)	-----					-	600	1 200		-	600	1 200		-	1 200	2 400				
.Le volume de l'échalote commercialisé passe de 300 à 600 tonnes (T)						-	300	600		-				-	300	600				

Composante A: Appui aux Organisations Paysannes (OP)

Sous/composante A1: Appui institutionnel aux OP

Effet 1: Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, d'avantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres

	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	MG-GF				HG				BGF				Cumul Total					Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	Variat.	
Effet 1: Fédérations, unions et groupements de base bien structurés, d'avantage autonome et avec une adhésion élargie de leurs membres	. 5 fédérations (4 HFM) + (1 BGF) ont un niveau de maturité de 4 et 1 Union HFM a un niveau 3 (Nbre)	.Diagnostic institutionnel participatif (DIP) de la CNOP-G	.Bonne capacité interne de la CNOP-G (H)	1	2	1	50%	0	3			0	1				6	1	17%		. FEPRORI-GF est passé de 2 à 3 en GF, . 3 fédérations ont un niveau de maturité qui a évolué de 3 à 3B (FUPRORIZ, FUMA et FUCPIS-G) .UGAS est passé de 2 à 3
	. Au moins 10% des unions ont un niveau de maturité de 4 (%)	.Rapports de la CNOP-G	.Désintéret des OP à se structurer (R)	0	10			0	10			0	10			0	10				[?]
	. Au moins 50% des unions ont un niveau de maturité de 3 (%)	.Rapports d'activités du suivi-évaluation		0	50			0	50			0	44								[?]
	. Le pourcentage de femmes	.Rapports de supervision		15	30	30	100%	15	30	30	100%	15	30			15	30				Source: Rapport enquête

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

	présentes dans les instances clé de décision des unions et fédérations passe de 15% à 30% (%) *																				GUIDE 2014	
	. Nombre de membres des groupements (membre ou non de la CNOP-G) augmente de 20% (%)	Etudes de cas/thématiques		0	20	3.9	20%	0	20	13	67%	0	20			0	20					
Produit 1.1: Encadrement des conseillers de zone (CZ), expertise thématique, cadres de concertation et programmation, gestion des savoirs et dialogue politique renforcés	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Résultats à atteindre	Réalisation au 31 décembre 2015																		Observations
				MG-GF				HG				BGF				Cumul Total						
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	Variat.		
	.43 CZ + 4 points focaux genre sont opérationnels au niveau des CTR (dont 32 CZ + 3 points focaux genre en HFM et 11 CZ + 1 point focal genre en BGF) (Nbre)	.Rapports CTR/CNOP-G		0	23	23	100%	0	12	12	100.00%	0	13	12	92.31%	0	48	47	97.92%		dont 4 points focaux genre	
	.50 000 personnes sont formées dans les thèmes institutionnels/ commerciaux/ OP par genre (Nbre) *	.Rapports OPA et CTR/CNOP-G		0	24 000	2 865	11.94%	0	6 000	195	3.25%	0	20 000	200	1.00%	0	50 000	3 310	6.62%		dont 1 337 femmes (1095 en MG-GF, 113 en HG, 113 en BGF et 16 par CTN) soit 40,39% NB: 50 par la CTN	
	.176 POA des unions sont formulés et/ou mis à jour (Nbre)	.Rapports CTR/CNOP-G		0	68	32	47.06%	0	33	15	45.45%	0	75	10	13.33%	0	176	57	32.39%			
	.2 sessions du CAR par région et 1 session du CAI par région par an (Nbre)			0	36	22	61.11%	0	18	7	38.89%	0	18	2	11.11%	0	72	31	43.06%			

Sous/composante A2: Appui économique aux OP																						
Effet 2: Les OP faîtières et leurs membres sont des acteurs économiques solides																						
Effet 2: Les OP faîtières et leurs membres sont des acteurs économiques solides	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	MG-GF	HG						BGF				Cumul Total					Observations		
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.		Variat.	
	. Au moins 40 % des membres reçoivent des services de leurs OP (%)	.Rapports de la CNOP-G et des faîtières	.Disponibilité d'expertise en appui économique au niveau des OP(H)	0	40	25.6	0.6	0	40	25.6	0.6	0	40			0	40				Source: Rapport GUIDE, fév. 2015 en MG et HG	
	. Au moins 4 fédérations et 1 Union autofinancent leurs dispositifs internes d'appui-conseil ainsi que leurs besoins en intrants et en équipements (Nbre)			1	2			0	2			0	1									
	. 600 comités de gestion sont opérationnels (500 en HFM et 100 en BGF) (Nbre) *			0	201			0	89			0	310			0	600					
Produit 2.1: Accès aux semences améliorées, aux intrants et aux équipements, aux aménagements hydro-agricoles et à un appui-conseil performant	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	MG-GF	HG						BGF				Cumul Total					Observations		
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.		Variat.	
	.52 000 personnes encadrées par l'appui-conseil (30 000 en HFM et 22 000 en BGF) par genre (Nbre) *	.Rapports semestriels de SE	.Bonne qualité du matériel végétal de base (H)	0	20 000	42 041	210.21%	0	10 000	8 235	82.35%	0	22 000	0	0.00%	0	52 000	50 276	96.68%		dont 32 580 femmes (27 562 en MG-GF et 5018 en HG) soit 64,80%	
	.2026 ha de périmètres hydro-agricoles sont fonctionnels (1026 ha en HFM et 1000 ha en BGF) (ha)			.Rapports de la CNOP-G et des faîtières	.Retards dans la mise en oeuvre des conventions été paiements (R)	0	626	92.1	14.71%	0	400	0	0.00%	0	1 000	0	0.00%	0	2 026	92	4.55%	
	.600 ha de périmètres rizicoles aménagés (ha)			.Rapports du BTGR et du BRPR	.Mauvaise passation des marchés (R)	0	150		0.00%	0	150	0	0.00%	0	300	0	0.00%	0	600	0	0.00%	

.300 ha de périmètres maraîchers aménagés (ha)	Rapports d'activités ANPROCA, OPA et SE	.Disfonctionnement du marché national d'engrais et d'herbicides (R)	0	0	0	-	0	100	0	0.00%	0	200	0	0.00%	0	300	0	0.00%	
.8 630 riziculteurs ont accès à des périmètres hydro-agricoles aménagés (Nbre) *	Etudes de cas/thématiques		0	3 130	657	20.99 %	0	1 500	0	0.00%	0	4 000	0	0.00%	0	8 630	657	7.61%	
.Disponibilité de 402 tonnes de semences améliorées pour emblaver 1826 ha (1026 ha en HFM et 800 ha en BGF) (T)			0	198	964	486.87 %	0	152	50	32.89 %	0	52	0	0.00%	0	402	1 014	252.24 %	933 t de P. de terre, 1,822 t d'oignon, 2,2 t de maïs, 28,15 t de riz, 50 t d'échalote s. NB: 170 000 graines de palmier à huile, 250 000 graines d'hévéa, 20 000 plants greffés d'hévéa et 200 000 semences d'igname ont été distribués aussi
.5 000 personnes sont alphabétisées par genre (Nbre)			0	3 600	3 572	99.22 %	0	400	300	75.00 %	0	1 000	0	0.00%	0	5 000	3 872	77.44 %	dont 2 651 femmes (2 445 en MG-GF, 206 en HG) soit 68,47%
.70 000 paysans ont accès aux intrants par			0	20 000	42 083	210.42 %	0	10 000	7 753	77.53 %	0	40 000	0	0.00%	0	70 000	49 836	71.19 %	dont 29 851 femmes

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

	genre (Nbre)																			(25 645 en MG-GF et 4206 en HG) soit 59,9%	
	.600 groupements subventionnés pour l'achat d'équipements moyens (Nbre)			0	200	17	8.50%	0	100	45	45.00 %	0	300	0	0.00%	0	600	62	10.33 %		11 en MG, 6 en GF et 45 en HG
	.24 000 unités d'équipements légers distribués aux producteurs par genre et classe d'âge (Nbre)			0	10 000	13 108	131.08%	0	5 000	2 501	50.02 %	0	9 000	10	0.11%	0	24 000	15 619	65.08 %		ont été distribuées à 33 419 producteurs dont 14 751 femmes (44,14%)
	.1126 ha de bas-fonds/plaines réhabilités (626 ha HFM et 500 ha BGF) (ha)			0	476	127.1	26.70 %	0	150	0	0.00%	0	500	0	0.00%	0	1 126	127	11.29 %		
	.600 équipements moyens sont achetés (Nbre)			0	200	17	8.50%	0	100	10	10.00 %	0	300	0	0.00%	0	600	27	4.50%		11 en MG, 6 en GF et 10 en HG
Produit 2.2: Disponibilité d'infrastructures de désenclavement, de commercialisation et mise en pratique de techniques de transformation et valorisation	.239 magasins de stockage en service (Nbre) *	.Rapports semestriels de SE	.Retards pour les infrastructures et aménagements (R)	0	90	19	21.11 %	0	26	6	23.08 %	0	123		0.00%	0	239	25	10.46 %		
	.215 villages sont désenclavés (Nbre)	.Rapports d'enquête STE, SE et OPA		0	135	81	60.00 %	0				0	80	0	0.00%	0	215	81	37.67 %		
	.15% des groupements sont formés dans les domaines de la post-production, transformation et commercialisation (Nbre) *	Etudes de cas/thématiques		0	1 447	27	1.87%	0	1 146	10	0.87%	0	261	50	19.16 %	0	2 854	87	3.05%		350 membres des groupements formés soit 277 femmes 79,14%
	.Augmentation de 40% des revenus suite au renforcement des capacités			-	40		0.00%	-	40		0.00%	-	40		0.00%	-	40	0	0.00%		Etude thématique a réaliser en 2016

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

	en pratique post-récolte (%)																				
	.290 Kilomètres de pistes réhabilités (Km) *			0	90	52	57.78 %	0				0	200	0	0.00%	0	290	52	17.93 %		
	.550 mètres linéaires d'ouvrages de franchissement construits (ml)			0	450	138	30.67 %	0				0	100	0	0.00%	0	550	138	25.09 %		
	.4 200 ha de bas-fonds/ plaines sont désenclavés (Nbre)			0	1 800	371	20.61 %	0				0	2 400	0	0.00%	0	4 200	371	8.83%		
	.65 marchés de collecte sont désenclavés (Nbre)			0	35	19	54.29 %	0				0	30	0	0.00%	0	65	19	29.23 %		
Produit 2.3: Cadres de concertation s et de programmation	.2 sessions de mini CAR sont organisées par filière et par an (Nbre)	.Rapports de la CNOP-G, Rapports mini CAR		0	99	60	60.61 %	0	27	15	55.56 %	0	18	2	11.11 %	0	144	77	53.47 %		
Composante B: Appui aux Services Publics et à la Finance rurale																					
Sous/composante B1: Appui institutionnel aux services publics																					
Effet 3: Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OP																					
Effet 3: Les services publics sont impliqués dans le renforcement des OPA	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	MG-GF				HG				BGF				Cumul Total					Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	Variat.	
	. 30 conseillers ruraux/ vulgarisateurs du MA sont impliqués dans la mise en oeuvre du projet (Nbre) *	.Rapports semestriels de SE		0	15	7	46.67 %	0	8	5	62.50 %	0	7			0	30	12	40.00 %		
	. 60 conventions (40 en HFM et 20 en BGF) sont signées avec les services publics (au niveau national, régional et préfectoral) (Nbre)	.Rapports de supervision		0	90	33	36.67 %	0	30	7	23.33 %	0	66			0	228	52	22.81 %		
. 60% des		0		60	57.7	96.17	0	60	11.5	19.23	0	60			0	60					

République de Guinée
Programme National d'Appui aux Acteurs des Filières Agricoles (PNAFA)
Aide-mémoire du rapport de supervision - Dates de la mission: 11-29 janvier 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

	membres des OPA bénéficient de l'appui-conseil des services publics (%) *						%				%										
Produit 3.1: Système de collecte, d'analyse et de diffusion des prix opérationnel et système d'évaluation d'impact des filières fonctionnel	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyen de vérification	Risques/hypothèses	MG-GF				HG				BGF				Cumul Total					Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	Variat.	
	.70 000 personnes ont accès aux publications mensuelles sur les prix (Nbre)	.Rapports des OPA, Etude de cas		0	27 202	27 202	100.00%	0	13 398	13 398	100.00%	0	29 400	8 400	28.57%	0	70 000	49 000	70.00%		Selon les zones couvertes par les émissions des radios rurales
	.Production d'un rapport d'analyse des filières ciblées par an (Nbre)	.Rapports de la DRA		0				0				0				0					
Sous/composante B2: Appui à la finance rurale																					
Effet 4: Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes				MG-GF				HG				BGF				Cumul Total					Observations
				Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	%	Réf.	Cible	Réalis.	% Exéc.	Variat.	
Effet 4: Les populations rurales ont accès à des services financiers de qualité et pérennes	. Encours moyen de crédit des 50 points de services de 20 milliard GNF pour 15 000 emprunteurs dont 40% de femmes, 20% de jeunes et 3% d'OPA (GNF)	.Etats financiers certifiés de CAFODEC Finances SA	.Incapacité technique et financière de CAFODEC Finances SA à mettre en oeuvre son plan d'affaires pour les points de services (R)																		
	. Encours moyen d'épargne des points de services de 10 milliards GNF pour 20 000 épargnants (GNF)	.Rapports d'activités de CAFODEC Finances SA																			
	. Taux d'autosuffisance opérationnelle des points de	. Etude de cas/thématique																			

	services supérieur à 120% (%) *																			
Produit 4.1: ASF professionnalisées et institutionnalisées sous forme de points de service, produits financiers accessibles et adaptés pour les acteurs des filières agricoles	.6 000 producteurs sont des emprunteurs actifs (Nbre) *	.Rapports de notation institutionnelle et sociale de CAFODEC Finances SA																		
	.105 ASF ont été fusionnées, professionnalisées et transformées en 50 points de service (Nbre)	.Rapports de supervision																		Aucune donnée disponible du fait de l'interruption de la convention avec la CAFODEC
	.Les ASF transformées détiennent 45% du capital de CAFODEC Finances SA, et sont représentées par 4 membres au CA de CAFODEC Finances SA (sur un total de 9) (%)	.Rapports de suivi-évaluation																		
	.Au moins 50% des crédits sont destinés à l'agriculture (%)																			

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Recommandations sur le diagnostic des OPA

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Procéder à la restitution des résultats du DIP réalisé par la CTN et élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations du DIP	CTN CNOP-G	Mars 2016
Procéder à la réactualisation et à l'harmonisation des POA des Fédérations et Unions au nombre de huit	CTN CNOP-G - ANPROCA	Avril 2016
Elaborer des POA pour les OPA qui n'en disposent pas	CTN CNOP-G	Avril 2016
Elaborer des plans d'affaires bancables pour les OPA qui n'en disposent pas notamment pour les OPA qui intègrent nouvellement le PNAFA	CTN CNOP-G / ANPROCA	Avril 2016
Veiller à la complémentarité des aides financières et techniques apportées par le PNAFA et les autres partenaires techniques et financiers des OPA opérant en Guinée	CTN CNOP-G, URC, UNC, BSD/MA	continu
Présenter un programme de travail et de budget annuel consolidé de tous les appuis pour chaque OPA partenaire du PNAFA en vue d'assurer une coordination, une complémentarité et une mise en synergie des actions	URC /CTN / OPA /CNOPG /	Immédiat et continu
Procéder à l'évaluation périodique du niveau de maturité des OPA en collaboration avec la CNOP-G	UNC/ BSD/ MA	Décembre 2016 Décembre 2018
Faire participer la Chambre Nationale d'Agriculture de Guinée (CNAG) aux activités des CAR, CAI, DIP	UNC / CNAG	Immédiat
Mettre en place une équipe de suivi-rapproché du projet	BSD /PNAFA	Immédiat
Conduire une réflexion interne au sein de chaque OPA en vue d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie de mobilisation des ressources internes des OPA avec comme objectifs la pérennisation des acquis et leur autonomisation financière	CNOP-G, OPA	Juin 2016 et continu
Adapter l'organigramme des fédérations et unions au modèle économique des sociétés coopératives tel que défini dans les règles de l'OHADA	CNOP-G	Décembre 2016
S'assurer que les nouveaux groupements répondent aux critères d'éligibilité définis par la CNOP-GP, la Chambre nationale d'agriculture, le PNAFA et ANPROCA, procéder à l'évaluation de leur fonctionnement et procéder à l'évaluation de leur fonctionnement.	CNOP-G, UNC, Directions Régionales ANPROCA/ CNAG	
Prendre en compte les nouvelles OPA dans le dispositif d'appui mis en place par le PNAFA particulièrement dans les filières riz, maïs, oignons et autres cultures maraichères sur la base d'une évaluation qui indique la situation de référence et propose les OPA à intégrer sur la base de critères de viabilité	UNC, MA, FIDA, CNA-G	
Utiliser, pour les nouveaux groupements non-membres de la CNOP-G, les mêmes critères d'éligibilité précédemment appliqués aux OPA de la CNOPG (évaluation de leur fonctionnement, ancienneté, filières pratiquées etc.)	BSD/ PNAFA/ CNOP-G, CNAG/ ANPROCA	
Consolider la structuration déjà entamée par la CNOP-G	UNC, URC, ANPROCA	
Consolider l'appui institutionnel et le dispositif d'appui –conseil de la CNOP-G déjà mis en place avec l'appui du PNAFA en redéployant plus de personnel de la CNOP-G et des OPA pour l'encadrement de proximité des activités économiques des unions et groupements en vue de leur pérennisation	PNAFA, CNOP-G	
Accompagner les groupements à mieux préparer leur participation aux mini-CAR avec une bonne analyse des besoins des	CNOP-G / ANPROCA	

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
producteurs		
Mettre en place un dispositif de suivi rapproché des activités du PNAFA à tous les niveaux	BSD, UNC, CNOP-G	
Conduire une étude sur l'identification des centres les mieux adaptés pour la formation agricole et rurale et sur la redynamisation des centres de formation agricole et rurale	DNA, CNAG, UNC, ANPROCA	
Organiser une réflexion sur la stratégie d'approvisionnement et de distribution des intrants sous la direction du Département de l'agriculture, afin d'éviter la duplication des démarches.	BSD/MA	Mars/avril 2016
Définir et appliquer une stratégie nationale harmonisée d'approvisionnement et de distribution des intrants.	DNA / SNP/ DS	avril 2016
Procéder au recouvrement de la totalité du crédit intrants agricoles au niveau des OPA	CNOP-G, OPA	Février 2016
Définir un système de prélèvements sur les achats groupés d'intrants en vue de renforcer les capacités d'auto-financement des OPA	OPA CNOP-G	Continu
Etablir un catalogue d'équipements adaptés aux différents maillons des filières qui sont disponibles sur le marché.	BSD, DNA, UNC	Mai 2016
Promouvoir la culture attelée bovine dans les petites et moyennes exploitations agricoles	BSD, DNA, UNC, CNOP-G	Avril/Mai 2016
Sensibiliser davantage les OPA sur le principe d'appartenance de l'équipement à l'OPA et la nécessité d'appliquer le mode de gestion des équipements moyens contenu dans le document de conception du PNAFA Extension BG&F	CNOP-G, CTR, URC, ANPROCA, DNA, UNC	Avril 2016
Signer des conventions avec des institutions de microfinance rurale performantes pour y loger les fonds de commercialisation en vue de faciliter l'achat et la transformation des produits agricoles.	UNC, OPA	Juin 2016
Susciter la demande en matière de transformation et de commercialisation au moment de la planification à la base.	UNC, URC	Mai – juin 2016
Susciter et faciliter l'émergence d'une interprofession dans chaque filière promue regroupant tous les acteurs: producteurs, transformateurs, transporteurs, fournisseurs d'intrants, consommateurs, décideurs etc.	BSD, PNAFA, CNA-G, CNOP-G	A partir de mars 2016
Conduire une étude sur les opportunités de création de marchés agricoles aux environs de Conakry.	UNC	Mai – Juin 2016
Conduire la réflexion pour la mise en place des activités de warrantage en vue de leur utilisation à grande échelle	CNOP-G OPA	Continu
Définir un système de prélèvement sur la commercialisation en vue de renforcer les capacités d'autofinancement des OPA	OPA, CNOP*G	Continu
Organiser un voyage d'études pour s'informer sur la mise en place de mini-rizeries sous forme d'ESOP (Entreprises de services aux organisations paysannes)	CNOP-G /PNAFA	Novembre 2016
Promouvoir la culture attelée bovine dans les petites et moyennes exploitations agricoles	PNAFA, CNOP-G	Immédiat Continu
Faire une revue de l'utilisation du fonds de commercialisation en vue d'en optimiser les conditions d'utilisation et formaliser son maintien à la disposition des OPA performantes comme fonds de capitalisation sous certaines conditions	PNAFA / BSD / CNOPG	Avril 2016
Revoir la classification en termes de niveau et de modalités de mobilisation de la contribution des bénéficiaires aux coûts des matériels et équipements de mécanisation et de transformation	PNAFA / CNOPG /BSD	Mars 2016
Assurer le suivi/accompagnement rapproché des équipements, bien former les utilisateurs et appliquer les modes appropriés de gestion des équipements tels que définis dans les documents de conception de la Basse Guinée/ Faranah	CTR, URC	Immédiat et continu
Procéder à la réactualisation du cadrage budgétaire en tenant compte des ressources disponibles et du niveau d'atteinte des objectifs physiques par région.	UNC	Février 2016
Orienter l'accompagnement des OPA vers l'appui au développement et au renforcement des activités économiques avec des plans d'affaires bancables	CNOP-G, Fédérations	continu
Tenir compte de la capacité d'absorption des OPA lors de la planification des activités afin d'aboutir à des PTBA réalistes et réalisables	CNOP-G / PNAFA	Février 2016
Adopter une approche dégressive dans le financement des activités des OPA	PNAFA	Février 2016

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Renforcer les capacités des membres des OPA dans l'élaboration de leur compte d'exploitation prévisionnel et la production de données statistiques sur les quantités et types de production attendus en vue de faciliter la mise en marché.	CNOP-G /ANPROCA	Immédiat et continu
Achever dans les meilleurs délais les travaux d'aménagements hydro agricoles et des pistes et ouvrages de franchissement en chantier;	OPA, UNC, URC	Avant fin 2016
Démarrer urgemment les travaux dont les marchés ont déjà fait l'objet d'avances de démarrage perçues par les adjudicataires (aires de séchage, pistes et magasins et centre de Bangouetta) après la levée de toute contrainte éventuelle (garantie foncière par exemple)	URC, OPA	Février continu
Accélérer la réalisation des infrastructures héritées du PPDR HG	UNC, URC	Avant fin 2016
Prioriser et réaliser les infrastructures complémentaires (par exemple certains ouvrages d'assainissement et de franchissement) permettant ainsi d'optimiser les investissements consentis par le PNAFA dans les zones concernées, notamment en termes de viabilisation des tronçons réhabilités et de durabilité.	OPA / PNAFA	Avant fin 2016
Prendre en compte le nouveau code des marchés publics et le DAO type retenu pour réduire les délais de contractualisation.	PNAFA / OPA	Immédiat et continu
Veiller à la permanence du contrôle et à la conformité des décomptes pour les travaux réalisés	UNC / URC /CNOPG	Continu
Faire exécuter les études socio-foncières par des spécialistes et impliquer les autorités coutumières et élus locaux dans la validation des ententes foncières	UNC, URC, CNOP-G	continu
Rendre opérationnel les Comités régionaux de suivi des conventions et contrats en vue d'un contrôle rapproché des travaux d'infrastructures rurales	DRA / URC	Immédiat continu
Prendre toutes les dispositions destinées à la sécurisation foncières des sites devant abriter les infrastructures d'usage communautaire (établir les actes de donation, les plans de masse, autorisation de construire etc.)	OPA/ CNOP-G	Immédiat et continu
Faire restituer toutes les études techniques en plénière en faisant participer tous ceux qui peuvent être impliqués à la mise en œuvre	OPA/ PNAFA- Prestataires	Immédiat et continu
Accélérer la signature des contrats pour la réalisation du barrage de Nombé et l'aménagement des 100 ha de Tokossère	FPPD/ UNC/ MA et MF	Février 2016
Se conformer aux dispositions de la Lettre au Bénéficiaire relatives aux seuils de passation des marchés	UNC	immédiat
Réaliser une étude d'harmonisation des coûts des infrastructures à actualiser chaque année;	UNC	Janvier 2016
Se conformer au nouveau code des marchés publics guinéen qui tient compte des écueils du passé et fixe le temps et les responsabilités des différents acteurs;	UNC, URC, Instances de passation des marchés	Continu
Accélérer le processus de passation des marchés et de traitement des ANO	URC, UNC, FIDA	continu
Entreprendre une étude sur les coûts unitaires des infrastructures	BDS, UNC	Mai 2016
Poursuivre la collaboration avec les Services Techniques de l'Etat selon les besoins d'appui envers les OPA;	URC, UNC	continu
Réaliser des enquêtes périodiques en vue de l'évaluation des effets et impacts des activités du PNAFA dans la zone d'intervention	UNC, RSE- BSD/ MA	continu
Procéder à une évaluation rigoureuse des prestations des STE sur la base de critères de performance préalablement établis.	UNC, URC, CNOP-G	continu
Procéder au recrutement d'un Consultant spécialisé pour l'appui/accompagnement des ASF (formation, audits, suivi) avec des outils appropriés	UNC	Mars 2016
Mettre en œuvre le plan d'action issu de l'atelier microfinance	BCRG, UNC	Immédiat et continu
Procéder à l'évaluation de la Faïtière des ASF de la Basse Guinée afin d'envisager la possibilité de création des faïtière au	UNC, BCRG, MA, URC	Mars 2016

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
niveau des autres régions en collaboration avec le Service Microfinance de la Banque Centrale de Guinée	BG	
Tirer profit de la récente revue des ASF dans les régions autres que la Basse Guinée et conduire un diagnostic plus exhaustif sous la conduite de la Banque centrale en vue de définir les conditions appropriées de leur assainissement et de relance de leurs activités	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	Avril 2016
Faire évaluer la rentabilité des fonds intrants et de commercialisation des OPA placés dans les banques et IMF	BSD/ Banque Centrale /PNAFA	Immédiat
Appuyer le fonctionnement des ASF qui présentent une bonne santé financière et une perspective de croissance et de durabilité mais de façon dégressive.	UNC	Immédiat
Réfléchir sur la pérennisation des fonds intrants et de commercialisation à la fin du PNAFA	UNC	Continue
Accélérer le traitement des dossiers soumis et l'obtention des ANO aux différents niveaux de responsabilité	Coordinateurs URC, UNC	Immédiat et continu
Organiser des missions de suivi et de supervision des activités sur le terrain par les membres statutaires du comité de pilotage	UNC, BSD/MA	Immédiat et continu
Faire respecter les dispositions contenues dans l'arrêté portant création du comité de pilotage	UNC, MA	Immédiat et continu
Renforcer le cadre de concertation entre les différents acteurs à tous les niveaux	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Renforcer la collaboration entre les OPA, les URC, les CTR, la CTN CNOP-G et l'UNC pour une mise en œuvre efficace des activités	Coordinateur UNC/MA	Immédiat et continu
Améliorer le système de planification à la base, notamment susciter la participation plus large de tous les acteurs concernés, respecter les délais convenus, appliquer le cadrage budgétaire, structurer les besoins du groupe cible en relation avec les objectifs du PNAFA.	URC, UNC, CNOP-G, BSD/ MA	immédiat
Poursuivre le programme de renforcement des cadres et partenaires du Programme	Coordinateur UNC	Immédiat
organiser la revue à mi-parcours du PNAFA	FIDA, MA	Janvier 2016
Procéder à l'élaboration du PTBA 2016 et à l'organisation du comité de pilotage	UNC, CNOP, OPA, MA	Février 2016
Revoir la stratégie de mise en œuvre du PNAFA	MA, FIDA	Janvier 2016
Organiser des ateliers de formation du personnel et des partenaires de la Basse Guinée et Faranah en procédures de passation des marchés	UNC, URC	Février 2016
Procéder à la présentation et à l'internalisation des différents manuels (fiduciaires, passation des marchés, manuel d'exécution et de suivi évaluation) à l'équipe du PNAFA BG&F et les autres partenaires.	UNC	Février 2016
Procéder à l'achat des équipements roulants au profit de l'URC et des STE conformément aux prévisions du PTBA 2015 approuvé par le CP et le FIDA	URC, UNC	Janvier – février 2016
Externaliser le prochain diagnostic institutionnel participatif (DIP) des OPA et l'évaluation de l'évolution de leur degré de maturité vers l'autosuffisance (à confier par exemple à un consultant indépendant dans le cadre du Rapport d'achèvement du programme	UNC	Avril 2017
Surseoir à la réalisation de nouveaux mini CAR et CAR dans les trois régions en 2016 dans le cadre du PNAFA. Privilégier l'organisation d'une session régionale d'élaboration de POA budgétisé de 3 ans par Fédération/Union et d'un cadre de concertation régional multi-acteurs facilité par la DRA	URC, CNOP-G, DRA,	Fin février 2016
Prendre en compte les frais déjà engagés même si non encore décaissés pour le calcul du taux de réalisation financière des activités/ composantes	RAF, RNSE, URC	Continu
Communiquer régulièrement au BSD les résultats du système de S&E afin de faciliter le Suivi rapproché des résultats du	UNC, RNSE, BSD	Continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
programme		
Demander aux différents départements ministériels partenaires d'assurer un partage en interne des informations et documents relatifs au PNAFA	BSD / Coordonnateur	Continu
Informier et sensibiliser les différents acteurs du dispositif de S&E du programme sur l'importance de collecter et faire remonter à temps des informations de qualité	RSE/ UNC, URC, CTR, OPA, CNOP-G	Continu
Apporter un suivi et un coaching rapproché des OPA en matière de passation des marchés, comptabilité, gestion financière de base et de S&E.	UNC, URC, CNOP-G	Continu
Réviser les TDR des différentes parties prenantes afin de clarifier les rôles et responsabilités de chacune	BSD / UNC / CNOP-G	Mars 2016
Evaluer périodiquement la mise en œuvre des TDR	BSD / UNC / CNOP-G	Semestriellement
Elaborer une stratégie de consolidation des acquis, de désengagement du programme et d'autonomisation des OPA dans les régions de MG/GF et HG en donnant la priorité aux actions de mise en valeur (production, transformation et commercialisation)	BSD / PNAFA CNOP-G	Juin 2016
Poursuivre le géo-référencement de toutes les réalisations du programme	RNSE, UNC	Février 2016
Elaborer et faire approuver un PTBA pour 2016 et 2017 en fonction de l'état précis des reliquats par source de financement (dons FIDA, OFID, remboursement BG, contribution Gouvernement et bénéficiaires)	UNC, URC/ CNOP-G, MA/ FIDA /	Février 2016
Sensibiliser les OPA sur l'intérêt d'un SSE au niveau même des organisations (faitière ou non) et recycler les agents chargés de la collecte des données sur le terrain	PNAFA, CNOP-G	Mars 2016
Travailler en synergie avec le BSD pour arrêter des indicateurs communs et des outils de collecte standardisés pour mesurer le degré de contribution du PNAFA dans la mise en œuvre de la politique nationale de développement agricole	RNSE, BSD	Continu
Contribuer à la mise en place d'un système intégré de S&E national au sein du Ministère de l'Agriculture	PNAFA/ BSD/ FIDA	Juin 2016
Partager les informations et analyses tirées du Système de suivi évaluation avec tous les acteurs sur le terrain jusqu'au niveau groupement	RNSE, UNC, URC, CNOP-G- CTR	Immédiat et Continu
Réviser le cadre logique et désagréger les valeurs cibles et résultats par région et date d'achèvement	RSE, URC,	Immédiat et continu
Poursuivre le processus d'évaluation des effets et impacts du PNAFA en partenariat avec les STE (BSD, ANPROCA, ANASA) en vue de préparer le RAP	RNSE, UNC, BSD	Immédiat et continu
Répéter les enquêtes d'impact (SYGRI et Enquête socio-économique) à l'achèvement dans les régions de MG, GF et HG	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017
Réaliser des enquêtes thématiques dans le cadre de la revue d'achèvement du programme (RAP)	RNSE, UNC, BSD	Avril 2017
Partager les conclusions de l'Etude sur le Genre avec les points focaux Genre des OPA et lors des Collèges de femmes ainsi qu'avec tous les autres partenaires pour la mise en application des recommandations	UNC, CNOP-G	Immédiat et continu
Intégrer la réflexion menée par les Collèges des femmes au sein des mini-CAR et CAR et renforcer leur capacité de négociation et de mobilisation des ressources permettant ainsi de financer les micro-projets issus de leurs Plans d'action.	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP-G/CTR/OPA	Juin 2016
Poursuivre la sensibilisation quant à la prise en compte du genre à tous les niveaux et dans toutes les activités et plus particulièrement pour remplir le quota d'au moins 30% de femmes dans les instances de décisions	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP-G/CTR/OPA	Continu
Introduire des fiches de présence indiquant l'âge du participant, et permettant de recenser également les jeunes (hommes/femmes)	RNSE, URC, CTR, OPA	Immédiat et continu
Réaliser une étude diagnostic sur les différentes modalités d'appui à l'installation des jeunes, évaluer leur efficacité et viabilité, élaborer et partager avec les différents acteurs une stratégie harmonisée d'appui à l'insertion durable des jeunes	UNC, CNOP-G, BSD, DNA, CNA-G	Juin 2016

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Faciliter une réflexion critique avec les cellules de S&E, les STE et la CNOP-G pour tirer les leçons positives comme négatives de l'exécution	Responsable Genre/ GdS/Visibilité	Immédiat et continu
Concentrer désormais les actions d'information et de communication du PNAFA sur les résultats du programme	RGCGSV/ RNSE, UNC, BSD/ CNOP-G/ URC	Continu
Intégrer la réflexion menée par les Collèges des femmes au sein des mini-CAR et CAR et renforcer leur capacité de négociation et de mobilisation des ressources permettant ainsi de financer les micro-projets issus de leurs Plans d'action.	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP-G/CTR/OPA	Juin 2016
Poursuivre la sensibilisation quant à la prise en compte du genre à tous les niveaux et dans toutes les activités et plus particulièrement pour remplir le quota d'au moins 30% de femmes dans les instances de décisions	RGCGSV/ UNC/ URC/ CNOP-G/CTR/OPA	Continu
Faciliter une réflexion critique avec les cellules de S&E, les STE et la CNOP-G pour tirer les leçons positives comme négatives de l'exécution	Responsable Genre/ GdS/Visibilité	Immédiat et continu
Introduire la petite mécanisation surtout pour la transformation des produits agricoles (presses à huile avec un dispositif de traction (environ 25 à 30 millions par unité, mini-rizerie, labellisation du riz et son emballage de qualité)	URCs / CTR-CNOPG	2016
Appuyer les fédérations et unions de production de maïs et de cultures maraichères	URCs / CTR-CNOPG	2016
<u>Gestion administrative</u> Procéder au recrutement immédiat d'un comptable pour l'URC de la Guinée Forestière et voir entre-temps si on peut leur affecter temporairement en interne un comptable de l'UNC ou de l'une des URCs	Coordonnateur / RAF / URC	au plus tard le 15/03/2016
<u>Contrôle interne</u> Application effective du manuel de procédures administratives comptables et financières par l'ensemble des responsables du PNAFA et, pour les OPA et les CTR, du manuel fiduciaire simplifié.	Coordonnateur/RAF /URC OPA et CTN/CTR	Continu
Application stricte des dispositions des manuels de procédures notamment en matière de vérification des DRF par l'UNC et l'URC.	Coordonnateur/RAF/ Comptables URC	Continu
<u>Comptabilité.</u> Tenir une comptabilité exhaustive par la CNOP-G et ses démembrements, les OPA retraçant toutes les transactions sur ressources propres et externes.	OPA/ CNOPG /	Continu
<u>Fonds de garanties ou fonds de commercialisation</u> Mise en place d'un cadre conventionnel fixant les conditions et mécanismes appropriés d'utilisation (dépôt en garantie ou utilisation comme ligne de crédit);	Coordo/ CNOP-G /OPA	Avril 2016
Production par les OPA de la situation des fonds de garantie ou fonds de commercialisation reçus ainsi que le recouvrement auprès des unions des crédits accordés directement d'une part, ainsi que la situation des crédits octroyés aux membres des OP par les institutions financières qui ont reçu un fonds de garantie.	OPA/ CTR /CNOP-G / RAF	29/02/2016
<u>Crédit intrant</u> Production de la situation du crédit intrant par chaque OPA bénéficiaire;	OPA/CTR / RAF	29/02/2016
Eviter tout détournement d'objectif du crédit intrant notamment grâce à une sensibilisation, et un renforcement du contrôle interne ainsi qu'un système de sanction approprié.	OPA/CTR / URC	Continu
<u>PTBA.</u> Respect de la programmation établie dans le processus d'élaboration et d'approbation du PTBA afin de permettre la mise en œuvre des activités en début d'année.	OPA/ Coordonnateur / RSE/RAF	Continu
<u>Gestion du personnel</u> Procéder à l'évaluation de tout le personnel avant tout renouvellement de contrat 2016.	BSD/ Coordonnateur/ RAF/ URC	29/02/2016

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
<u>Compte désigné don 8091</u> Procéder au remboursement sur le compte désigné du don 8091 du préfinancement fait au don 8118 arrêté à 1 714 623 017 FG.	Coordonnateur/RAF	Immédiat
<u>Décaissement don 8091</u> La mission recommande la régularisation entre les catégories I et V par l'imputation des dépenses de génie civil par le transfert de 925 512 DTS de la catégorie V à la catégorie I.	UNC / FIDA	Immédiat
<u>Prêt OFID</u> Compte tenu des activités engagées, obtenir de l'OFID une suite à la requête relative à la prorogation de la date d'achèvement jusqu'en fin 2017 et son extension géographique (don 8091).	MEF/ FIDA	29/02/2016
<u>Dépenses non éligibles</u> Mise en place d'un dispositif de vérification effective et efficace des DRF des OPA Remboursement des dépenses non-éligibles par les OPA et les CTR/CTN	RAF/Comptables URC	Continu
<u>Fonds de contrepartie</u> Appliquer la procédure d'exonération des taxes afin de permettre la prise en compte de la contrepartie nationale.	Coordonnateur/ RAF CNOGP	Immédiat
<u>Passation de marchés</u> Recruter chaque fois que de besoin un consultant spécialisé en passation de marchés pour les régions MG, HG, GF Recruter un spécialiste en passation des marchés pour la BG-Faranah, Mettre en conformité le manuel fiduciaire simplifié de passation des marchés des OPA avec les dispositions relatives aux seuils de passation des marchés du FIDA.	UNC	Immédiat
Réaliser une étude diagnostic les différents modes de mobilisation de ressources internes au niveau des groupements et capitaliser les approches pouvant être mises à l'échelle des filières Faciliter une réflexion sur le problème de faible recouvrement des fonds intrants, étudier les différents dispositifs de gestion de ces fonds mis en place (conditions d'octroi et de remboursement) et proposer des solutions viables	Coordonnateur	28/02/2016
Sensibiliser de manière intensive les membres des OPA sur l'importance du réinvestissement d'une partie des bénéfices dans leurs activités économiques Elaborer et institutionnaliser la production de comptes d'exploitation annuels au niveau de tous les producteurs comme outil central de leur système de gestion et de S&E des OPA Renforcer les groupes cibles dans leurs capacités techniques de production, stockage, post-récolte (appui-conseil de proximité au cours de la mise en valeur des investissements) Préparer et diffuser largement la stratégie de désengagement du Programme dans l'accompagnement des OPA et de la CNOP-G.	Coordonnateur / URC Coordonnateur /RAF / OPA	28/02/2016 Immédiat
Assurer une prise en charge dégressive des techniciens des zones, points focaux genres, conseillers agricoles rendant des services aux OPA sur le terrain.	RNSE, CNOP-G	Fin mars 2016
Assurer la prise en charge des autres cadres de la CNOP-G, des CTR et des OPA (Coordinateurs, Comptables, SE, chargés de Formation, de Commercialisation) par leur propres institutions et à travers des frais de gestion selon un niveau à convenir en fonction des activités à exécuter.	RNSE, BDS, CNOP-G, Chambre nationale de l'agriculture CNOP-G, CTR, ANPROCA CNOP-G, CTR, ANPROCA OPA, STE, URC, CTR	Fin mars 2016 Continu Continu Continu
	UNC/MA	Février 2016
	CNOP-G	Immédiat et continu
	CNOP-G, OPA	Immédiat et continu

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Poursuivre l'alphabétisation fonctionnelle compte tenu de son impact sur l'amélioration des capacités des producteurs et élaborer un plan de suivi de sa mise en œuvre.	OPA / CTR	Immédiat et continu
Exiger des OPA le recouvrement intégral des crédits intrants échus et, le cas échéant, l'OPA fautive ne bénéficie plus d'appuis de la CNOP-G.	CNOP-G / PNAFA/ OPA	Mars 2016
Veiller à une mobilisation effective de la contribution des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités sur le terrain en évitant de programmer plusieurs activités au même endroit ce qui pénalise les bénéficiaires	OPA / CTR/ CNOP-G / URC	Immédiat et continu
Capitaliser et mettre à l'échelle les expériences réussies de pérennisation identifiées au niveau des groupements et unions	BSD / PNAFA /CNOP-G	Immédiat et continu
Mettre en place un plan opérationnel de suivi post-formations au niveau des OPA	CTR / URC	Immédiat
Poursuivre la formation et la vulgarisation des pratiques de compostage au niveau des filières pomme de terre, maïs et maraichage.	OPA/ URC/ CTR	continu
Prévoir dans les DAO des travaux d'infrastructures (aménagement de bas-fonds et réhabilitation des pistes), le reboisement des zones d'emprunts par les entreprises adjudicataires.	OPA/ PNAFA	immédiat
Promouvoir la pratique de l'Agroforesterie par les OPA bénéficiaires du projet (plants à croissance rapide comme l'acacia)	OPA/ PNAFA /CNOP-G	Immédiat
Prendre contact avec la Cellule d'Etudes Environnementales du MEEF pour une meilleure connaissance des actions environnementales à développer au niveau du Programme, entre autres l'accès au marché libre du carbone en faveur des plantations de palmier et d'hévéa en Guinée Forestière ainsi que les forêts destinées à réhabiliter les sites aménagés (bas-fonds, pistes).	PNAFA/ BSD/ CNOPG/	Février 2016
Prendre contact avec la Direction Nationale de la Météorologie pour la vulgarisation de pluviomètres paysans en Haute Guinée	UNC	Mars-avril 2016
Conduire des études d'impact environnementales et sociales (EIES) au niveau du Programme.	UNC / OPA	Immédiat et continu
Sensibiliser les OPA sur la nécessité de faire construire des ouvrages de contrôle et de maîtrise de l'eau.	DNGR /BSD /PNAFA	Mai 2016
Contacteur les autorités locales en vue d'organiser le déplacement des décharges d'ordures au voisinage des périmètres maraichers afin de les mettre dans des zones inaccessibles par les crues	URCs / OPA	Continu
Organiser le nettoyage des périmètres pollués et prévenir toute pollution ultérieure	OPA / CTR	Immédiat et Continu
Sensibiliser les exploitants quant à la nécessité de ne pas procéder à l'incinération des sachets plastiques mais de les stocker plutôt dans un endroit sécurisé en vue d'un recyclage ultérieur.	OPA/ URC /CTR	Immédiat et Continu
Veiller à ce que seuls les produits homologués FAO/OMS soient utilisés par les OPA bénéficiaires	SNPVDS / UNC, CAN URC, CTR	Continu
Vulgariser les techniques de culture antiérosive dans les périmètres à forte pente.	OPA/ URCs/ CTR	Continu

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 31.12.15

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
Composante A: Appui aux Organisation professionnelles Agricoles									
Sous Composante A1: Appui institutionnel aux OPA									
1	Elaboration et/ou réactualisation des plans de développement des filières	nbre	6				6	6	100,00
2	Elaboration et/ou réactualisation des plans d'orientation et d'action des fédérations et unions (POA)	nbre	57	66		0,00	57	176	32,39
3	Réalisation d'une étude diagnostique des OPA	nbre	1				1	2	50,00
4	Réalisation d'une étude de marché	nbre	1				1	1	100,00
5	Formation en technique de négociation, plaidoyers et leadership	nbre	130				130	500	26,00
6	Organisation d'ateliers d'auto-évaluation participatifs des conventions (CNOP-G et OPA)	nbre	4				4	6	66,67
7	Participation aux foires organisées dans la sous-région	nbre	3				3	10	30,00
8	Organisation d'ateliers de structuration d'OPA	nbre	1				1	4	25,00
9	Organisation d'ateliers de stratégie mobilisation ressources OPA	nbre	2				2	6	33,33
10	Organisation atelier national d'harmonisation des outils et de la démarche d'accompagnement des OPA	nbre	1				1	1	100,00
11	Appui à l'organisation des sessions des CAR	session	20	3	1	33,33	21	36	58,33
12	Appui à l'organisation des sessions des CAI	session	11	2	1	50,00	12	18	66,67
13	Organisation d'une AG au profit des OPA membres de la CNOP-G	session	1				1	9	11,11
14	Organisation de sessions de CA au profit des OPA membres de la CNOP-G	session	3				3	19	15,79
Appui au collège des femmes							0		
15	Organisation d'ateliers de concertation du Collège national des femmes	nbre	2				2	6	33,33
16	Appui à l'élaboration de plans d'action du collège des femmes au niveau des régions et au niveau national	nbre	3				3	8	37,50
17	Organisation des réunions de concertation du collège régional des femmes pour la sensibilisation des groupements féminins et la validation du plan d'action biennuel des activités	nbre	16	5		0,00	16	28	57,14
18	Confection de dépliants, posters, livrets et bannières pour la visibilité des actions de la CNOP-G	lot	2				2	6	33,33

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
19	Réalisation d'une étude diagnostique des unions membres des OPA partenaires du PNAFA	nbre	1				1	1	100,00
20	Organisation de missions de suivi et d'appui technique aux OPA par la CTN et les CTR	nbre	114	16		0,00	114	324	35,19
21	Organisation d'une enquête sur la situation des groupements de base affiliés aux fédérations bénéficiaires du PNAFA	nbre	1				1	1	100,00
22	Recrutement Conseillers de zone						0		
23	Recrutement des conseillers de zones et des chargées des questions genre en faveur des CTR/CNOP-G	nbre	47	7		0,00	47	47	100,00
	Acquisition d'équipements						0		
24	Acquisition de véhicules tout terrain en faveur de la CNOP-G	nbre	7				7	7	100,00
25	Acquisition de motos tout terrain en faveur de la CNOP-G et ses démembrements	nbre	76	10		0,00	76	76	100,00
26	Acquisition de kits solaires en faveur des OPA	lot	9				9	9	100,00
	Construction sièges CTR/CNOP-G						0		
27	Etudes, contrôles et supervisions des travaux	nbre	3	1		0,00	3	4	75,00
28	Travaux de construction/réhabilitation	nbre	2,5	1		0,00	2,5	4	62,50
29	Equipped des bureaux des CTR/CNOP-G	nbre	2	1		0,00	2	4	50,00
	Formation/structuration des groupements/unions						0		
30	Former les élus des nouveaux groupements et unions sur les principes de fonctionnement, rôle et responsabilité, gestion d'une OPA	nbre	1648	795		0,00	1648	25 000	6,59
31	Former les techniciens des CTR/CNOP-G sur l'approche Accompagnement des Dynamiques des Organisations paysannes (ADOP) élaboration des POA et PO	nbre	30				30	59	50,85
32	Appuyer la mise en place, l'organisation et la structuration de nouveaux groupements, unions, coopératives et fédérations	nbre	1171	222		0,00	1171	2400	48,79
33	Organiser des séances de sensibilisation sur la représentativité des femmes au sein des instances de prise de décision en faveur des OPA	nbre	2				2	20	10,00
34	Organiser des ateliers régionaux de formation sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR)	nbre	2				2	7	28,57
35	Former les Comptables de la CNOP-G et des OPA en Sage SAARI 100 (Immobilisation, Paie et Commercialisation)	nbre sessions	1				1	2	50,00

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré-évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
36	Confection des calendriers et agendas	lots	2				2	6	33,33
37	Organiser des ateliers pour la relecture de la loi L014 régissant les groupements économiques à caractère coopératifs et les mutuelles à caractère non financiers et les coopératives en vue de proposer un projet d'amendement	nbre	1				1	2	50,00
38	Favoriser des stages de perfectionnement des jeunes diplômés des institutions de formation	nbre	8				8	120	6,67
39	Organiser des voyages d'études et d'échanges sur la valorisation des filières agricoles à l'étranger	nbre	0				0	10	0,00
40	Créer et animer un site web pour le compte de la CNOP-G	nbre	1				1	1	100,00
41	Produire et éditer un Bulletin d'Informations "Guinée Paysanne" de la CNOP-G (par trimestre)	nbre	2				2	16	12,50
42	Procéder à la capitalisation, de la démarche de structuration et de professionnalisation des OPA en Guinée	nbre	1				1	1	100,00
43	Produire un film documentaire sur les activités de la CNOP-G	nbre	1				1	1	100,00
44	Réaliser le diagnostic institutionnel participatif (DIP) des fédérations et unions non fédérées membres de la CNOP-G	nbre	2	1		0,00	2	2	100,00
Taux moyen d'exécution Appui institutionnel aux OPA						6,41			55,73
Sous Composante A2: Appui économique aux OPA									
1	Organisation des sessions des mini CAR (auto-évaluation et planification)	session	75	8	1	12,50	76	132	57,58
Renforcement des capacités des fédérations, unions et groupements							0		
2	- Formation des membres d'OPA	nbre	14 536	680		0,00	14536	52 000	27,95
3	- Alphabétisation fonctionnelle	nbre	3 672	350	200	57,14	3872	5 000	77,44
4	- Visites d'échanges d'expériences	pers	2 751				2751	3 200	85,97
5	- Formation membres comités de gestion d'infrastructures	nbre	65	88		0,00	65	3000	2,17
Importation et production de semences:							0		
6	- semences de riz	tonnes	28,15				28,15	50	56,30
7	- semences de maïs	tonnes	2,2				2,2	5	44,00
8	- semences de pomme de terre	tonnes	933				933	2000	46,65
9	- semence d'oignon	kg	1 822,00				1822	2000	91,10
10	-Semences d'échalotes	tonnes	50				50	50	100,00
11	- semenceaux d'igname	nbre	200 000				200000	200000	100,00

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
12	- Semences maraichères (tomate, aubergine, piment)	kg	45				45	270	16,67
Acquisition de graine de palmier à huile et d'hévéa:							0		
13	- graines germées de palmier à huile	nbre	170 000				170000	170 000	100,00
14	- graines d'hévéa	nbre	250 000				250000	250 000	100,00
15	- plants greffés d'hévéa	nbre	20 000				20000	20 000	100,00
16	Appuyer la mise en place des pépinières de cultures pérennes (palmiers à huile et hévéa)	nbre	42				42	42	100,00
17	Appuyer la mise en place des pépinières de semenceaux d'igname	nbre		5		0,00	0	16	0,00
Appui à l'approvisionnement en intrants et petits outillages agricoles:							0		
18	- Engrais divers (NPK, Urée Technique, etc.)	tonnes	1 642,00				1 642	2 000	82,10
19	- Produits phytosanitaires	litre	27 660	28 000	21 000	75,00	48 660	50 660	97,32
20	- Fongicides	kg	0	500	500	100,00	500	500	100,00
21	- Sacs d'emballage	unités	225 894				225 619	631 354	35,78
Acquisition d'équipements:							0		
22	- Equipements légers (brouettes, arrosoirs, pelles, râteliers, cageots emboîtables....)	nbre	15 619	1 000		0,00	15 619	24 000	65,08
Equipements moyens							0	300	0,00
23	- Motoculteurs	nbre	1				1	1	100,00
24	- Motopompes petits modèles	nbre	10				10	25	40,00
25	- Presse à huile	nbre	3				3	3	100,00
26	- Machine extraction huile palmiste	nbre	1				1	1	100,00
27	- Décortiqueuse à riz	nbre	2				2	10	20,00
27	- Moulins	nbre		7		0,00	0	7	0,00
28	- Tricycle motorisé	nbre	10	4		0,00	10	14	71,43
29	- Bascules	nbre	0				0	10	0,00
31	Appui aux jeunes agriculteurs	nbre	30	10	0	0,00	30	100	30,00
32	Producteurs ayant accès aux intrants	nbre	49 836	4 977	0	0,00	49836	70 000	71,19
33	Mise en place fonds de garantie pour la commercialisation en faveur des OPA	nbre	2	3		0,00	2	8	25,00
Etudes et enquêtes							0		
34	Réalisation d'enquêtes de référence sur les bas-fonds à aménager et/ou à réhabiliter	nbre	13	1		0,00	13	20	65,00
35	Réalisation d'enquêtes de référence sur les pistes à réhabiliter	nbre	6				6	8	75,00

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
36	Réalisation d'études de faisabilité pour les travaux d'aménagement et/ou réhabilitation de bas-fonds/plaines	nbre	11	2		0,00	11	20	55,00
37	Réalisation des études techniques pour les travaux de réhabilitation de pistes et de construction d'ouvrages de franchissement	nbre	12	1		0,00	12	14	85,71
38	Réalisation d'études de faisabilité pour les travaux construction de magasins de stockage	nbre	31	3		0,00	31	239	12,97
39	Réalisation d'études de faisabilité pour les travaux de construction d'aires de séchage/battage	nbre	1	2		0,00	1	3	33,33
40	Réalisation d'études de faisabilité pour les travaux de construction d'étales de ventes	nbre	1				1	1	100,00
41	Réalisation d'études de faisabilité pour les travaux de construction de forage sur les périmètres maraichers	nbre		1		0,00	0	2	0,00
Travaux							0		
42	Travaux de construction de magasins de stockage/hangar-écoles	nbre	25	16		0,00	25	239	10,46
43	Travaux d'aménagement et de réhabilitation de bas-fonds	ha	75	296,1	52,1	17,60	127,1	2026	6,27
44	Travaux de réhabilitation des pistes rurales	km	52	14,33		0,00	52	290	17,93
45	Ouvrages de franchissement	ml	138	52		0,00	138	550	25,09
	- Nombre de ponts réalisés (7)						0		
	- Nombre de dalots réalisés (49)						0		
46	Travaux de construction aires de battage et de séchage	nbre	9	17		0,00	9	47	19,15
Construction sièges OPA							0		
47	Etudes, contrôles et supervisions des travaux	nbre	6	1		0,00	6	11	54,55
48	Travaux de construction/réhabilitation	nbre	4	5		0,00	4	11	36,36
Mise en place Comités Gestion infrastructures et Formation de membres (magasins, pistes, aménagements)									
49	- Mise en place comités villageois d'entretiens des pistes (CVEP)	nbre	7	9		0,00	7	42	16,67
50	- Mise en place comités de gestion des magasins de stockage	nbre	14	5		0,00	14	239	5,86
51	- Mise en place comités de gestion des périmètres aménagés	nbre	6				6	403	1,49
Taux moyen d'exécution Appui économique aux OPA						6,56			51,24
Taux moyen d'exécution Composante A: Appui aux OPA						6,48			53,49
Composante B: Appui aux services publics et à la Finance rurale									
Sous Composante B1: Appui institutionnel aux services publics									
1	Elaboration et signature de conventions avec les services publics au niveau national et régional	nbre	64	21		0,00	64	246	26,02

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré-évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
2	Acquisition de matériels informatiques	lots	1	1		0,00	1	2	50,00
3	Acquisition des motos en faveur des services techniques	nbre	21	19		0,00	21	30	70,00
4	Mise à disposition des véhicules des anciens projets (PRODAD, PRADEL et PPDR-HG) du MA	nbre	18				18	18	100,00
5	Achat nouveaux véhicules en faveur des Services technique du MA	nbre		1		0,00	0	2	0,00
Taux moyen d'exécution appui institutionnel aux Services publics						0,00			49,20
Sous Composante B2: Appui à la Finance rurale									
1	Mise en place d'une ligne fond de garantie crédit en faveur de la FPDF (580 000 USD)	nbre	1				1	1	100,00
2	Réalisation de l'audit des ASF	nbre	2	1		0,00	2	6	33,33
3	Recrutement d'un opérateur spécialisé	nbre	3				3	6	50,00
4	Recrutement et mise en place d'une assistance technique au profit de l'opérateur ASF	nbre	1	1		0,00	1	2	50,00
5	Acquérir de motos tout terrain en faveur des ASF	nbre	32	25		0,00	32	32	100,00
6	Organisation d'un atelier national sur la microfinance	nbre	1				1	1	100,00
Taux moyen d'exécution Appui à la Finance rurale						0,00			72,22
Taux moyen d'exécution Composante B: Appui aux Service publics et à la Finance rurale						0,00			60,71
Composante C: Coordination, Suivi évaluation et Gestion des savoirs									
Sous Composante C1: Coordination									
1	Renforcement des capacités des cadres du PNAFA et autres partenaires	h/j	819				819	1890	43,33
2	Organisation sessions Comité de pilotage	nbre	6	2	1	50,00	7	12	58,33
3	Organisation des réunions techniques mensuelles semestrielles et annuelles	nbre	31	15	8	53,33	39	77	50,65
4	Travaux de construction/rénovation des sièges UNC et URC	nbre	2	2		0,00	2	2	100,00
5	Recrutement du personnel PNAFA-BGF et UNC	nbre		1	1	100,00	1	1	100,00
6	Appui à l'organisation des missions de supervision et de suivi du FIDA	nbre	5	1	1	100,00	6	12	50,00
7	Organisation de la mission de revue à mi-parcours	nbre	0	1		0,00	0	1	0,00
8	Organisation des rencontres trimestrielles entre l'UNC et les URC	nbre	3	4	1	25,00	4	20	20,00
9	Organisation des rencontres de concertation trimestrielle entre l'UNC et le CA de la CNOP-G	nbre	2	4	1	25,00	3	20	15,00

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
10	Organiser l'atelier de démarrage du PNAFA BGF	nbre		1	1	100,00	1	1	100,00
Taux moyen d'exécution Coordination						56,67			53,73
Sous Composante C2: Communication, Gestion des savoirs et Visibilité									
1	Création et animation du site web du PNAFA	nbre	1				1	1	100,00
2	Confection d'un annuaire des acteurs des filières promues par le PNAFA	nbre	1				1	1	100,00
3	Mise en place et informatisation des salles de documentation des URC du PNAFA	nbre	2				2	5	40,00
4	Confection des calendriers et agendas	lots	4	1		0,00	4	6	66,67
5	Edition et publication d'un bulletin d'information sur le PNAFA	nbre	0	1		0,00	0	6	0,00
6	Elaboration et signature des conventions avec les radios rurales	nbre	6	10	8	80,00	14	30	46,67
7	Assurer la couverture médiatique des principales activités du PNAFA avec la RTG et les radios privées	nbre	13	1	1	100,00	14	18	77,78
8	Réaliser l'étude sur la prise en compte de l'aspect genre dans les activités du PNAFA	nbre		1	1	100,00	1	1	100,00
9	Organiser les missions de suivi sur le terrain	nbre	2	12	1	8,33	3	6	50,00
Taux moyen d'exécution Communication						48,06			64,57
Sous Composante C3: Gestion administrative, financière et comptable									
1	Mise en œuvre des procédures de gestion administrative, financières et comptables	nbre	1				1	1	100,00
2	Réalisation de l'audit financier annuel des comptes du PNAFA	nbre	4	1		0,00	4	6	66,67
Acquisition d'équipements en faveur du PNAFA et partenaires									
3	- véhicules	nbre	13	2		0,00	13	18	72,22
4	- motos	nbre	25	1		0,00	25	35	71,43
5	- équipements divers (matériels informatiques et bureautiques)	lot	5	1	1	100,00	6	12	50,00
6	- Groupe électrogène	nbre	4				4	5	80,00
7	Contrat avec société de gardiennage en faveur de l'UNC	nbre	4	1	1	100,00	5	6	83,33
Taux moyen d'exécution Gestion Admin. Fin. et Comptable						40,00			70,61
Sous Composante C4: Suivi Evaluation									
1	Mise en place du Système de suivi évaluation	nbre	1				1	1	100,00
2	Réalisation de l'enquête socio-économique de référence	nbre	2				2	2	100,00
3	Réalisation enquêtes SYGRI	nbre	1				1	2	50,00
4	Réalisation d'enquêtes spécifiques/études	nbre	2	2		0,00	2	4	50,00

N°	Activités	Unité	Cum. réalisation antérieure (2011-2014)	PTBA 2015			Cum. réalisation	Objectif lors de la pré- évaluation	% réalisation Projet
				Prévision	Réalisation	% PTBA 2015			
5	Formation des cadres et partenaires en suivi-évaluation	h/j	145	80	80	100,00	225	250	90,00
6	Organisation d'une mission d'appui extérieur en SE	nbre	3				3	4	75,00
7	Mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG)	nbre	1				1	1	100,00
8	Organisation des sessions de formation/recyclage sur le Suivi-Évaluation en faveur des cadres et partenaires	session	5	1	1	100,00	6	12	50,00
9	Assurer la mise en œuvre du SSE sur le terrain	nbre	1				1	1	100,00
10	Assurer la gestion et la maintenance de la base de données du SE	nbre	1				1	1	100,00
11	Organiser des ateliers nationaux d'auto-évaluation	nbre		1		0,00	0	6	0,00
12	Réaliser des missions de suivi sur le terrain	nbre	22	14	3	21,43	25	36	69,44
13	Elaborer les PTBA du PNAFA	nbre	5	1		0,00	5	8	62,50
14	Elaborer les rapports semestriels et annuels du PNAFA	nbre	8	2	1	50,00	9	12	75,00
Taux moyen d'exécution Suivi-évaluation						38,78			73,70
Taux moyen d'exécution Composante C: Coordination, Suivi évaluation et Gestion des savoirs						45,87			65,65
Taux global de réalisation						17,87			59,95

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5 A: Performance financière par bailleur de fonds (en milliers d'USD) au 31/12/2015

Bailleur de fonds	Approuvé	Actuel	Décaissé	% décaissé
Prêt du FIDA N° 589-GN*	13 300 000,00	14 580 333,00	8 220 531,24	61,81
Don du FIDA N° G-I-DSF-8064-GN	8 700 000,00	8 995 680,00	8 898 146,00	98,92
Don du FIDA N°G-I- DSF-8091-GN	9 100 000,00	8 867 075,00	5 990 220,82	67,84
Gouvernement Guinéen	9 244 000,00	9 244 000,00	556 700,00	6,02
Prêt de l'OFID N° 1429 P	10 000 000,00	10 000 000,00	4 078 372,54	40,78
Bénéficiaires	4 075 000,00	4 075 000,00	161 200,00	3,96
Total	54 419 000,00	55 762 088,00	27 905 170,60	51,28

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 29/01/2016

Composante	Prêt FIDA 589-GN			Don FIDA G-I-DSF-8064-GN			Don FIDA G-I-DSF-8091-GN			Gouvernement Guinéen			Prêt OFID 1429P			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%	Prévu	Effectif	%
A1 Renforcement CNOP-G	1 022,2	255,2	25%	515,3	460	89%	1 390,8	258,7	19%	287,1	0	0%	0	0	0%	0,0	0	0	3 215,4	973,9	30%
A2 Activités éconóm OPA	3 579,1	3 382,3	95%	4 734,3	4 412,0	93%	1 815,0	2 844,0	157%	5 002,4	0	0%	0	0	0%	2 617,4	0	0%	17 748,2	10 638,3	60%
A3 Infrastructures et équipmt	2 099,3	154,3	7%	189,2	0	0%	3 113,4	0	0%	2 516,6	0	0%	10 000	4078,37	41%	1 417,8	161,2	11%	19 336,3	4 393,9	23%
B1 Appui services publics	632,4	0,0		724,4	0	0%	369,1	0	0%	320,3	0	0%	0	0	0%	7,8	0	0%	2 054,0	0,0	0%
B2 Dvpt services spécifiques	36,7	0,0		827,9	163,7	20%	0,0	0	0%	7,4	0	0%	0	0	0%	0,0	0	0%	872,0	163,7	19%
B3 Consolidation des ASF	414,3	0,0		304,9	115,0	38%	1 144,1	500	44%	431,2	0	0%	0	0	0%	21,6	0	0%	2 316,1	615,0	27%
C1 Communicat° et savoirs	232,0	0,0	0%	111	105	95%	0,0	0	0%	5,0	0	0%	0	0	0%	0,0	0	0	348,0	105,0	30%
C2 Coordination et S & E	3 133,9	1 113,1	36%	1 293,0	3 642,8	282%	1 267,6	2 387,5	188%	674	556,7	83%	0	0	0%	10,4	0	0	6 378,9	7 700,2	121%
D PRODAD-GF(2002-2010)	2 150,1	3 315,6	154%	0	0	0	0,0	0	0%										2 150,1	3 315,6	0%
Total	13 300,0	8 220,5	62%	8 700,0	8 898,5	102,28%	9 100,0	5 990,2	65,83%	9 244,0	556,7	6,02%	10 000	4 078,4	41%	4 075,0	161,2	4%	54 419,0	27 905,5	51,28%

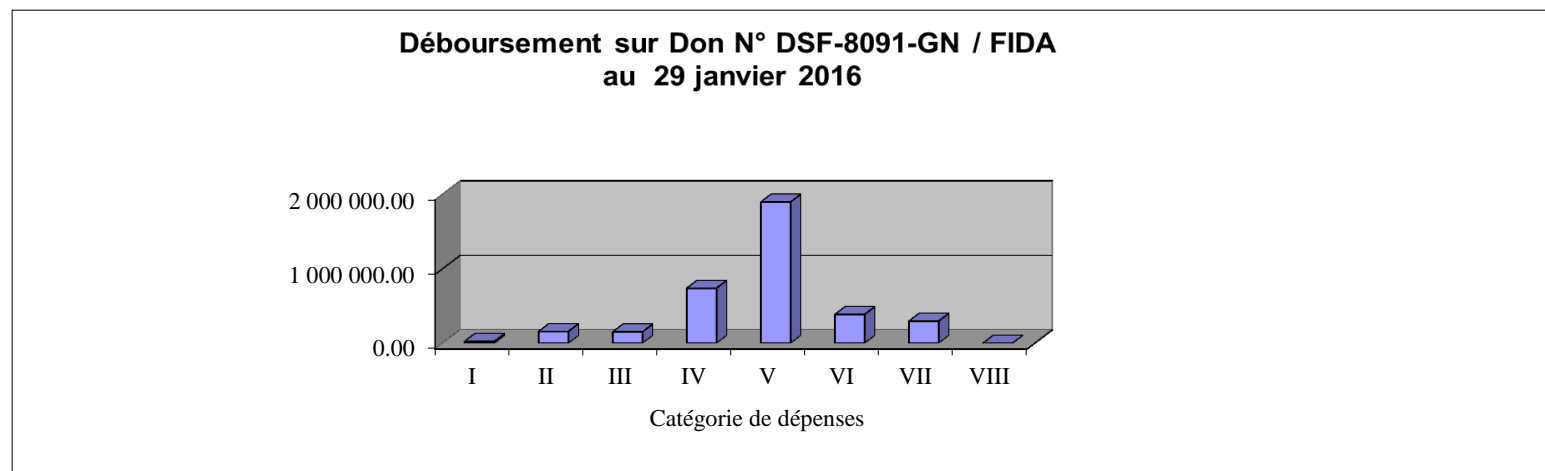
* le Prêt N°589-GN est clôturé au 31 mars 2013

Tableau 5C: Décaissements du don 8091: DTS au 29/01/2016

Catégorie	Désignation	Allocation initiale	Allocation révisée 2015	Décaissements DRF1 à 31	Solde	Décaissement en %
99Z	Coûts démarrage au Compte Désigné	0		333 816,98	-333 816,98	
I	Génie Civil et Rural	1 260 000,00	1 260 000,00	25 138,18	1 234 861,82	2,00%
II	Véhicules, matériel et équipements	840 000,00	840 000,00	158 621,64	681 378,36	18,88%
III	Formation, information, animation	810 000,00	810 000,00	152 014,06	657 985,94	18,77%
IV	Assistance technique et contrats de service	600 000,00	650 000,00	739 216,76	-89 216,76	113,73%
V	Convention avec les OPA	1 210 000,00	1 210 000,00	1 895 909,03	-685 909,03	156,69%
VI	Salaires et indemnités	320 000,00	320 000,00	386 410,98	-66 410,98	120,75%
VII	Frais de Fonctionnement	140 000,00	240 000,00	296 446,53	-56 446,53	123,52%
VIII	Non alloué	570 000,00	420 000,00	0,00	420 000,00	0,00%
TOTAUX		5 750 000,00	5 750 000,00	3 987 574,17	1 762 425,83	69,35%

NB: Les données de la balance sont obtenues par rapport à l'Allocation amendée

Comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs



NOTES EXPLICATIVES:

Conformément au Fax du FIDA en date du 20 octobre 2015, relatif à la demande de réallocation des catégories du Don FIDA N°DSF-G-I-8091-GN, les catégories surlignées en rouge ci-dessus ont été modifiées comme suit:

1-IV Assistance technique et contrats de service initialement doté de 600 000 DTS a été augmentée de 50 000 DTS soit au total 650 000 DTS.

2-VII Frais de Fonctionnement initialement dotée de 140 000 DTS a été augmentée de 100 000 DST, soit au total 240 000 DTS.

3-VIII Non alloué initialement doté de 570 000 a été diminuée de 150 000 DTS, soit au total 420 000 DTS.

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	Etat d'avancement/Date	Observations
Section 3.02	L'UNC prépare annuellement un projet de travail et de budget transmis au Fonds pour non objection	PTBA année suivante élaboré et validé par le FIDA	On note un retard consécutif dans l'approbation des PTBA; le dernier PTBA (2015) n'a été approuvés qu'en juillet de la même année.	<i>Disposition non respectée</i>
Section 3.03	Compte du Programme: l'agent principal du Programme ouvre et tient auprès d'un établissement bancaire acceptable pour le fonds un compte courant libellé en francs guinéens pour les opérations relatives au Programme	Au démarrage du Programme	Six (6) comptes ont été ouverts à ECOBANK, à savoir: - Compte d'opérations n° 0010144603517002 GNF au titre du Prêt 589 GN amendé en faveur de l'UNC/Conakry; (déjà clôturé) - Compte n° 0010144603517005 GNF au titre du Don DSF 8064 GN (en faveur de l'UNC/Conakry); - Compte n° 10010144603517001 GNF au titre de la contrepartie Etat (en faveur de l'UNC/Conakry); - Compte d'opérations n° 0010144603517003 GNF en faveur de l'URC/Labé; - Compte d'opérations n° 0010144603517004 GNF en faveur de l'URC/N'Zérékoré; - Compte n° 0010134601190702 GNF au titre du Don DSF 8091 GN	Disposition respectée
Section 3.05	L'Emprunteur prend en charge l'ensemble de droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au Programme en recourant à la procédure des chèques trésor série spéciale (CTSS)	Toute la durée du Programme	Les prestations des entreprises assujetties à la TVA sont payées hors taxes sur les fonds du FIDA	Disposition respectée
	L'Emprunteur effectue dès l'ouverture du compte du Projet un dépôt de fonds représentant sa part de contrepartie pour un montant global en francs guinéens équivalent à 50 000 USD pour le prêt et 200 millions pour le Don DSF 8091 GN		Ces montants ont été versés	Disposition respectée
	L'Emprunteur constituera annuellement le compte du Programme en y déposant les fonds de contrepartie tels qu'ils sont prévus dans le PTBA relatif à l'année du Programme considéré. Les fonds de contrepartie seront inscrits au Programme d'Investissement Public (PIP).		La contribution totale de contrepartie de l'Etat comptabilisée se chiffre à 3 897 010 977 GNF/ 556 716 USD sur une allocation de 5 000 000 USD, soit un taux d'exécution de 11%. La contribution en numéraire est de 1 536 500 000 GNF/219 500 USD et les taxes à 2 360 512 000 GNF/337 216 USD. Le PNAFA est inscrit pour le Programme d'Investissement Public (PIP) 2015 pour un montant total 3 000 000 000 GNF/ 428 571 USD.	<i>Disposition partiellement respectée</i>
	L'Agent principal du Programme soumet annuellement au Fonds des rapports d'activités sur l'exécution du Programme, prévus à la Section 8.03 (Rapport d'activités) des Conditions	Mars de chaque année	Depuis le démarrage du Programme, tous les rapports SYGRI ont été produits et transmis au FIDA dans les délais et approuvés par le FIDA.	Disposition respectée

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	Etat d'avancement/Date	Observations
	générales, dans les trois mois suivant la période considérée. Les rapports devront contenir des données détaillées sur les indicateurs SYGRI.			
	Le remboursement de tout montant non justifié relatif au compte spécial du prêt FIDA n° 589 GN, pour le PNAFA anciennement PRODAF-GF.	Montant 260529,07 USD à payer en décembre 2010	Le montant de 260529,07 dollars a été intégralement remboursé par le Gouvernement au compte spécial du PRODAF-GF le 16 mars 2011. Cf. Accord de Don n° DSF 8064 GN	Disposition respectée
Section 4.02	La mise à disposition en bon état de fonctionnement du mobilier, du matériel, des équipements et des véhicules du PNAFA anciennement PRODAF-GF et des bâtiments et équipement non reformés du PRADEL	Décembre 2010	Le matériel roulant et d'informatique concerné a été mis en bon état de fonctionnement. Le siège de l'URC de N'Zérékoré (en location) a été rénové. Le bâtiment principal du siège de l'URC de Labé a été rénové. Deux bâtiments, une (1) guérite et un (1) local pour groupe électrogène sont à rénover. Le terrain du siège a été clôturé et réceptionné provisoirement.	Disposition respectée
	La mise à jour du manuel de procédures administratives, financières et comptable du Programme	2013	Le manuel validé en décembre 2011 a été mis à jour au mois de décembre 2014, il tient compte de l'extension du PNAFA en Basse Guinée et dans la région administrative de Faranah.	Disposition respectée
Section 4.03	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3	En permanence	A l'issue de l'élaboration des PTBA, un plan de passation des marchés (PPM) est élaboré et validé; ce PPM tient compte du contenu du manuel de procédures actualisé et suivi de manière périodique.	Disposition respectée
Section 4.04	Les polices d'assurance couvrant les véhicules, le matériel et les travaux de génie civil financé au moyen du produit du prêt doivent être conformes à de saines pratiques commerciales.	En permanence	Véhicules et matériels assurés par le projet; travaux de génie civil assurés par les prestataires.	Disposition respectée
Section 4.05, Section 11.10b	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin	Tous les rapports d'audit des exercices écoulés (2011 à 2014) ont été transmis au FIDA dans les délais. Aucune observation majeure n'a été formulée par l'auditeur. Le rapport d'audit du prêt 589 GN (clôturé) pour la période de janvier à mars 2013 a été envoyé au FIDA le 31 octobre 2013. L'audit de l'exercice 2015 est en cours de préparation; le DAO a été lancé sur la base des TDR approuvés par le FIDA et le rapport de recrutement de l'auditeur est en cours de validation.	Disposition respectée
Section 4.06	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Juin/décembre	Les rapports semestriels et annuels (de 2011 à 2015) sont élaborés et transmis dans les délais;	Disposition respectée
Appendice 4, par 7	Le PTBA doit être soumis au FIDA pour examen et observations	Novembre	Tous les PTBA (de 2011 à 2015) n'ont été soumis au FIDA pour avis de non objection qu'en janvier de chaque année, en raison des retards accusés dans le processus de planification à la base.	Disposition non respectée
Appendice 4, par 8	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	2014	En raison de l'épidémie EBOLA, la revue à mi-parcours n'a pu être réalisée qu'en janvier 2016	Disposition non respectée

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

L'approche générale du PNAFA s'inscrit dans une dynamique d'apprentissage. Apprentissage pour: (i) les organisations professionnelles agricoles (OPA) à qui sont confiées des nouvelles responsabilités en tant que maîtres d'ouvrage délégué d'un programme national; (ii) les unités de coordination du programme qui doivent davantage jouer un rôle de coaching, d'appui-conseil, de suivi des OPA; ainsi que (iii) le ministère de tutelle qui doit reconnaître dans cette approche un moyen innovateur de mettre en œuvre sa politique agricole en ciblant directement les producteurs organisés.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Le PNAFA a innové dans différents domaines, dont notamment le dispositif d'auto-évaluation et planification participatif, le dispositif d'approvisionnement en intrants, le fonds de commercialisation, la mise en place d'un dispositif interne de multiplication et de diffusion de semences améliorées, et l'appui à l'installation de jeunes agriculteurs.

Dispositif d'auto-évaluation et planification participatif. Le PNAFA a mis à l'échelle le dispositif déjà utilisé par la CNOP-G pour identifier de manière participative les actions prioritaires à mener au sein de ses OPA membres. A travers le financement de l'organisation annuelle de mini-CAR (Conseil agricole régional d'auto-évaluation et de planification) au niveau d'une filière et des CAR au niveau régional il a permis de rassembler les différents acteurs des filières autour d'un plan d'orientation et d'action (POA) triennal. Il importe donc de garantir la pérennisation de ces cadres de concertation. Toutefois, ces plans étaient principalement guidés par les appuis pouvant être financés par le PNAFA uniquement. Il faudra donc améliorer la qualité des POA afin qu'ils deviennent de réel outil de travail approprié par chaque OPA, reflétant leur vision à moyen terme/leur trajectoire de développement, prenant en compte tous les différents acteurs de la chaîne de valeur et pouvant être proposé à différents partenaires techniques et financiers pour leur mise en œuvre.

Dispositif d'approvisionnement en intrants. Chaque OPA a mis en place un dispositif de recensement des besoins en intrants des producteurs individuels membres des groupements de base qui remontent ensuite jusqu'à la fédération. La mise à disposition par le programme d'un fonds de roulement pour assurer l'achat de ces intrants (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires et sacs d'emballage) localement ou à l'extérieur est une innovation. Toutefois, les conditions d'octroi de ces intrants ne semblent pas avoir été toujours bien exposées aux producteurs au démarrage (crédit remboursable en nature, en numéraire, subvention?); ainsi les taux de remboursement sont très variables (51% en moyenne, variant de 2 à 99%). Une analyse approfondie des différentes variantes de ce dispositif permettra de tirer les justes leçons et de recommander une approche harmonisée de pérennisation du fonds intrants mis à la disposition des OPA. Sa reconstitution, voire même son augmentation via un petit taux d'intérêt sur le crédit, permettrait de le pérenniser au sein même des faïtières.

Fonds de commercialisation. L'expérience de collaboration entre le Réseau d'assistance financière aux organisations communautaires (RAFOC) Guinée, la Fédération des unions de producteurs de riz de la Haute Guinée (FUPRORIZ-HG) et le PNAFA pour la gestion d'un fonds d'appui à la commercialisation est une adaptation de pratiques déjà adoptées par d'autres bailleurs. Considéré dans le document de programme comme un fonds de garantie, il constitue plutôt une ligne de crédit gérée par le RAFOC pour octroyer à des conditions concessionnelles (taux d'intérêt bonifié, garantie matérielle non requise, caution solidaire/garantie morale de la Fédération) des crédits aux Unions membres pour racheter à la récolte le riz à leurs producteurs membres, le stocker et le revendre avec une plus value en période de soudure. L'expérience est encore récente et peu généralisée pour être mise à l'échelle, mais une réflexion doit dès maintenant être menée afin de garantir la pérennité de ce fonds au service des OPA. Il faut donc pour cela que tous les crédits soient entièrement recouverts et que le programme à son achèvement puisse rétrocéder ces fonds à l'institution financière afin qu'elle poursuive ses services aux OPA à des conditions prédéfinies.

Mise en place d'un dispositif interne de multiplication et de diffusion de semences améliorées. Avec l'appui des services techniques de l'état, des pépinières villageoises ont été mises en place

notamment en Guinée Forestière pour la production de plants de palmiers à huile et hévéa. Cette fonction étant intégrée au niveau même des groupements, permettant de créer une nouvelle compétence et d'offrir un nouveau service au niveau des OPA, faciliter l'approvisionnement de proximité et de qualité en évitant d'acheter du tout venant, aussi bien pour servir les besoins des membres que des non membres contre rémunération. Là aussi, le manque de suivi et d'accompagnement durant ces deux dernières années n'a pas permis de mesurer les résultats de cette activité ni son potentiel de réplication.

Appui à l'installation des jeunes. La stratégie définie par la CNOP-G en 2012 visait à insérer des jeunes sortant des écoles nationales d'agriculture et d'élevage (ENAE) et Institut d'Enseignement supérieur, ou déscolarisés, dans le monde agricole pour réduire le chômage des jeunes, limiter leur exode rural et surtout en faire à terme des conseillers agricoles au sein d'un dispositif d'appui-conseil technique et commercial interne aux OPA, capable de renforcer les capacités productives des paysans. Trente jeunes agriculteurs ont été sélectionnés (dont ?? jeunes femmes) et ont bénéficié d'un appui pour l'installation de leur exploitation agricole dans le cadre du PNAFA. Même si les conditions d'éligibilité et types d'appuis sont assez variables (possession de terres, appui à crédit ou subvention totale, etc.), l'intensité des appuis est lui aussi variable, tout comme les résultats induits. Davantage de recul permettra en 2016 de faire le point sur les différentes expériences menées, ainsi que mesurer leur efficacité et leurs effets sur la professionnalisation de ces jeunes.

La mission constate que de nombreuses activités innovatrices ont été menées. Tout comme le programme dans son ensemble, le concept de départ est pertinent mais les conditions/modalités de mise en œuvre présentent souvent des manquements et imperfections. Avec le recrutement de la nouvelle responsable chargée du Genre, de la Gestion des Savoirs et la Visibilité en collaboration directe avec les Responsables suivi-évaluation des URC et UNC, ainsi que les responsables S&E et points focaux des OPA, un effort particulier devra être fait au cours de l'année 2016 afin d'analyser plus précisément les innovations introduites dans le cadre du PNAFA, les expériences à capitaliser (positives comme négatives), dans une perspective de mise à l'échelle ou de non réplication.

Appendice 8: Tableau synoptique sur les modifications proposées au niveau des infrastructures pour le temps d'exécution restant au projet

Objectif révisé infrastructures PNAFA 15 février 2016

Objectif infrastructures par OPA

Type d'infrastructures	FPGD	UGAS	FEPRORI- GF	FEREPPAH- GF	FUPRORIZ- HG	FUMA- HG	FUCPIS- G	URC- MG	URC- HG	Anciens objectifs	Réalisations au 31 Décembre 2015	Nouvel objectif fixé 2016 2017	Nouveaux objectifs	Ecart
Pistes (km)	23	4.33	10	0	0	0	0	0	0	90	53	37.33	90.33	-0.33
Ouvrages franchissement (ml)	76	16	18	22	0	0	0	0	0	450	388	132	520	-70
Autres ouvrages:													0	0
Radiers (nbre)	0	0	0	0	0	0	0	20	0	0	0	20	20	
Dalots (nbre)	0	0	1	0	0	0	0	1	28	0	0	30	30	
Fossés rocheux (ml)	0	0	0	0	0	0	0	245	0	0	0	245	245	
Murettes de bord (ml)	0	0	0	0	0	0	0	145	0	0	0	145	145	
Forage (nbre)	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	
Pont (ml)	0	0	0	0	0	0	0	12	0	0	0	12	12	
Ouvrage de décharge (ml)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Bas-fonds aménagement (ha)	100	0	40	0	0	25	0	0	48	400	28	213	241	159
Bas-fond réhabilitation (ha)	0	54	40	0	0	0	0	0	0	626	92.1	94	186.1	439.9
Magasins (m²)	900	0	375	375	0	0	0	0	0	18 175	6 475	1 160	7635	10540
Etale de ventes	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	
Construction siège OPA	0	0	1	1	0	0	0	0	0	8	6	2	8	0

NB:

Les ouvrages de franchissement prévus au titre de la consolidation des actions du PPDR-HG totalisent 28 dalots simples et sont financés par le Don FIDA 8091 GN.

Appendice 9: Réalisations physiques Moyenne Guinée

